INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 317 - MAI 2020 HEBDO 2

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 317

Viandes bovines

Lait de vache

Collecte laitière

- Europe et Etats-Unis: la crise s'installe
- France : la collecte marque le pas

Consommation

- Lait bio : consommation boostée dans un marché malgré tout chahuté

Viande ovine

Lait de chèvre et viande

Annuel caprins 2020 : Résister d'abord, relancer ensuite !

Viandes bovines

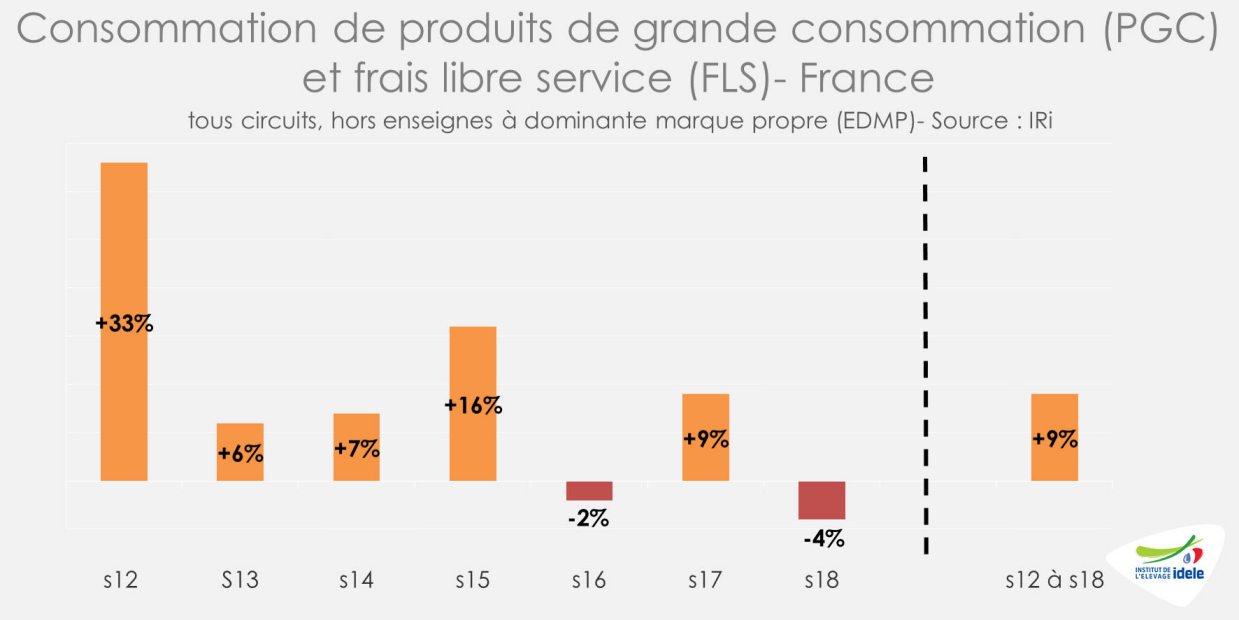
Covid-19, la situation au 13 mai pour le secteur bovin viande en France et en Europe

Le déconfinement a déjà commencé dans certains États membres mais la restauration y reste extrêmement limitée. RHD à l'arrêt depuis presque 9 semaines, achats des ménages par à-coups, les opérateurs naviguent à vue. Le haché reste le produit phare, certaines pièces nobles restent difficiles à vendre et ceci dégrade la valorisation des carcasses. Le retard dans les sorties en JB se chiffre à une semaine d'abattages.

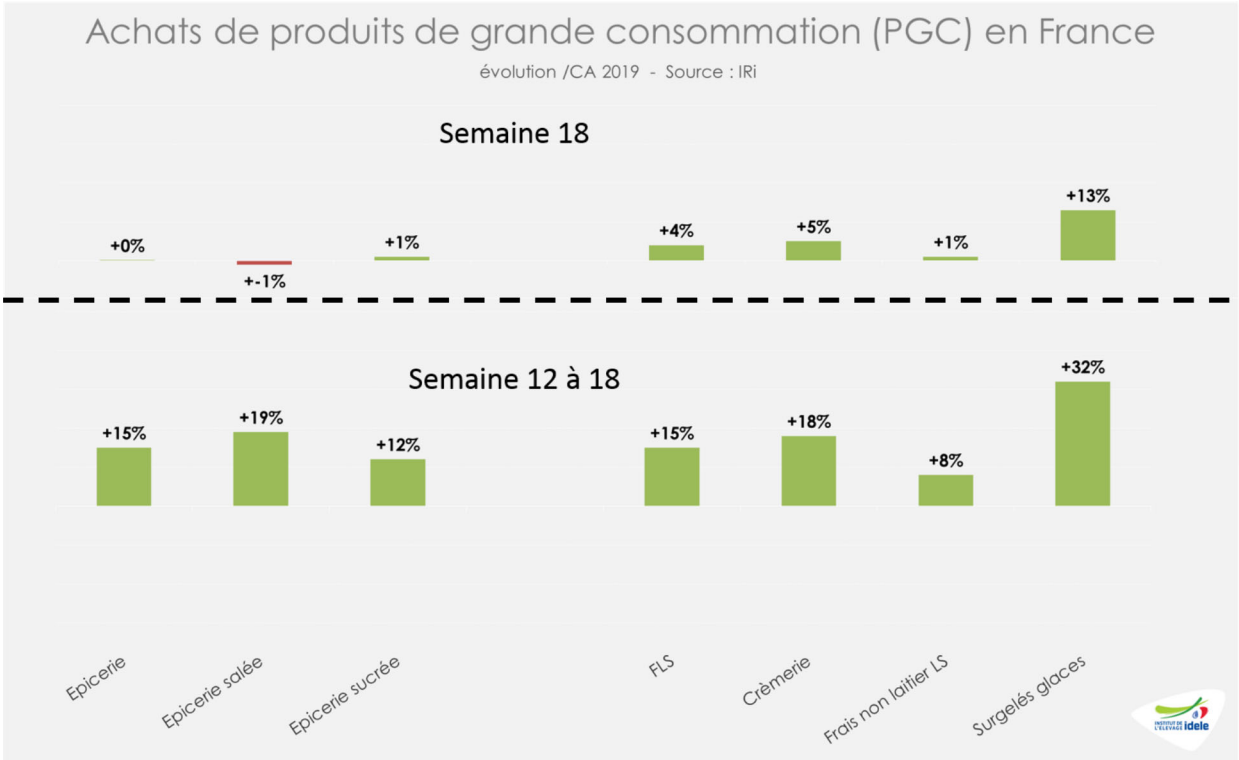
La demande italienne en broutards se maintient. L'aide au stockage privé a été ouverte par la Commission européenne et des demandes pour 706 tonnes ont déjà été déposées.

Tassement des ventes en GMS

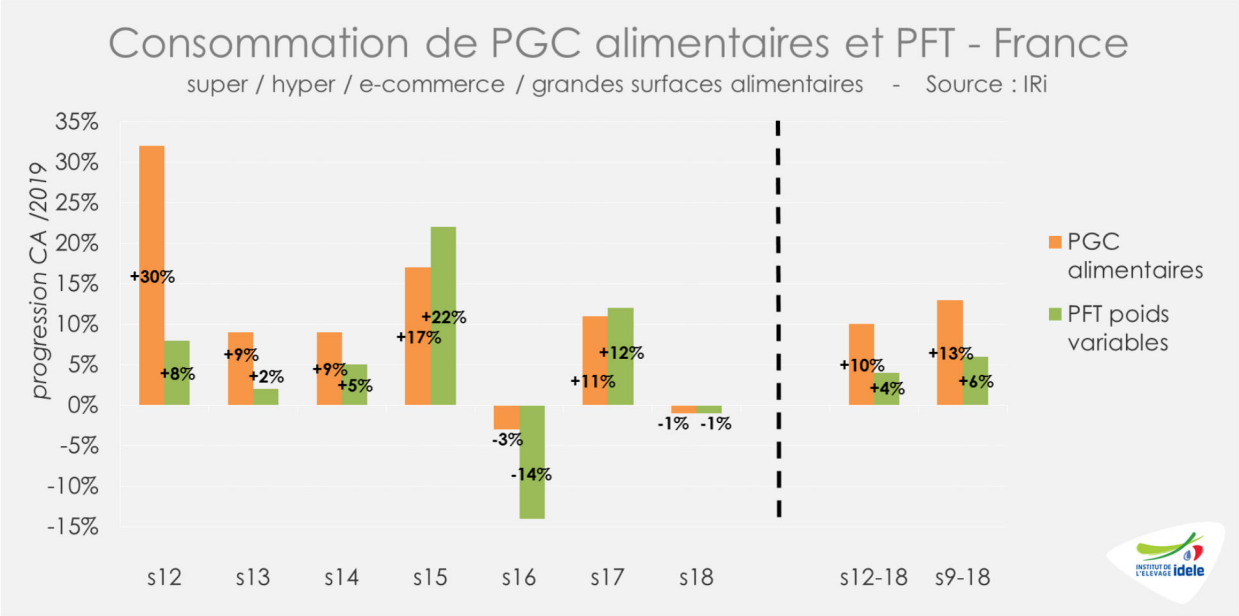
En semaine 18, les ventes de produits de grande consommation (PGC) alimentaires (-1% /2019) comme les produits frais traditionnels (PFT) (-1% /2019) étaient en baisse, mais moins que l'ensemble des produits de grande consommation. D'après l'IRi, le calendrier avec le 1er mai qui tombait un vendredi cette année contre un mercredi en 2019, participe à cette mauvaise tendance. Mais l'essentiel de la baisse vient d'ailleurs. En effet, à l'approche du déconfinement l'achat de « produits du confinement » paraît moins essentiel.



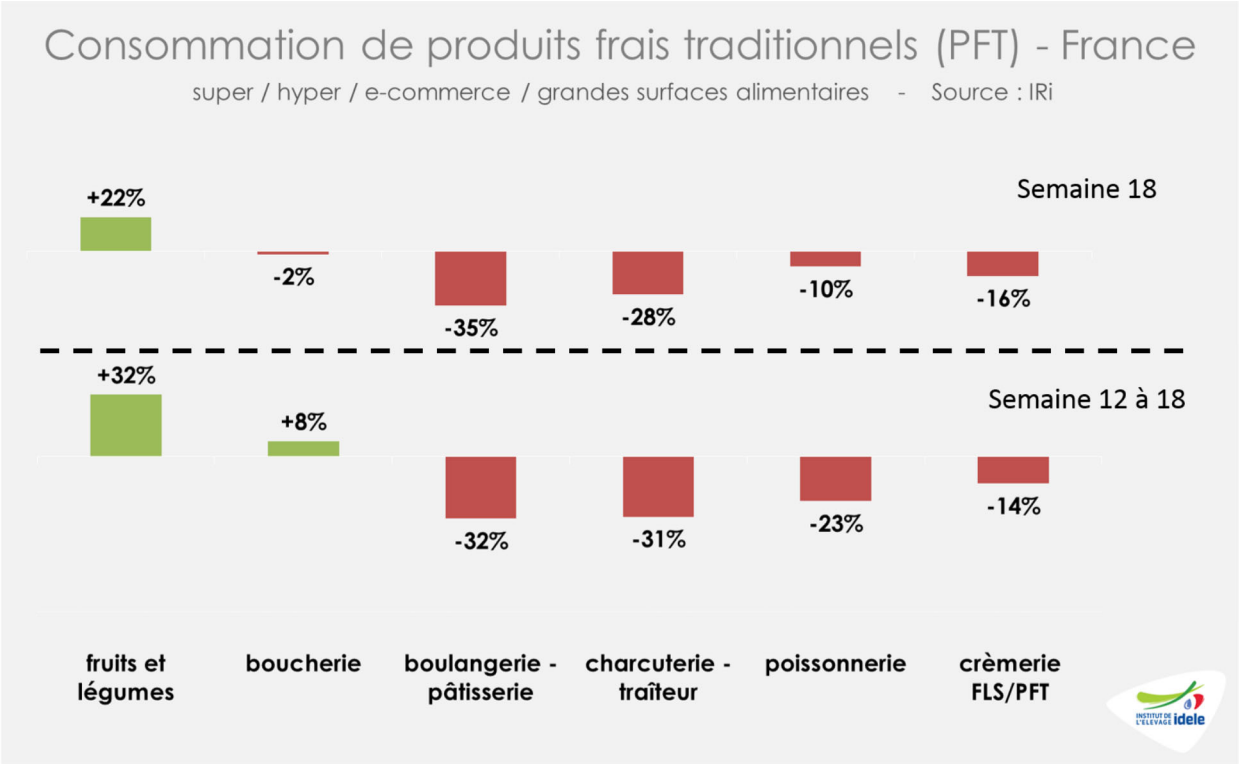
Les achats de surgelés (dont les viandes congelées) enregistrent une progression plus limitée mais malgré tout importante (+13% /2019). Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) sont en hausse plus modérée (+1% /2019 en semaine 18 et +8% /2019 en cumul sur les semaines de confinement).



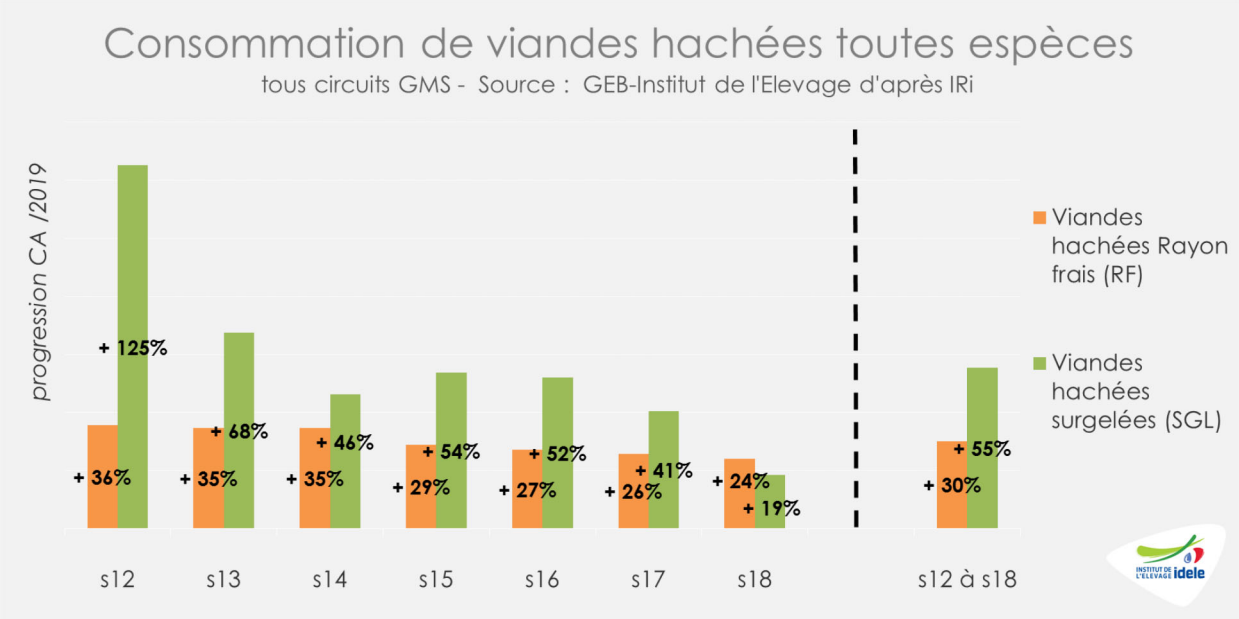
En semaine 18, les achats de produits frais traditionnels vendus à poids variable (PFT) en GMS et e-commerce, sont en légère baisse (-1% /2019). D'après l'IRi, pour l'ensemble des semaines 12 et 18, les achats de PFT ont cependant progressé de +4% /2019 (contre +10% pour les PGC alimentaires).



Depuis le début du confinement, la progression des ventes de PFT est portée par les rayons fruits et légumes et boucherie. En semaine 18, les achats au sein du rayon boucherie sont cependant en léger recul (-2% /2019). Mais depuis le début du confinement (cumul sur les semaines 12 à 18), les ventes du rayon restent en progression (+8% /2019).



A une semaine de la fin du confinement, la progression des achats de hachés surgelés s'est réduite par rapport à ce qui était observé en milieu de confinement, mais reste positive (+17%). Au final, les ventes de haché surgelé sur les semaines 12 à 18 ont progressé de +55% /2019. Les achats de viande hachée réfrigérée ont augmenté de +30% /2019 et se maintiennent très bien semaine après semaine.



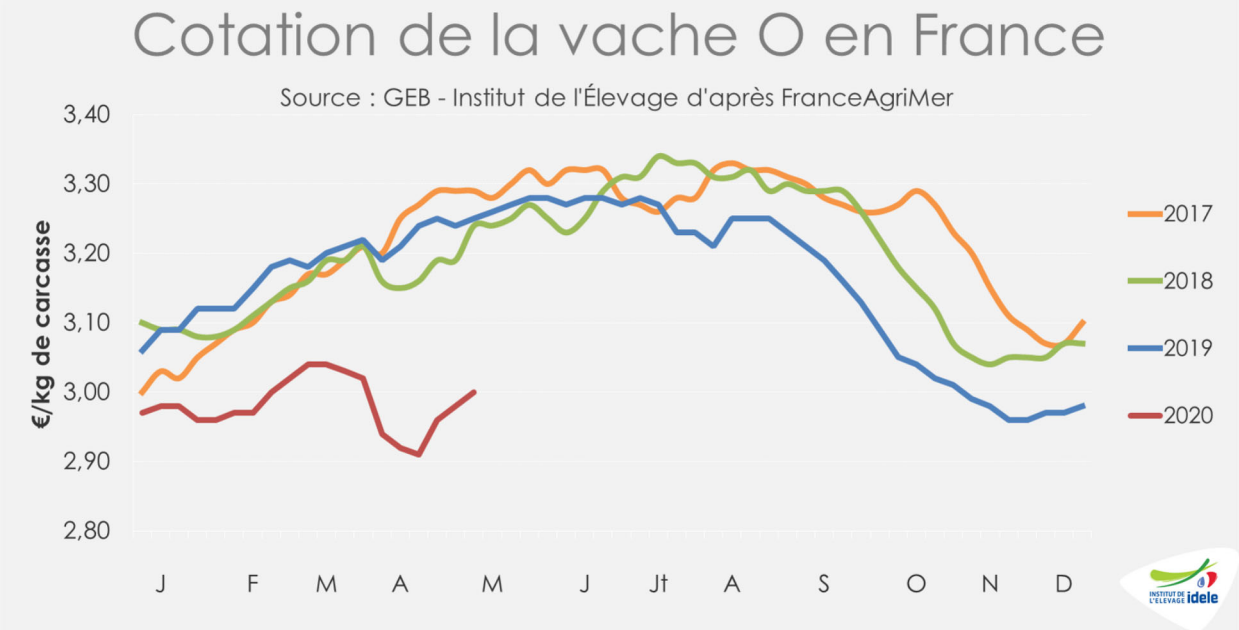
Femelles en France : les abattages progressent, les cotations regagnent quelques centimes

Pendant le confinement, la filière bovine française a dû, comme d'autres, faire face à de véritables bouleversements : RHD quasiment à l'arrêt, explosion des ventes de haché, et donc changement radical de la gestion de l'équilibre carcasse. La fin du confinement, effective depuis le 11 mai, ne bouleverse pas les « nouveaux fondamentaux » observés pendant le confinement avec une RHD toujours amputée de la majeure partie de son activité. Cependant, la réouverture de drives et de services de livraison par la restauration commerciale, voire collective avec par exemple l'initiative de Sodexo de livrer des paniers repas « *Ready to work* », devraient peser dans les prochaines semaines.

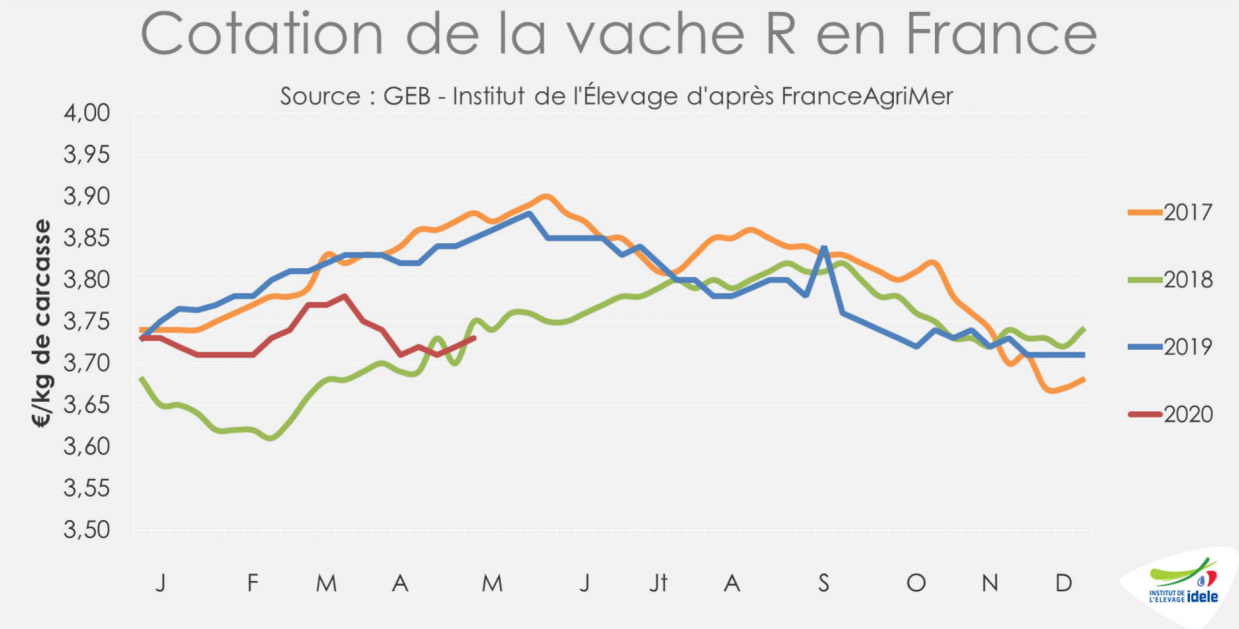
A nouveau, le nombre de vaches de type viande abattues progresse légèrement (+1% /2019) en semaine 19.

Les abattages de vaches laitières sont également en hausse (+2%). Sur l'ensemble du confinement (semaines 12 à 19), les abattages de réformes laitières auront été équivalents à l'année dernière (= /2019) tandis que les abattages de réformes allaitantes auront sensiblement reflué (-7%). En tonnage et sur la même période, les abattages de vaches laitières sont également stables. La baisse des abattages de vaches allaitantes est sensiblement plus faible qu'en têtes (-5% /2019).

En semaine 19, les cotations des réformes ont repris quelques centimes. Les cours des vaches les moins conformées, de loin les plus dépréciées depuis le confinement, regagnent le plus rapidement. La cotation de la vache P s'est ainsi appréciée de 3 centimes par kg de carcasse, à 2,75 €/kg éc (-5% /2019 et -6% /2018) et celle de la vache O de 2 centimes, à 3,00 €/kg éc (-8% /2019 et -7% /2018). Les cours ont ainsi repris respectivement 9 et 8 centimes depuis le début de la remontée mais restent inférieurs de 15 et 25 centimes aux cours de 2019.

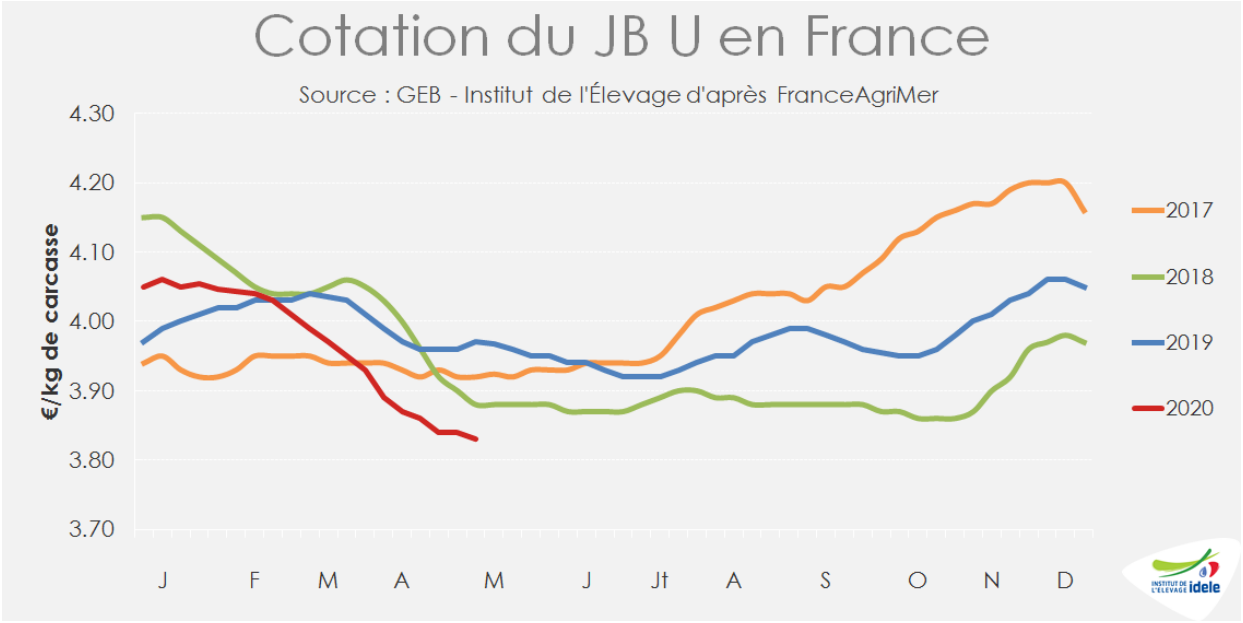


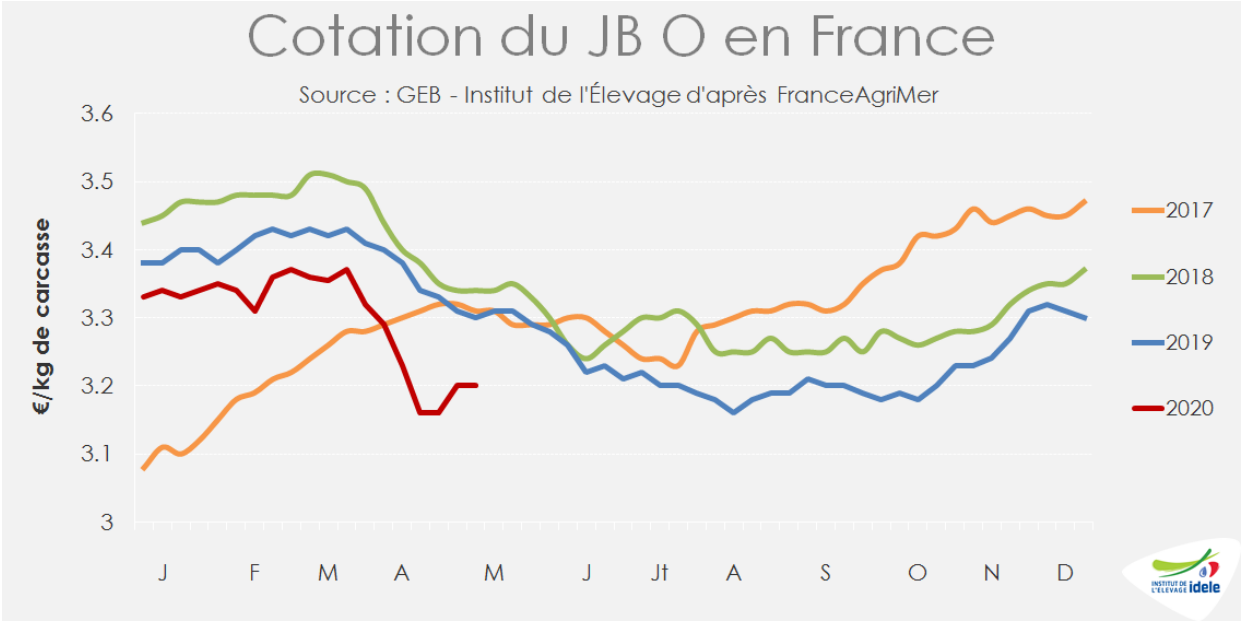
Les cotations des réformes les mieux conformées reprennent toutes deux un centime. La cotation de la vache U s'établit à 4,38 €/kg de carcasse (-2% /2019 et = /2018) et celle de la vache R à 3,73 €/kg éc (-3% /2019 et -1% /2018). La cours de la vache R est désormais sous le faible niveau de 2018, quand les cotations étaient sous la pression d'une décapitalisation particulièrement intense.



Jeune bovin en France : les cours restent sous pression

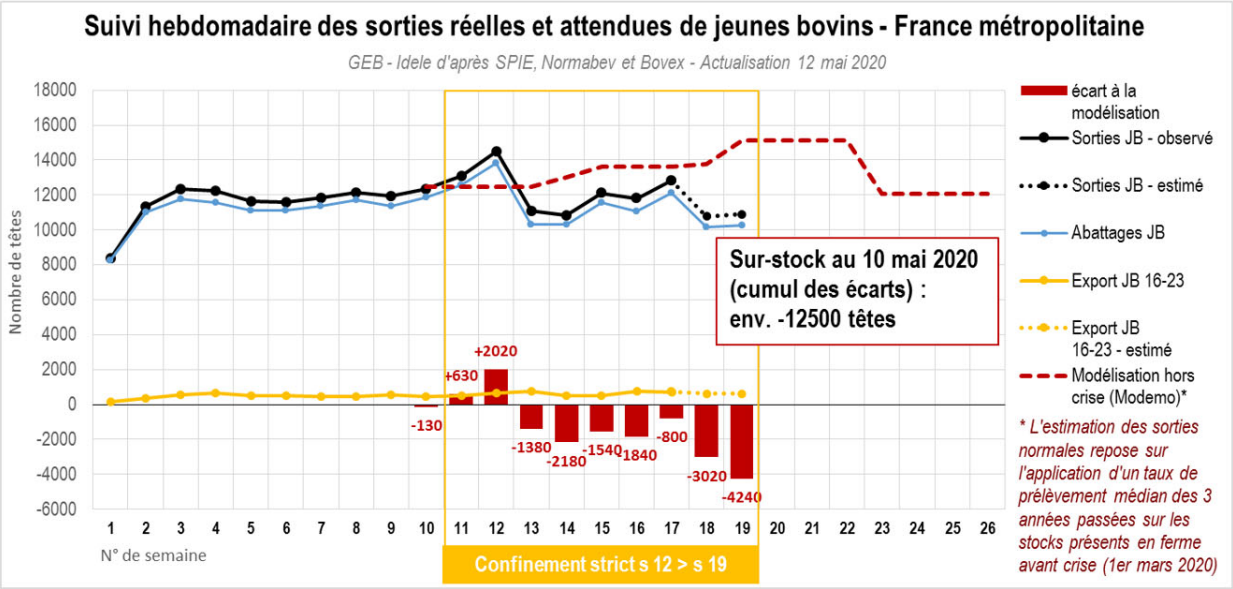
La concurrence accrue sur le marché européen pèse sur les cours des JB de type viande. La cotation du JB U a perdu 1 centime en semaine 19 et reste à un bas niveau, à 3,83 €/kg de carcasse (-4% /2019 et -1% /2018). Celle du JB R a toutefois regagné 1 centime à 3,66 €/kg (-3% /2019 et -2% /2018). Après avoir touché le fond, celle du JB O est remontée et s'est stabilisée à 3,20 €/kg (-3% /2019 et -4% /2018).





En semaine 19, les abattages de JB de type viande étaient en baisse de -19% par rapport à la même semaine en 2019 et ceux de JB laitiers en baisse de -20%. En cumul sur les 8 dernières semaines (s.12 à s.19), les abattages de JB viande ont baissé de -10% et ceux de JB lait de -20%.

La modélisation MODEMO indique au 10 mai un surstock en fermes de 12 500 JB viande par rapport aux prévisions de sorties des semaines 11 à 19. Ceci représente environ une semaine d'abattage de retard.



Sur les jeunes bovins laitiers, le retard d'abattage serait d'environ 2 700 têtes, soit un peu moins d'une semaine. La réouverture des *drives* des restaurants McDonald's pourrait aider à résorber ce retard, en comptant sur le beau temps pour que les aloyaux puissent être valorisés dans la distribution.

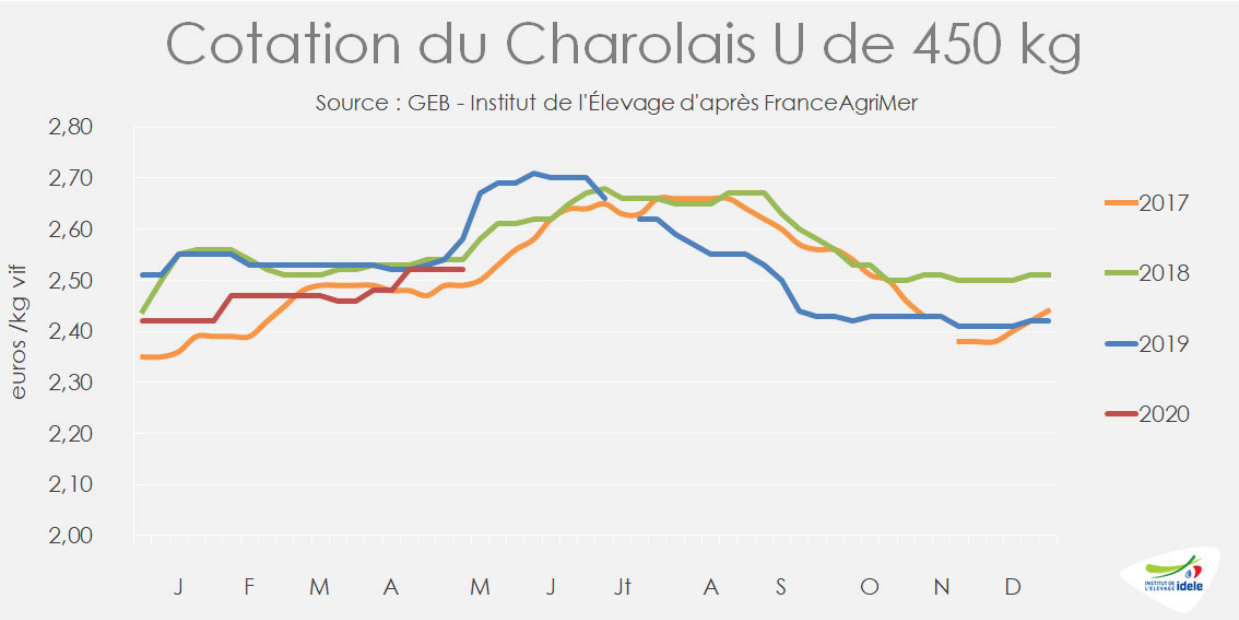
GROS BOVINS MAIGRES : L'Italie soutient les cours

En semaine 19, les cours des broutards se sont maintenus ou légèrement repliés à une période habituellement marquée par une hausse des cours, ceci malgré une offre très limitée en France et une demande ferme en Italie.

Des cours stables

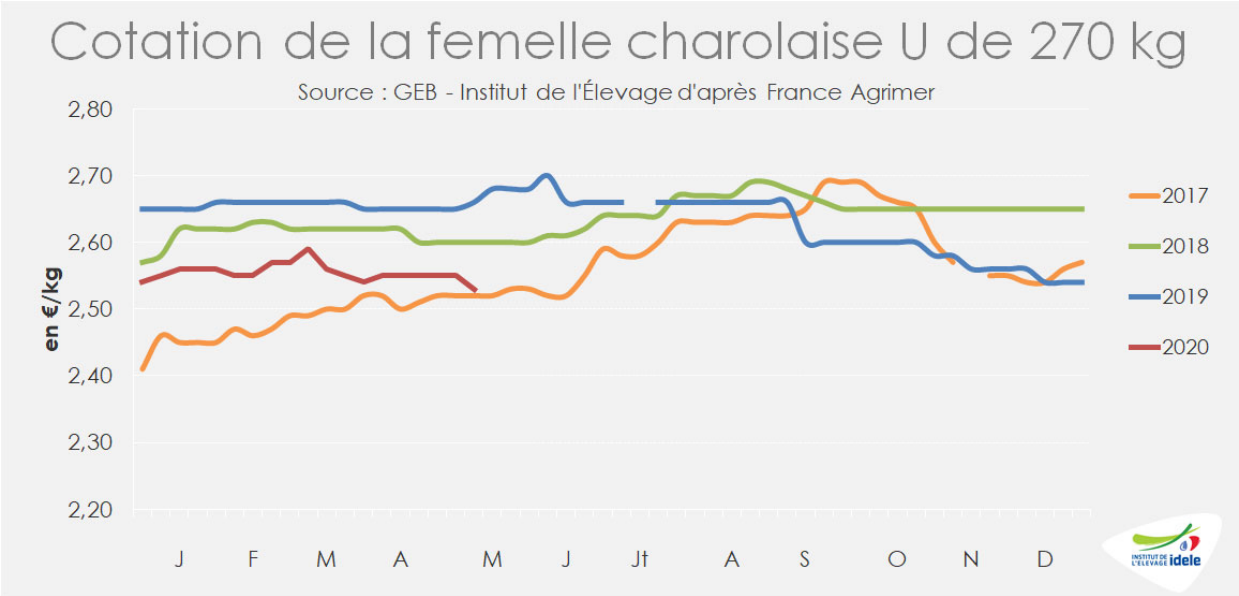
En semaine 19 les cours de broutards restent globalement stables, en deçà de leur niveau de 2019. Les cotations des Limousins E de 300 kg, souvent destinés au marché espagnol, sont en repli de 4% /2019 à 3,03 €/kg. Idem pour les Croisés U de 300 kg, à 2,75 €/kg (-3% /2019).

En race charolaise les animaux lourds sont recherchés sur le marché italien, alors que les animaux plus légers, destiné au marché français, sont en repli en semaine 19. Faute de hausse saisonnière les cours s'éloignent de leur niveau de l'an passé : U de 350 kg sont en repli de -4% / 2019, à 2,72 €/kg, alors que les U de 450 kg reculent de 6 centimes à 2,52 €/kg (-2% /2019).



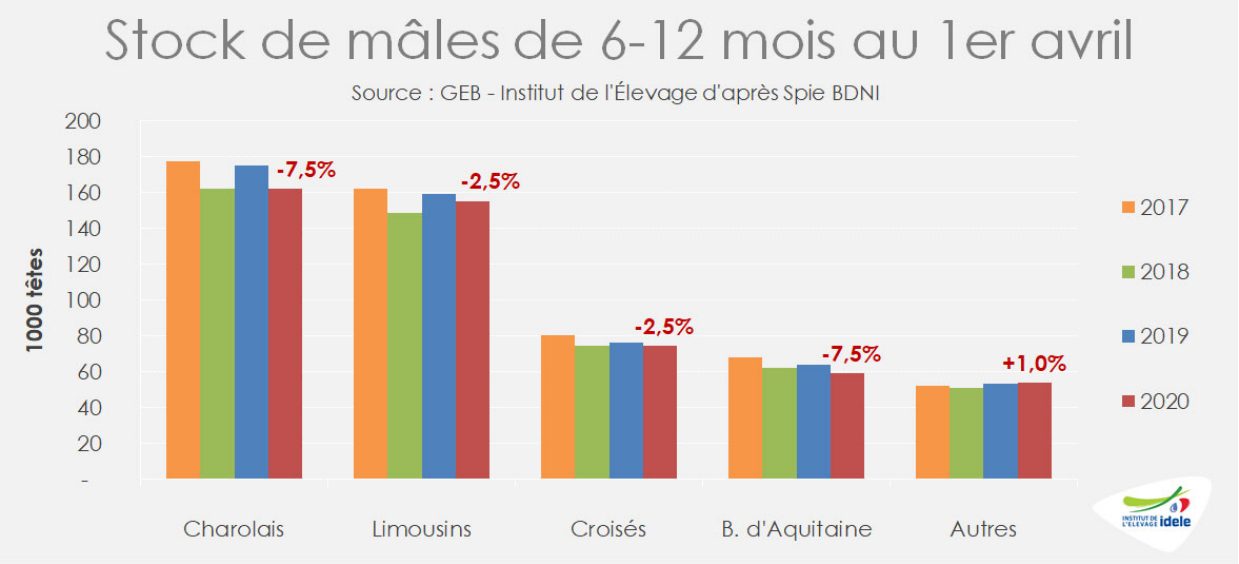
Les cours des femelles toutes races confondues restent en deçà des bons niveaux de 2019. A 2,53 €/kg, la Charolaise U de 270 kg recule de -5% /2019 et la Charolaise U de 400 kg perd 14 centimes par rapport à 2019 à 2,36 €/kg (-6% /2019). Les cotations des femelles limousines E de 270 kg s'érodent elles d'à peine -1% /2019 à 2,75€/kg. Les prix des femelles restent à des niveaux relativement élevés, mais sont en repli depuis la fin 2019.

Ce repli s'explique par une demande italienne plus modérée après plusieurs années de croissance très forte et par le moindre besoin de femelles de renouvellement en France du fait du recul du cheptel.



Une offre en forte baisse en mâles

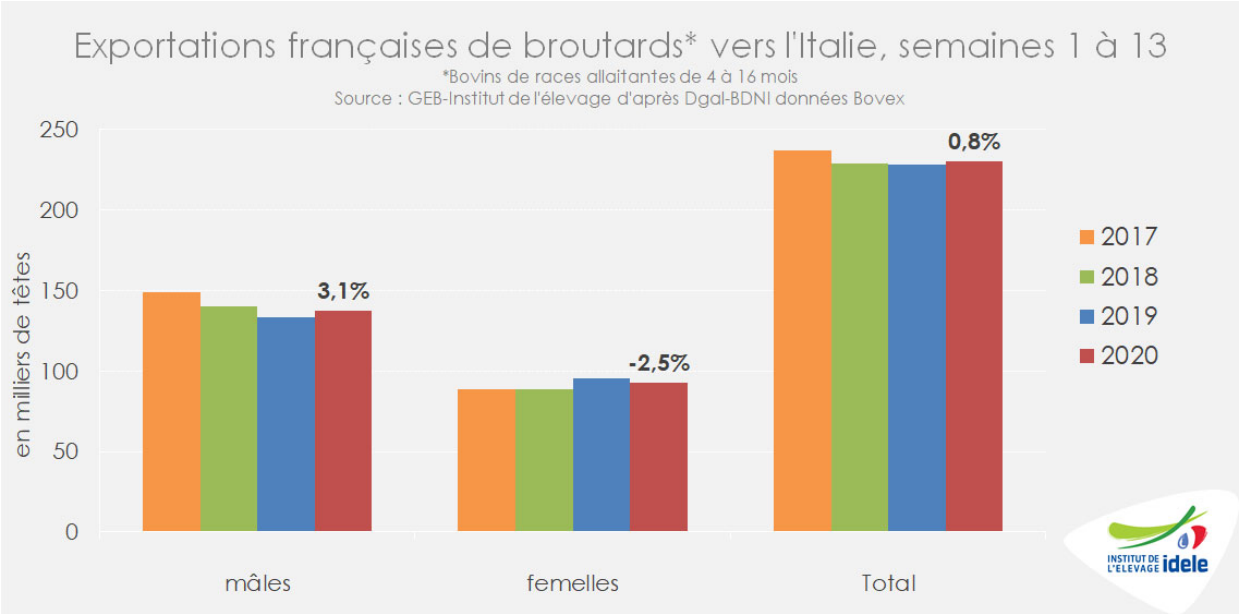
La période de février à avril est chaque année celle du creux des disponibilités en broutards. Ce phénomène est amplifié par la décapitalisation allaitante en œuvre depuis 2017. En 2019, la BDNI a recensé 3,56 millions de naissances soit -207 000 veaux ou -5,5% /2018 et -9,8%/2016. Ainsi, au 1er avril 2020, le stock de bovins mâles de races allaitantes de 6-12 mois était en repli de -4% /2019 et de -6,5% /2017. Cette chute de l'offre en broutards est inégale selon les races : elle est particulièrement forte en races charolaise et blonde d'Aquitaine.



La demande italienne est stable

La crise du Covid-19 a diversement affecté les marchés d'export des animaux vivants. Les exportations de veaux nourrissons vers l'Espagne ont ainsi été peu perturbées (voir partie veau) alors que les envois de broutards sont en forte baisse selon les données Bovex transmises par la DGAL du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Sur les 13 premières semaines de l'année (du 1er janvier au 29 mars), 42 500 broutards français ont traversé les Pyrénées soit -16% /2019. Ce repli affecte aussi bien les mâles (31 000 têtes exportées soit -17%) que les femelles (11 500 têtes exportées soit -12%). Les premières remontées hebdomadaires pour le mois d'avril font état d'un redressement des envois de broutards sur l'Espagne en fin de mois, un mouvement qui reste toutefois à confirmer.

A l'inverse, les envois de broutards vers l'Italie semblent peu perturbés par la crise sanitaire. Sur les 13 premières semaines de l'année, ils ont même légèrement progressé à 230 000 têtes, soit +0,8% /2019. Mars a même été très dynamique : selon la base de données Bovex les envois de broutards vers l'Italie ont progressé de +3,5% sur les semaines 10, à 13 à 73 500 têtes. Cette hausse des envois dans une période de confinement peut s'expliquer par le recentrage des achats alimentaires italiens sur les grandes surfaces dont les rayons font la part belle à la viande de JB issus d'animaux maigres français (voir partie Italie). D'ailleurs, au sein des bovins maigres, les envois de broutards mâles rebondissent alors que les femelles sont en recul. Enfin les premières remontées de données font état d'un commerce de broutards proche de son niveau de 2019 sur le mois d'avril 2020.



Commerce qui continue vers l'Algérie

Au 1 trimestre 13 500 broutards ont été exportés vers les pays-tiers, soit 2 500 de moins que le haut niveau de 2019. Parmi ces animaux 12 000 ont rejoint l'Algérie contre 13 250 l'an passé et 1 500 ont rejoint la Tunisie contre 1 000 l'an passé. Il semble que ce repli se soit poursuivi en avril, en comparaison d'un mois d'avril 2019 très dynamique : 10 000 têtes alors dont 8 500 sur l'Algérie. Le recul des envois serait autant dû aux exigences du nouveau cahier des charges imposé par les Autorités algériennes qu'aux contraintes du confinement des deux côtés de la Méditerranée.

Quel marché dans les semaines à venir ?

Le mois de mai est habituellement marqué par une hausse saisonnière des cotations des broutards en lien notamment avec les mises en place d'animaux pour la consommation des fêtes de fin d'année. Or le marché italien de la viande semble un peu plus encombré ces dernières semaines, ce qui pourrait ralentir les entrées en atelier.

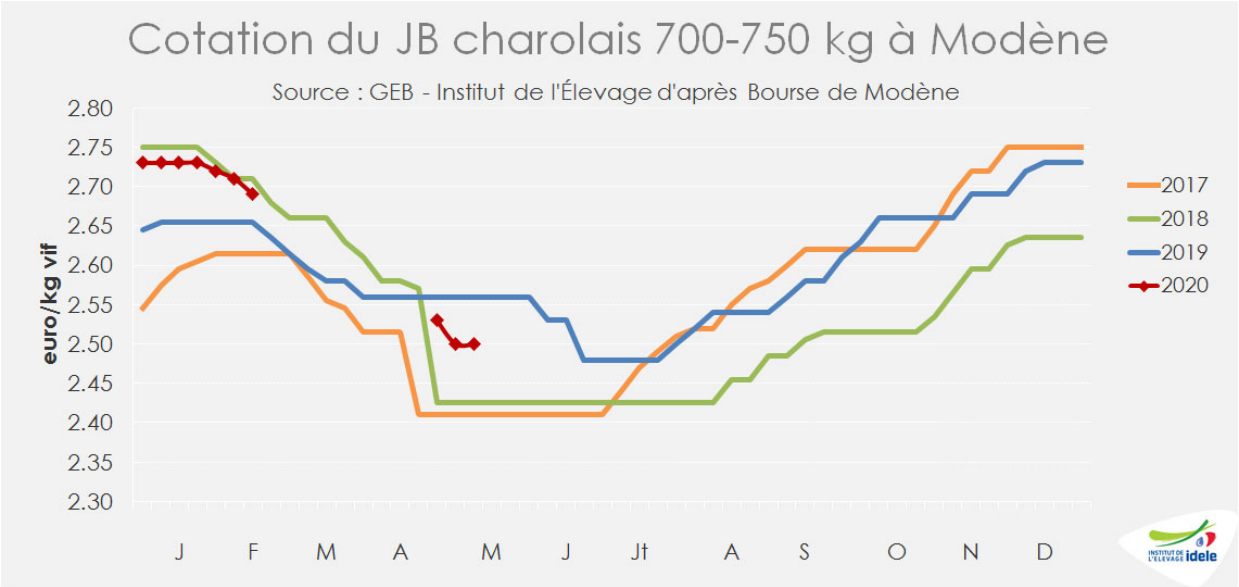
Le marché espagnol du broutard reste quant à lui lourd et la demande des engraisseurs en bovins vifs se concentre davantage sur les veaux nourrissons.

Enfin, l'export sur pays tiers est encore complexifié par le confinement, même si celui-ci commence à être levé de part et d'autre de la Méditerranée. Fournir la demande intérieure est un impératif absolu de stabilité politique d'un côté, mais les ressources de beaucoup de certains pays, l'Algérie et la Libye en premier lieu, souffrent de l'effondrement des prix des hydrocarbures et du tourisme.

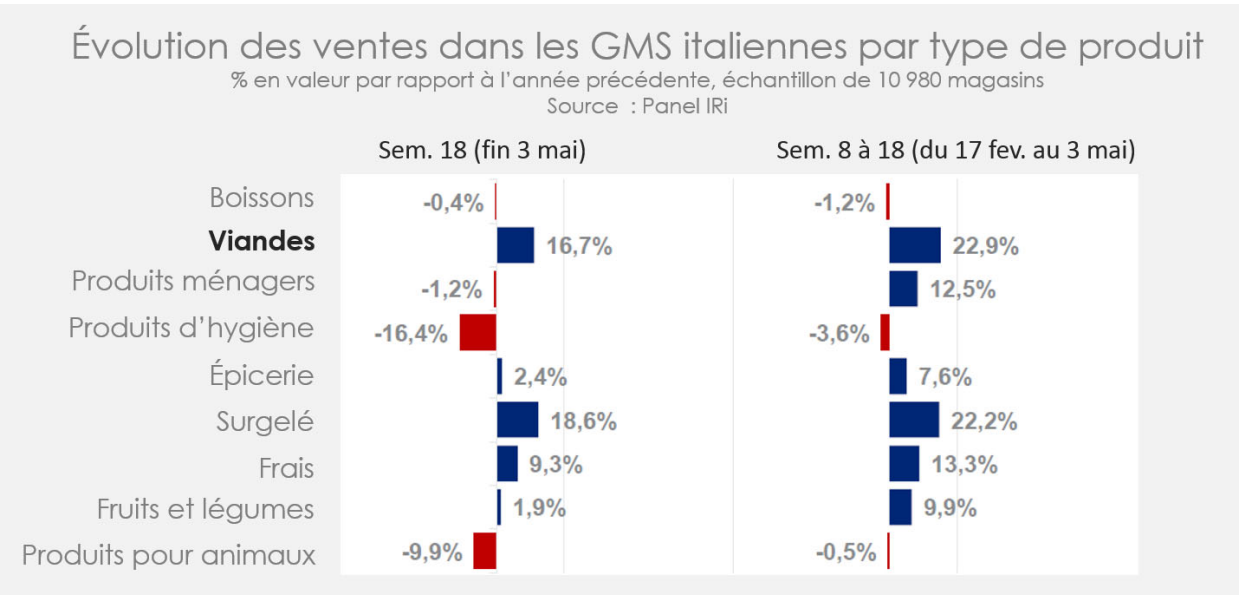
La hausse saisonnière des cotations en France pourrait pâtir de ces situations, toutefois l'offre très limitée devrait éviter un décrochage.

ITALIE : Les prix des JB finis stoppent leur baisse à Modène

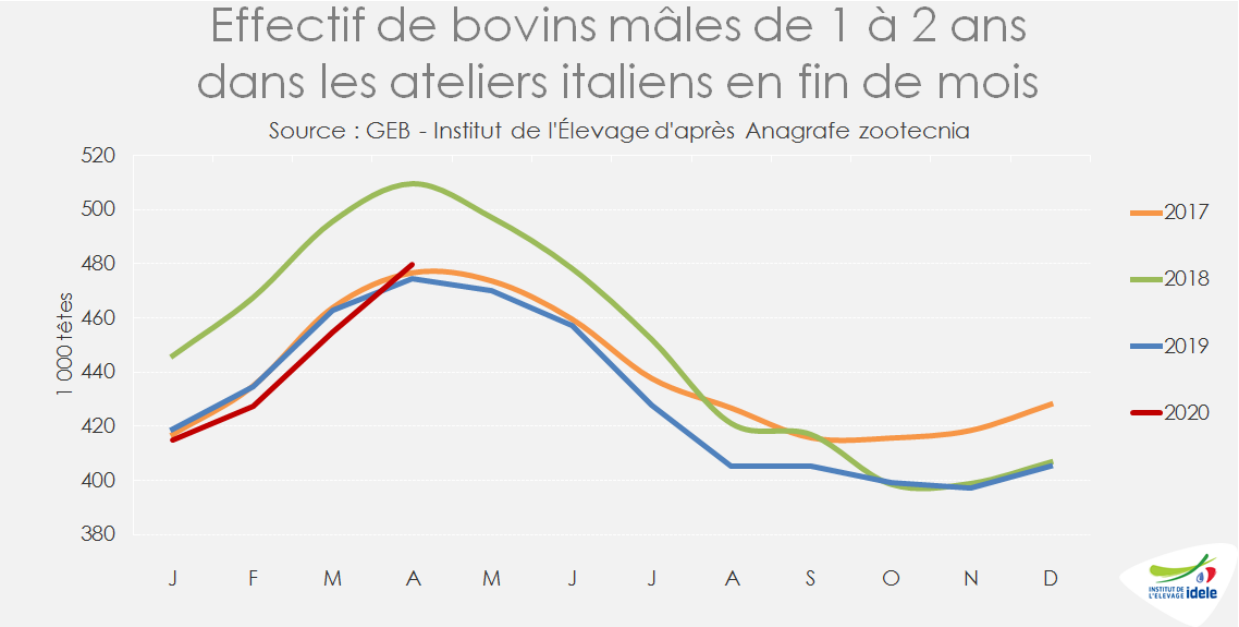
Le 11 mai, la Bourse de Modène a reconduit les cours des JB finis mâles et femelles, mettant un coup d'arrêt à leur baisse saisonnière. Certaines catégories restent toutefois plus en retrait que d'autres par rapport aux années précédentes. C'est le cas des mâles charolais qui souffrent de la concurrence des viandes françaises et irlandaises selon les commentaires de la Bourse de Modène, à 2,50 €/kg (-2% /2019 ; +3% /2018). Les cours des femelles sont sous la pression d'une offre italienne plus importante. La femelle charolaise cotait 2,58 €/kg vif (-3% /2019) et la Limousine 2,88 €/kg (-2%). Le mâle limousin, à la fois peu abondant et moins soumis à la concurrence des viandes étrangères, se tenait toujours bien à 2,77 €/kg (= /2019).



Les achats de viande par les ménages italiens restent en nette hausse, toujours en raison du report de la consommation hors domicile sur les achats des ménages. D'après le panel IRi, les ventes de viande (et volaille) en GMS la semaine finissant le 3 mai étaient en hausse de +17% /2019. Depuis le 17 février, cette hausse se chiffre à +23%. Toutefois, d'après les opérateurs français et italiens, la concurrence entre origines est de plus en plus vive sur ce marché très convoité, ce qui n'aide pas le maintien des prix domestiques.



Au 30 avril, la BDNI italienne dénombrait 480 000 mâles de 1 à 2 ans, soit 5 000 de plus qu'un an plus tôt, alors que ce même effectif était en baisse au 31 mars (-8 000 têtes /2019) et que la catégorie d'âge inférieur ne donnait pas de signe de hausse. Ceci indique de possibles retards de sorties et témoigne d'un marché italien beaucoup moins fluide qu'en mars.



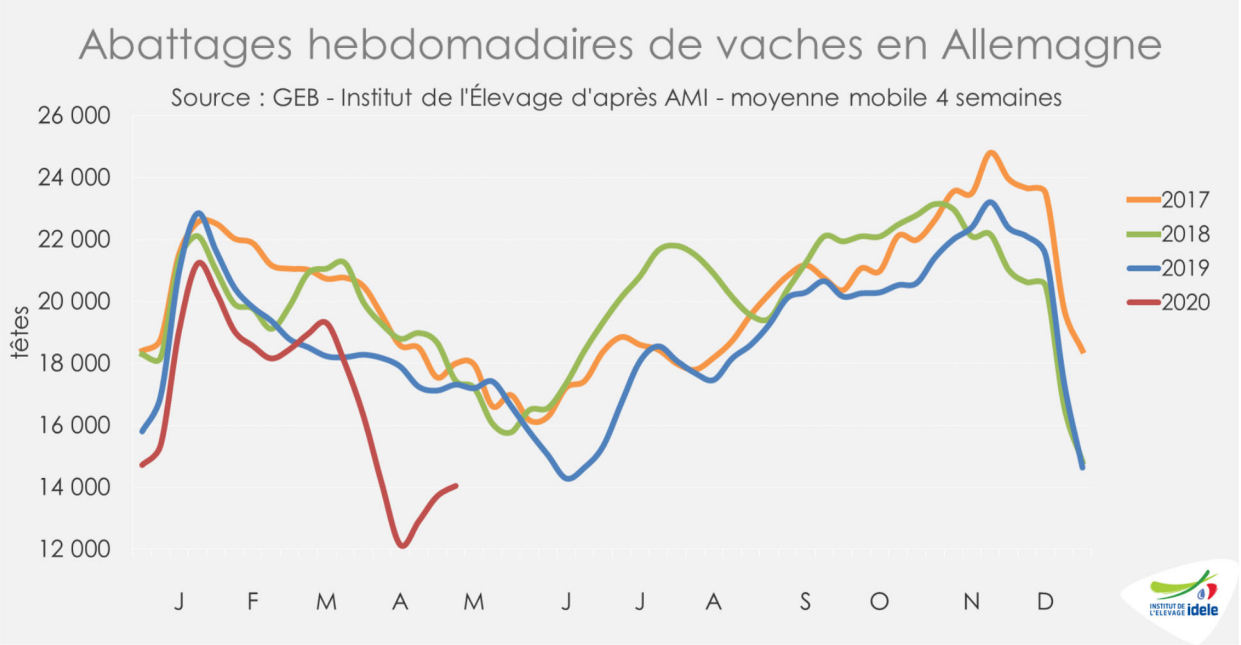
Les effectifs des femelles de plus de 28 mois (essentiellement des vaches) ont quant à eux bondi de 2,59 millions au 29 février à 2,63 millions au 30 avril, soit +23 000 têtes /2019 fin avril contre +11 000 têtes /2019 fin février. Les abattages de vaches de réforme ont en effet été réduits au strict minimum : abattages d'urgence et quelques vaches pour des approvisionnements d'appoint (plats préparés, élaborés surgelés au demeurant peu consommés en Italie). La viande de réforme est en grand majorité destinée soit à l'exportation vers la France, où la demande pour la viande importée a très fortement chuté, soit au segment de la RHD pour la production de burgers (en fast-foods ou en restauration à table). Les steaks hachés consommés par les ménages sont eux le plus souvent issus de JB et génisses. Les steaks hachés surgelés, souvent à base de viande de vache, restent très minoritaires dans les achats des ménages en Italie.

ALLEMAGNE : des abattoirs affectés par le Covid-19, les cours au plus bas

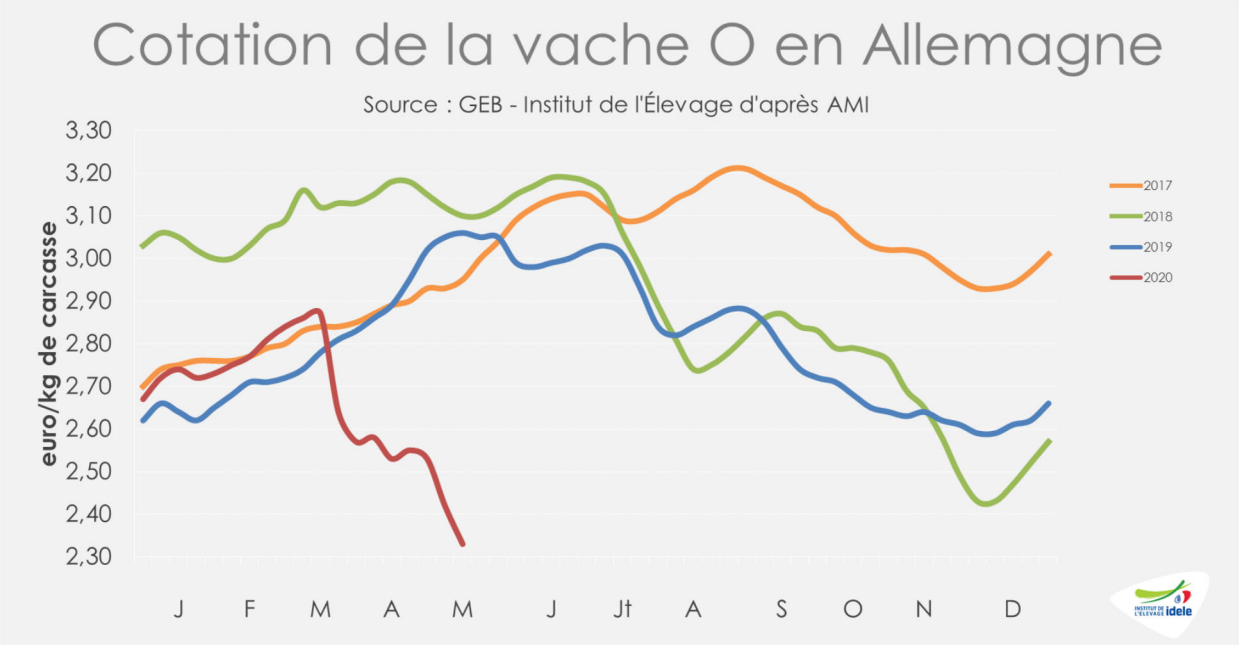
Alors que la demande des abattoirs allemands est toujours au plus bas, des premiers cas de Covid-19 perturbent l'industrie de la viande où de nombreux cas de Covid-19 ont été enregistrés. Début mai, entre 100 et 200 cas ont été répertoriés dans un abattoir du groupe *Westfleisch* (site d'abattage de porcs du groupe qui abat porcs et bovins) qui a été arrêté jusqu'à nouvel ordre en Rhénanie du Nord-Westphalie. Fin avril, une épidémie similaire avait déjà eu lieu dans un abattoir du sud du Bade-Wurtemberg : environ 200 travailleurs étrangers, principalement Roumains et Bulgares, avaient été infectés. Un atelier de découpe dans la Ruhr est également touché : 33 ouvriers ont été testés positifs sur les 1 200 employés. Il faut dire que ces travailleurs étrangers sont souvent logés dans des conditions précaires et entassés les uns sur les autres.

Face à cette multiplication des cas, les premières réponses de l'administration se sont fait connaître. Ainsi, les 17 000 à 20 000 ouvriers des 35 abattoirs de Rhénanie du Nord-Westphalie devraient être prochainement testés, dont les 1 200 employés de l'abattoir du groupe *Westfleisch*. Le Schleswig-Holstein envisage également de tester l'ensemble des travailleurs en abattoir. Et certaines petites régions sont à nouveau confinées.

En attendant, s'ils se sont redressés, les abattages restent limités pour toutes les catégories de bovins. D'après les experts de AMI, certains éleveurs retiennent leurs animaux dans l'espoir d'une hausse des prix. Les abattages de vaches restent cependant en net retrait en cumul sur les semaines 16 à 19 (-20% /2019).



La situation du marché a continué de se dégrader. En semaine 19, la cotation de la vache O a de nouveau perdu 9 centimes en une semaine, à 2,33 €/kg de carcasse (-24% /2019, -25% /2018). C'est désormais 54 centimes de moins (-19%) qu'avant le début de la crise. Les cotations des JB accusent également le coup, perdant 8 à 10 centimes en une semaine selon les conformations, à 3,34 €/kg de carcasse pour le JB U (-7% /2019 ; -12% / 2018) et à 3,30 €/kg pour le JB R (-6% /2019 et -12% /2018). Il semblerait que les problèmes de Covid-19 dans les abattoirs aient ajouté de l'incertitude sur un marché déjà éprouvé par la pandémie.

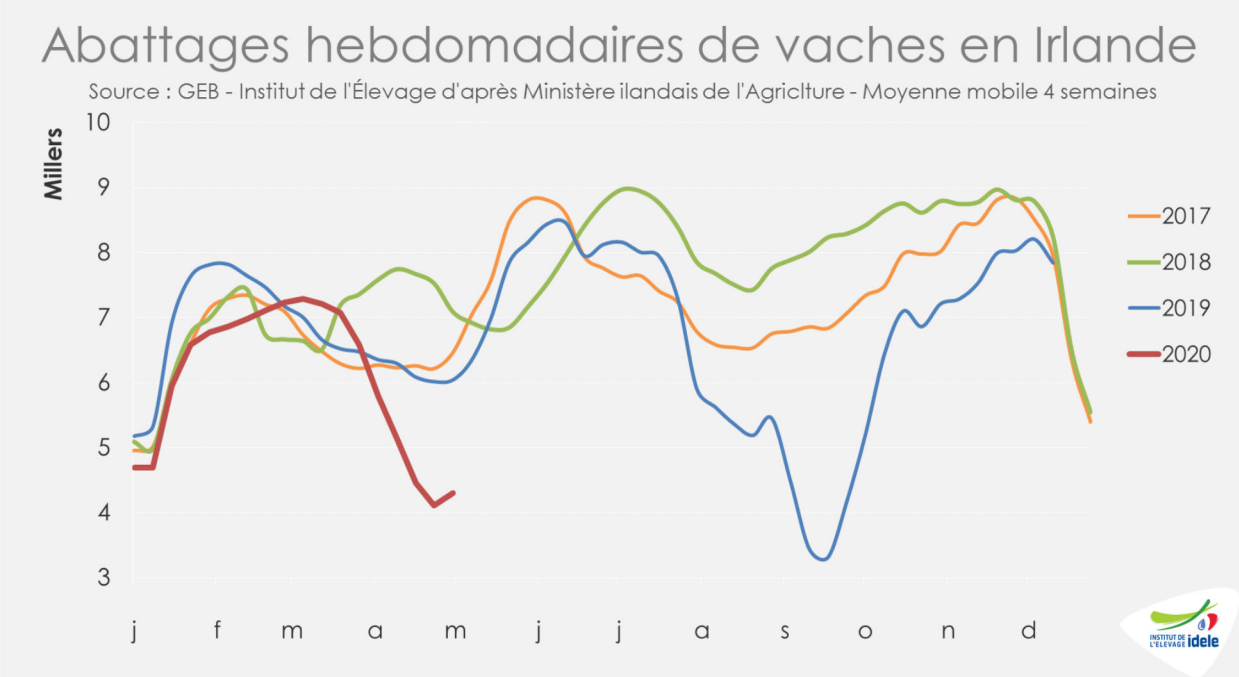


Si la situation demeure incertaine à court terme en raison de la fermeture temporaire de certains abattoirs, les experts d'AMI affichent un optimisme, certes mesuré, quant à une reprise prochaine des ventes de viande bovine. D'une part, certains restaurants peuvent désormais rouvrir au moins partiellement. Et d'autre part, les températures actuellement plus fraîches incitent à la consommation de portions plus copieuses : la consommation de rôtis et autres pièces de ce type augmente à nouveau.

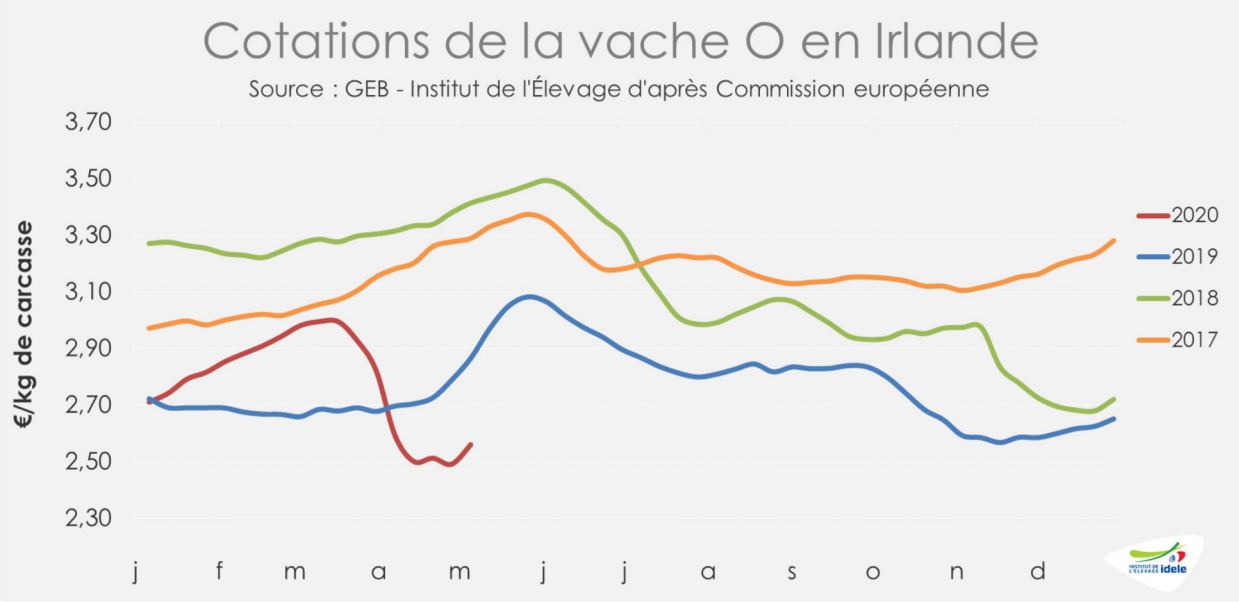
IRLANDE : hausse de la pression sanitaire sur les abattoirs, du mieux sur les prix

Le ministère de la Santé irlandais fait désormais état de 10 clusters de Covid-19 au sein de 10 abattoirs différents du pays, pour un total au 7 mai de 566 cas, soit 20% des cas enregistrés dans l'industrie. En semaine 18 cependant, les abattages de bovins, notamment de vaches, ont commencé à se redresser même s'ils restent limités.

Sur les 4 dernières semaines (16 à 19), les abattages de gros bovins restent en net retrait (-17% /2019) d'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture. Les reculs des abattages tout particulièrement marqué pour les vaches (-29% /2019 sur la même période).



Comme ailleurs en Europe, la consommation irlandaise (moins de 10% de la production nationale est consommée dans le pays) s'est fortement reportée sur le commerce de détail. D'après Kantar, entre les semaines 13 et 16, les ventes de viande bovine ont nettement augmenté tant en volume qu'en en valeur (+15% /2019). En volume, si les ventes de viande hachée ont logiquement progressé (+26% /2019), il semble que les différentes initiatives dont celles de Bord Bia aient porté leurs fruits puisque les ventes de steaks ont aussi été en hausse (+15% /2019). C'est maintenant les réouvertures partielles de certaines de chaînes de restauration comme McDonald's au Royaume-Uni et en Irlande qui suscite l'espoir de la filière irlandaise. Les services Drive et livraison de quinze McDonald's britanniques ont rouvert le 13 mai. Ce sera le cas de 6 McDonald's à Dublin le 20 mai prochain. Ces ouvertures amorcent la relance de la demande en vaches de réforme. Ainsi, d'après Bord Bia, les cotations des femelles commencent à se redresser. En semaine 18, la cotation de la vache O a progressé de 7 centimes, à 2,56 €/kg éc (-11% /2019 ; -25% /2018). Le cours du bœuf R a repris 3 centimes, à 3,43 €/kg éc (-8% /2019).



Une étude de la *University College Dublin* (UCD) montre que le Covid-19 pourrait coûter entre 570 et 900 millions d'euros aux exploitations agricoles irlandaises (toutes orientations), selon l'évolution des prix. Dans le cas le plus modéré, l'étude estime qu'un éleveur de 23 vaches allaitantes perdrait en moyenne 2 300 € tandis que les engraisseurs perdraient 3 000 € en moyenne.

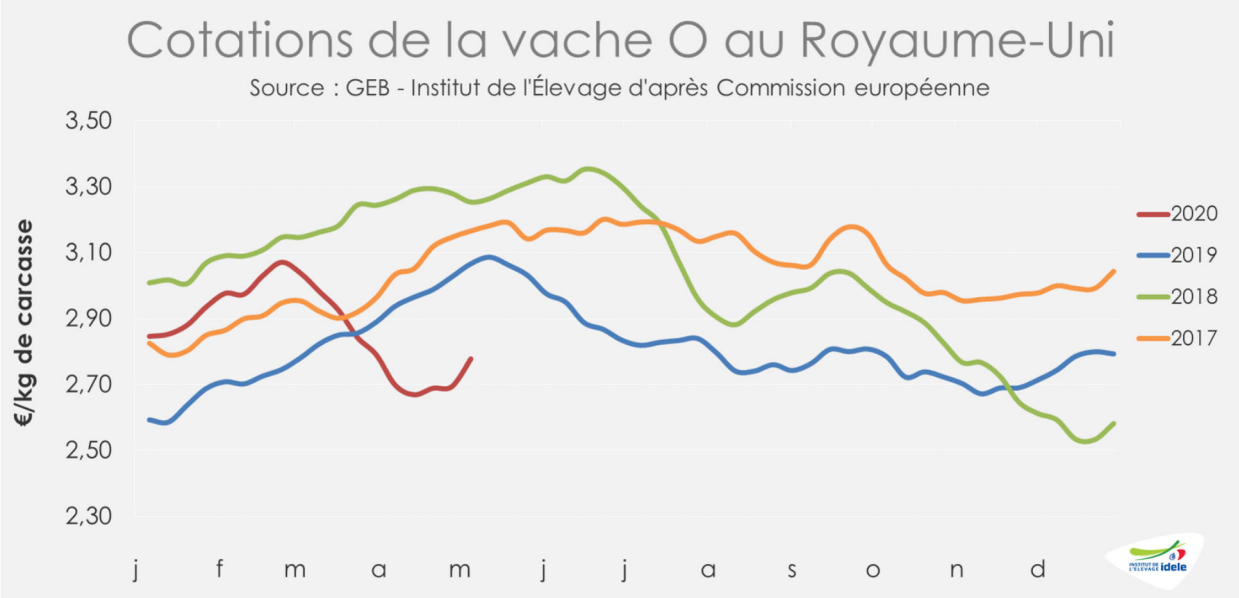
Dans le cadre de la réaffectation d'une vingtaine de millions d'euros au plan *Beef Exceptional Aid Measure* (BEAM, cf. article 15 avril), certaines organisations professionnelles agricoles demandent la suppression de la mesure de conditionnalité de réduction du cheptel de 5% pour pouvoir toucher les aides. L'*Irish Natura and Hill Farmers Association* (INHFA) précise que cette disposition a par le passé limité l'adhésion des éleveurs au plan. De plus, le président de l'*INHFA* Colm O'Donnell indique que laisser cette disposition « pourrait fausser le marché et le déstabiliser au moment où les restrictions imposés sur les marchés aux bestiaux par la gestion de la pandémie de Covid-19 devraient être levée ».

D’après l’organisation, il existe une réelle inquiétude que les agriculteurs soient obligés de choisir entre vendre du bétail sur un marché déjà déprimé afin d’obtenir le soutien du *BEAM* ou de le conserver et de renoncer au paiement.

ROYAUME-UNI : du mieux sur les cours, qui restent cependant à des niveaux bas

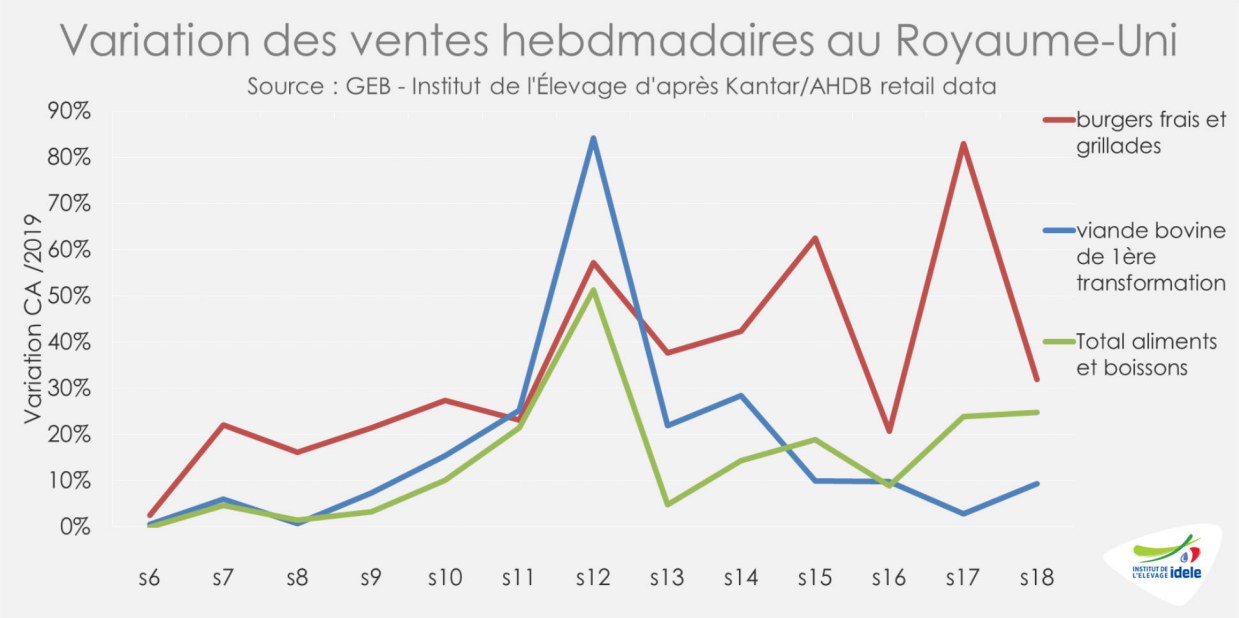
D’après AHDB, en semaine 18 et en devise locale, la tendance est à la progression mesurée des cours pour les vaches mais aussi désormais pour les animaux plus jeunes (prime cattle). La perspective de réouverture partielle de la RHD et de certaines chaînes de restauration rapide profite aux cotations des vaches, qui restent cependant à de bas niveaux. AHDB est également désormais plus optimiste pour le prime cattle, qui bénéficie notamment des promotions sur les steaks dans les supermarchés. Celle-ci vise à encourager la demande et à résoudre les problèmes d’équilibre des carcasses qui se sont développés depuis la fermeture de la RHD.

En euros, la cotation de la vache O progresse ainsi de 8 centimes en une semaine à 2,78 €/kg de carcasse (-9% /2019 et -15% /2020).

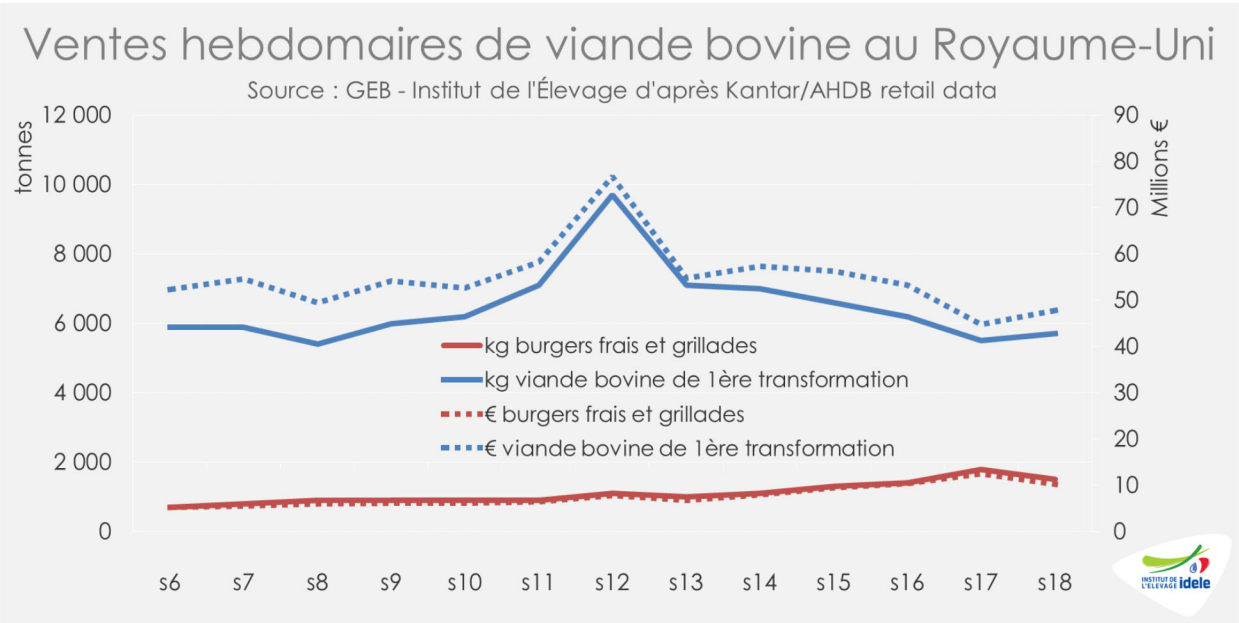


Les autres catégories sont aussi en hausse. La cotation des bœufs R reprend 6 centimes d’euro, à 3,76 €/kg éc (-8% /2019 ; -11% /2018) en semaine 18.

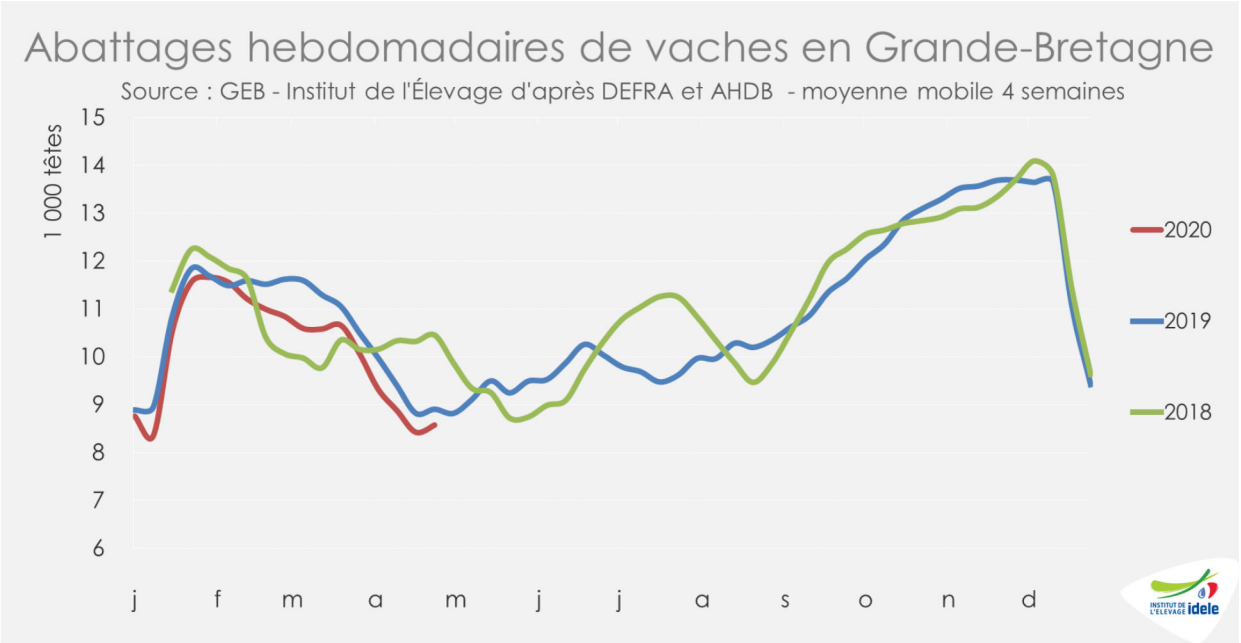
En semaine 18, l’analyse hebdomadaire de Kantar montre que les achats de viande bovine dans les magasins de détail au Royaume-Uni continuent de progresser, mais à un rythme moindre que la semaine précédente. Les achats de burgers et de grillades de bœuf (uniquement réfrigérés, incluant potentiellement d’autres protéines mais très majoritairement constitués de viande bovine) sont à nouveau croissance élevée en volume (+32% /2019).



Au sein de la viande bovine de 1ère transformation (*primary beef*), réfrigérées et congelées, les différents types de viande connaissent des fortunes diverses. En semaine 18, la croissance moyenne des ventes de ce type de produit (+15% /2019) est toujours inférieure au taux de croissance globale de ventes de produits alimentaires et de boissons (+27% /2019). D'après *AHDB*, la viande hachée, qui représente 63% des volumes viande bovine de 1ère transformation, connait semaine après semaine les taux de croissance les plus importants (+26% /2019 en semaine 18). Elle bénéficie notamment de la hausse des ventes *online*. A l'opposé, les ventes de pièces à rôtir, habituellement écoulés en supermarché, reculent toujours (-40% /2019 en semaine 18). Le déplacement des achats depuis les supermarchés vers les magasins de proximité ont amplifié ce phénomène.



Du côté des abattages de bovins, après plusieurs semaines de bas niveaux, on observe quelques signes de légère reprise. Sur les quatre dernières semaines (15 à 18), les abattages sont toujours en retrait (-5% /2019 et -12% /2018). Mais le rythme d'abattage hebdomadaire progresse désormais. C'est le cas pour les vaches de réforme. Si les abattages sur les quatre dernières semaines restent inférieurs aux années passées (-4% /2019 et -18% /2020) d'après l'indicateur du ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et de l'Agriculture (*DEFRA*) et d'*AHDB*, ils sont repartis à la hausse depuis trois semaines. La perspective de réouverture partielle de chaînes de restauration rapide, dont McDonald's joue à plein.



Le marché des vaches de réforme pourrait cependant être perturbé dans les semaines à venir par une possible réduction de production laitière au Royaume-Uni. D'après *AHDB*, plusieurs transformateurs ont déjà annoncé des réductions des prix du lait, affectant la trésorerie des éleveurs, tandis que d'autres ont demandé à leurs livreurs de limiter leur production de lait.

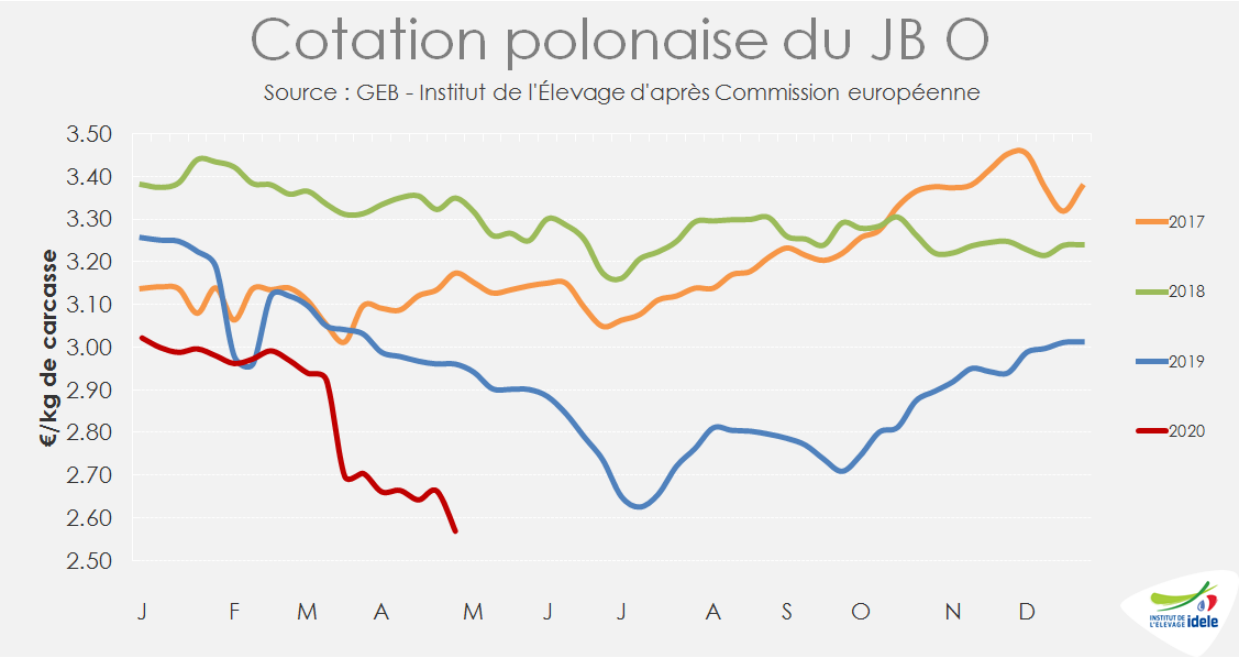
Dans une analyse rétrospective, *AHDB* essaie de démontrer les effets potentiels d'une baisse de prix du lait sur le taux de réforme. Entre novembre 2013 et juin 2016, les prix moyens du lait au Royaume-Uni avaient enregistré près de 32 mois de baisses consécutives. Les prix ont chuté de 41% au cours de cette période, atteignant le plus bas historique en 9 ans en juin 2016. Le taux de réforme des vaches laitières est resté élevé tout au long de cette période. Les prix des vaches laitières avaient alors baissé en moyenne de 7% par an.

Dans les circonstances actuelles et en cas de hausse du nombre de réformes laitières, les volumes et les prix de la viande pourraient être affectés. Par exemple, une hausse de 3% d'abattages de vaches laitières dans les trois prochains mois, soit potentiellement 50 000 vaches de réforme, équivaut à 15 000 tonnes de viande bovine sur l'ensemble du marché. Soit une augmentation de la production totale de viande bovine de 7%. Ainsi *AHDB* s'attend à des pressions à la baisse sur les prix en cas de progression du taux de réforme. Celle-ci dépendra beaucoup de la rapidité avec laquelle la demande en produits laitiers et en viande bovine se redressera. Bien qu'il y ait eu une augmentation significative de la demande dans le commerce de détail jusqu'à présent (cf. précédent), cela n'a pas été suffisant pour compenser les pertes en RHD.

POLOGNE : nouvelle forte baisse des cours

Depuis le début du confinement en Europe, les prix polonais se sont effondrés. La Pologne est en effet très dépendante de l'exportation vers les autres Etats membres pour la valorisation de sa viande bovine écoulée principalement en restauration. Après une accalmie, les cours sont repartis à la baisse en semaine 18. La cotation du JB O a plongé de 9 centimes à 2,57 €/kg de carcasse (-17% /2019 ; -23% /2018). Celle de la génisse R, principalement destinée au marché italien, a perdu également 9 centimes, à 2,81 €/kg en semaine 18 (-12% /2019 ; -15% /2018). Celle de la vache O a perdu 3 centimes, à 2,30 €/kg (-13% /2019 ; -22% /2018).

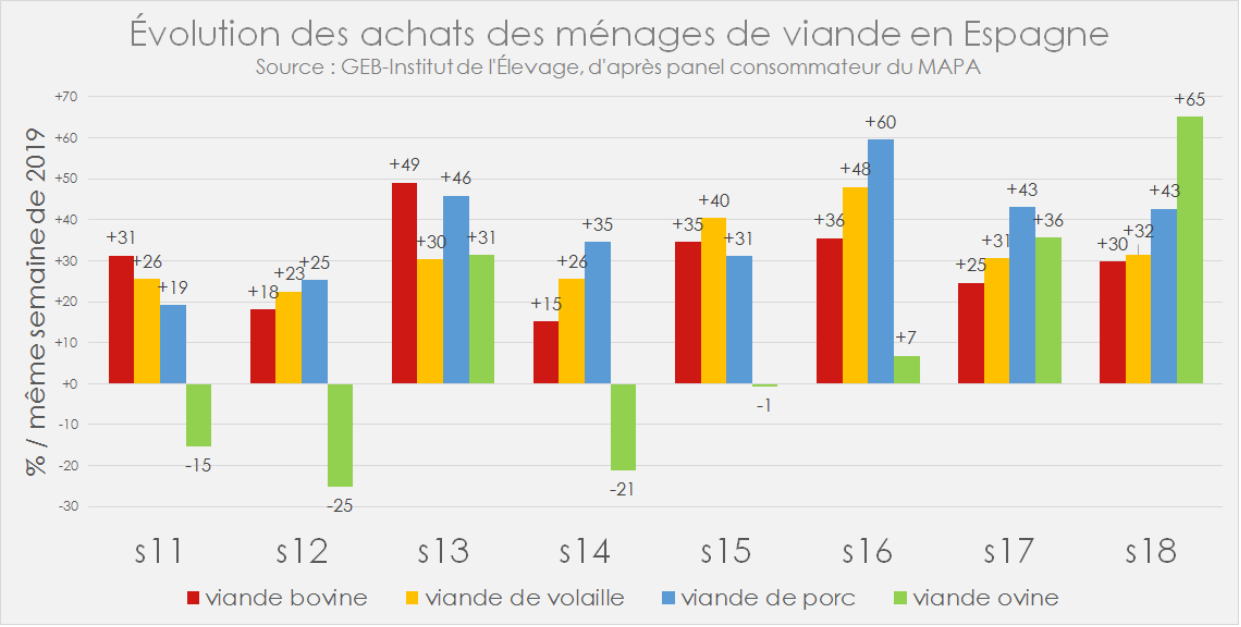
Compte tenu de cette perte importante de débouché et de la très forte baisse des cours, les Polonais ont été parmi les premiers à demander à la Commission européenne la mise en place d'aides au stockage privé. La première semaine d'ouverture de cette aide, ils ont déposé une demande pour 400 tonnes sur les 706 tonnes demandées au total dans l'UE.



ESPAGNE : l'export vif reste dynamique, de même que les achats des ménages

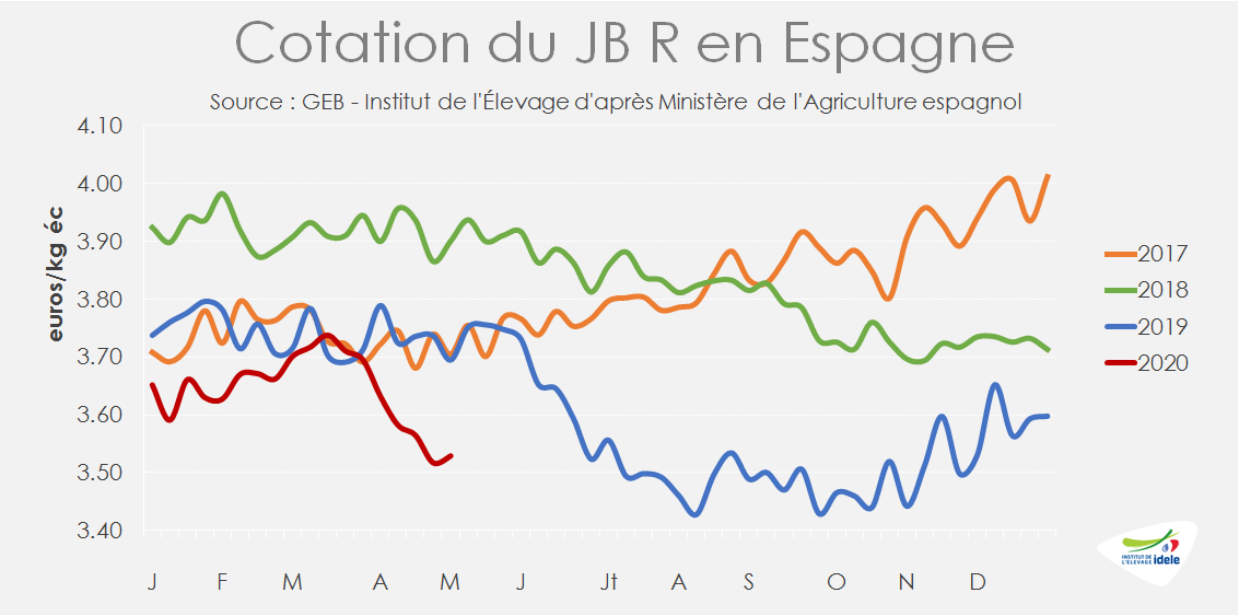
En Espagne, l'export de bovins finis vers le bassin méditerranéen se maintient. Les ports de Carthagène et Tarragone sont actifs avec des expéditions prévues cette semaine vers la Lybie, le Liban, l'Algérie et même le Maroc.

Les achats des ménages ont par ailleurs été dynamisés par la fermeture des restaurants. Les achats de viande bovine sont en hausse chaque semaine par rapport à 2019 d'après le panel consommateur du ministère de l'Agriculture espagnol, de +35% en semaine 15, +36% en s.16, +25% en s.17 et +30% en s.18. Ces hausses sont toutefois moins fortes que pour la volaille (+38% en moyenne sur 4 semaines) et le porc (+44% sur 4 semaines).



Malgré ces fortes hausses, il semble que les volumes perdus en restauration ne soient pas complètement compensés, le débouché de la RHD étant plus important qu'en France pour l'alimentation en général, et pour la viande bovine en particulier. Le 11 mai, la moitié du pays est passée en phase 1 de déconfinement (Madrid et Barcelone ne sont pour le moment pas concernées). Pour les départements en phase 1, la réouverture des terrasses de cafés et restaurants est autorisée, mais avec une capacité d'accueil divisée par 2, ce qui pourrait préfigurer ce qui se passera en France après le 2 juin, au moins dans les zones vertes.

En semaine 18, la cotation du JB R3 a regagné 1 centime à 3,53 €/kg de carcasse (-4% /2019 ; -9% /2018). Celle du bovin de 8-12 mois R3 (catégorie Z) est également repartie à la hausse (+1 centime) à 3,70 €/kg (-5% /2019 et -8%/2018.



AIDE AU STOCKAGE PRIVE : premiers retours sur la mise en œuvre du dispositif

Le 22 avril, la Commission eurropéenne annonçait la mise en place d'un plan de soutien. Celui-ci comprend « une aide au stockage privé pour les produits laitiers, les viandes bovine et ovine ». Le plan apporte de la « flexibilité pour les programmes de soutien du marché ».et permet aussi de déroger de manière « exceptionnelle aux règles de concurrence de l'UE » uniquement pour les secteurs du lait, des fleurs et des pommes de terre.

L'aide au stockage de viande bovine concerne les découpes, pour lesquelles la demande a chuté partout en Europe. La mesure concerne les quartiers arrières de bovins de plus de 8 mois, de conformation O ou +, sans distinction de catégorie. Chaque entreprise à la possibilité de stocker la viande pendant 90, 120 ou 150 jours. Cette aide au stockage est ouverte depuis le 7 mai.

Le 13 mai, la Commission européenne publiait un état des lieux de la mise en œuvre de cette mesure aux 7 et 8 mai. Au vue de la situation qui frappe le pays, les opérateurs polonais ont été à l'origine de la plus grande quantité de demandes devant les Pays-Bas, l'Espagne et l'Irlande.

Etat de l'utilisation de l'aide au stockage privé de viande bovine

7 et 8 mai 2020

Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Commission européenne

(en tonnes)	90 jours	120 jours	150 jours	Total
Total	**86**	**210**	**410**	**706**
Pologne	0	0	400	400
Pays-Bas	10	210	10	230
Espagne	46	0	0	46
Irlande	20	0	0	20
Autriche	10	0	0	10

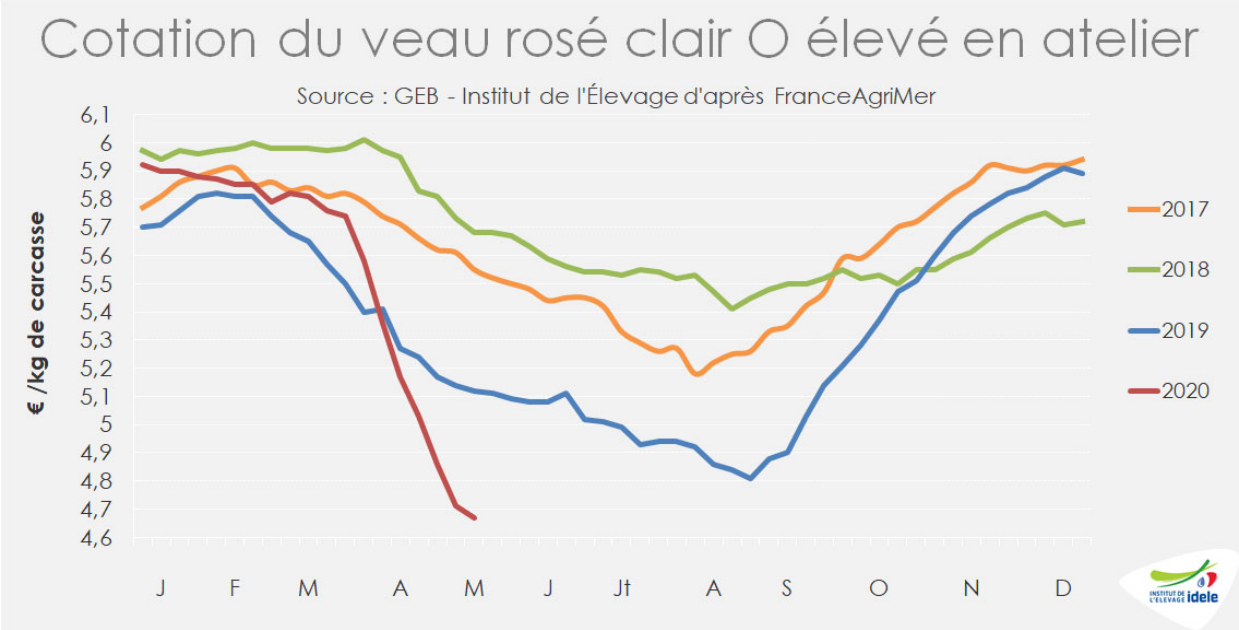
VEAUX : Chute des prix et abattages en nette baisse en avril

Les prix des veaux gras poursuivent leur baisse, plus marquée en semaine 19 pour les veaux mieux conformés qui tiraient jusque-là leur épingle du jeu. Les abattages du mois d'avril affichent un net repli par rapport à 2019. Les espoirs se portent sur l'opération de mise en avant du veau de Pentecôte, en l'absence de mesures d'aides au stockage privé de l'UE.

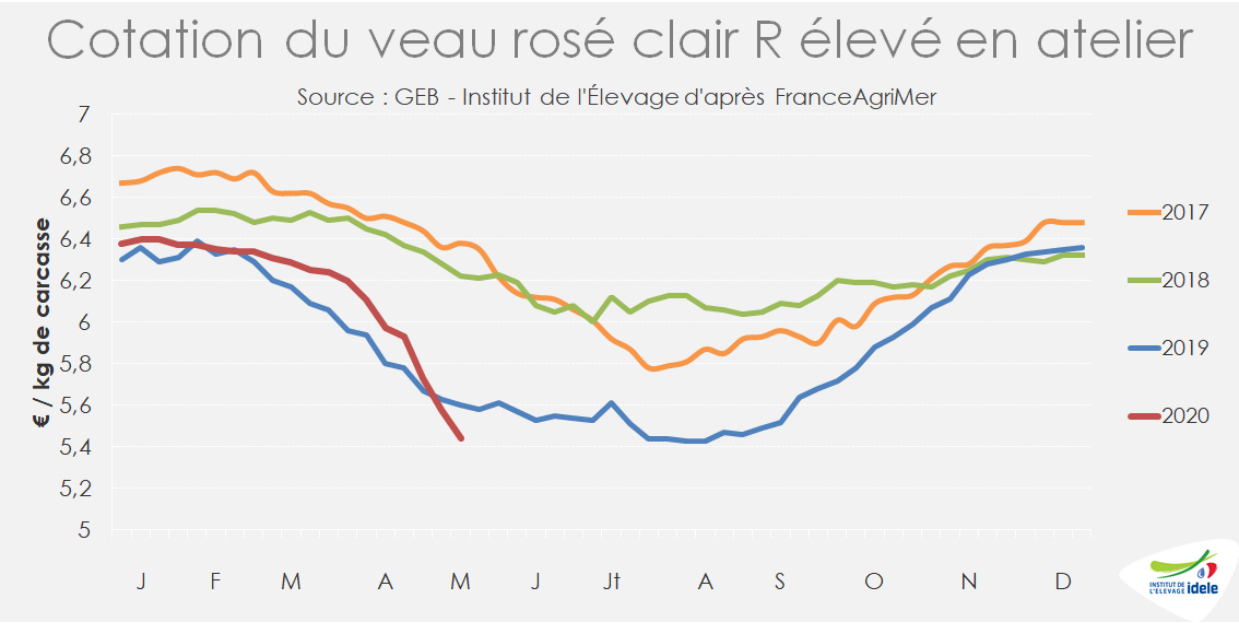
La fermeture de l'essentiel de la restauration hors domicile, très importante pour le veau, et la demande chaotique en grandes surfaces se sont traduites par une nette baisse des commandes et des abattages de veaux durant le confinement.

Les prix reculent encore en semaine 19, surtout pour les veaux rosé clair R

Les veaux les moins conformés sont très exposés à la paralysie du marché de la RHD. La cotation du veau rosé clair O s'est établie à 4,67 €/ kg de carasse en semaine 19, perdant encore 4 centimes par rapport à la semaine précédente. Son cours a ainsi chuté de 1,07 € depuis la semaine 12, une baisse bien plus brutale et plus précoce que celle saisonnière les années précédentes. Il enregistre ainsi un repli de -45 cts par rapport au niveau historiquement mauvais de 2019 (-9%) et de -1,01 € /2018 (-18%).

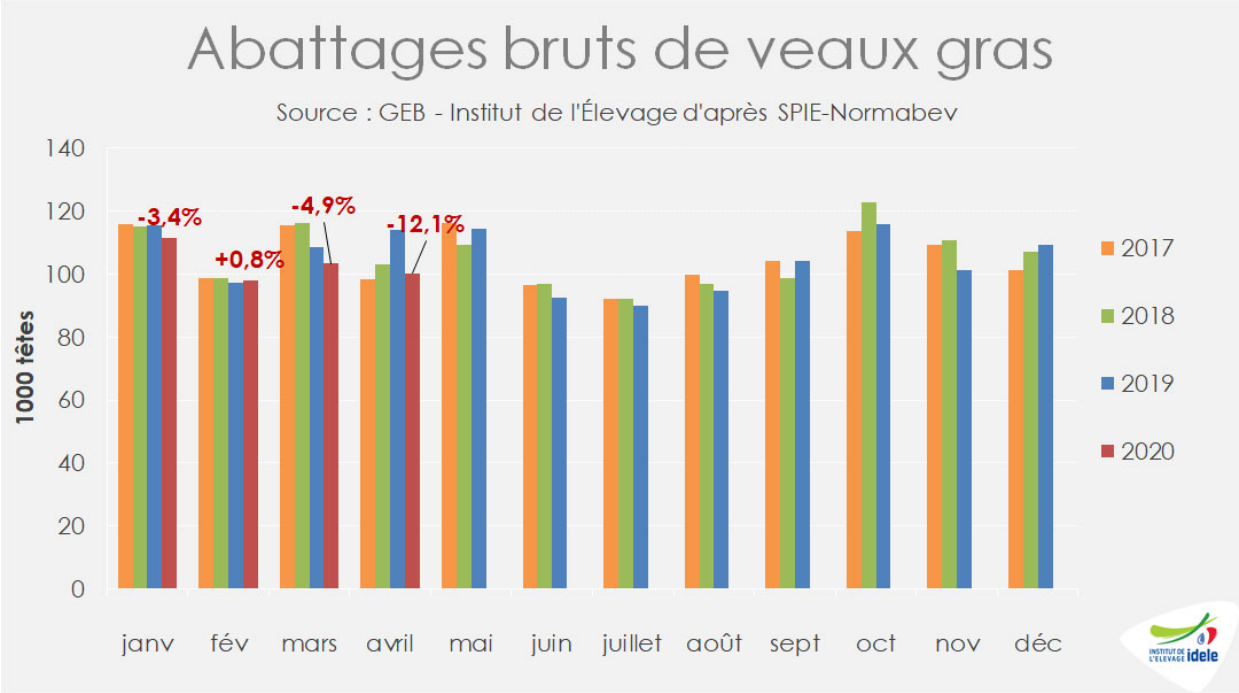


Alors que la demande pour des animaux mieux conformés, principalement valorisés en GMS et boucherie résistait mieux jusqu'alors, la baisse des cours s'accélère pour eux. Le recul du cours du veau rosé clair R continue de plonger. En semaine 19, il est passé sous son bas niveau de 2019, à 5,44 €/kg, soit 14 cts de moins qu'en semaine 18. Le repli est ainsi de -18 cts /2019 (-3%) et de -80 cts /2018 (-13%).

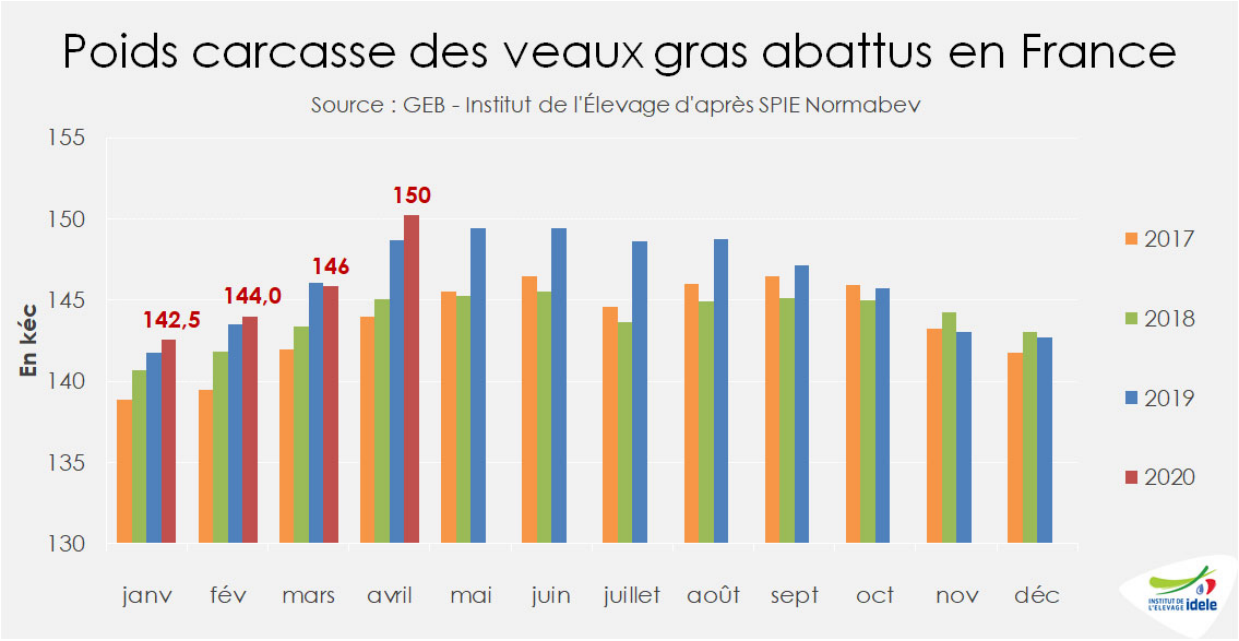


Forte baisse des abattages en avril

Pendant le confinement, la production abattue a marqué le pas. En avril, 100 300 veaux ont été abattus, en repli de -12% /2019 et de -3% /2018 (alors que le mois d'avril 2018 comptait un jour ouvré de moins que 2019 et 2020). Depuis janvier, les abattages ont totalisé 413 000 têtes, soit -5% /2019 et 2018, avec pourtant un jour de plus lié à l'année bissextile.



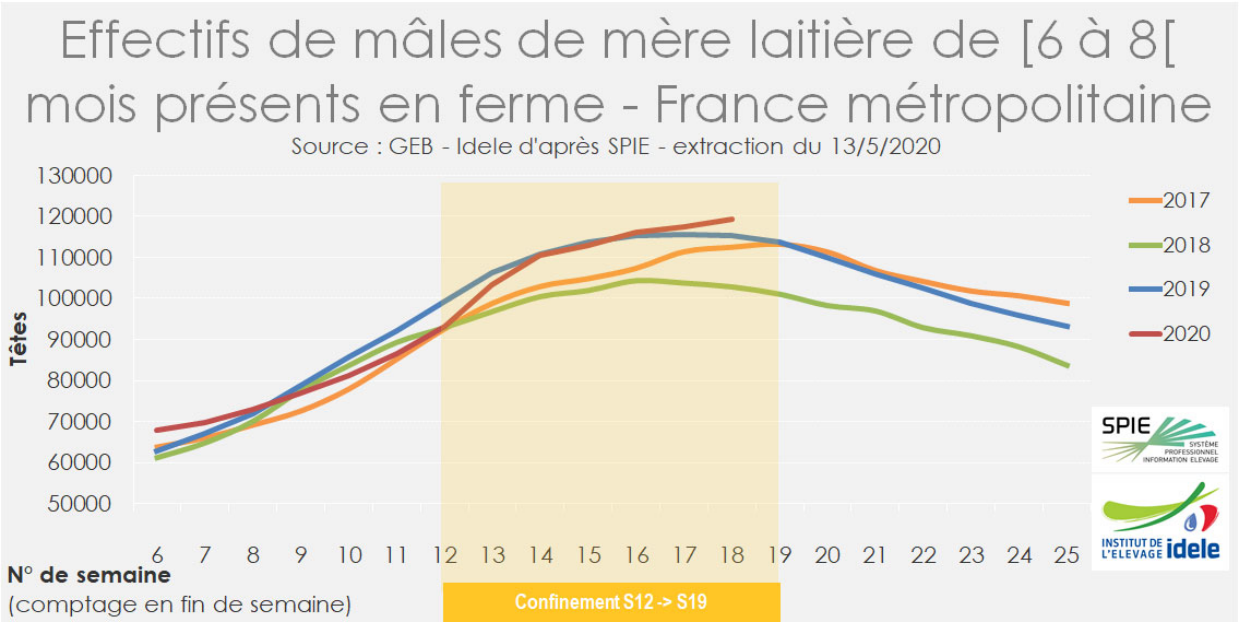
Le ralentissement brutal de la demande s'est traduit par davantage d'attente en ferme provoquant un renforcement de l'alourdissement et du vieillissement structurels des veaux. Selon les opérateurs, le risque de dépassement de la limite réglementaire des 8 mois est avéré pour quelques rares animaux. En avril, le poids moyen des carcasses a atteint un record de 150 kg, soit +1,6 kg par rapport à l'année 2019 quand le secteur était déjà en crise (+1%), et +5 kg /2018. L'âge moyen des veaux abattus s'est établi à 188 jours, soit +1 j /2019 et +11 j /2018.



Les volumes abattus en avril ont ainsi reculé de « seulement » -11% /2019 à 15 000 téc, portant le cumul annuel à 60 200 téc (-5% /2019).

Effectifs élevés en ferme

L'attente en ferme semble être confirmée par la hausse des effectifs des mâles de mère laitière, dont près de la moitié sont destinés à la filière veau de boucherie. Selon SPIE, en fin de semaine 18, les effectifs de mâles de mère laitière âgés de 3 à 5 mois étaient encore en repli par rapport à 2019 (-3% /2019 et = /2018). Toutefois, ceux âgés de 6 et 7 mois étaient en nette hausse de +2% /2019 et +13% /2018.



Des mises en place prudentes

Les animaux mis en place aujourd'hui sortiront à l'automne, période de reprise saisonnière de la consommation. De plus, les cours des poudres de lait et de lactosérum demeurent faibles, (voir focus Lait de vache), ce qui réduira les coûts de production du veau pour les mois à venir. Les intégrateurs annoncent néanmoins toujours un net ralentissement des mises en place. Les sorties ont ralenti, limitant le nombre de places libres et la prudence reste de mise pour assurer l'assainissement du marché.

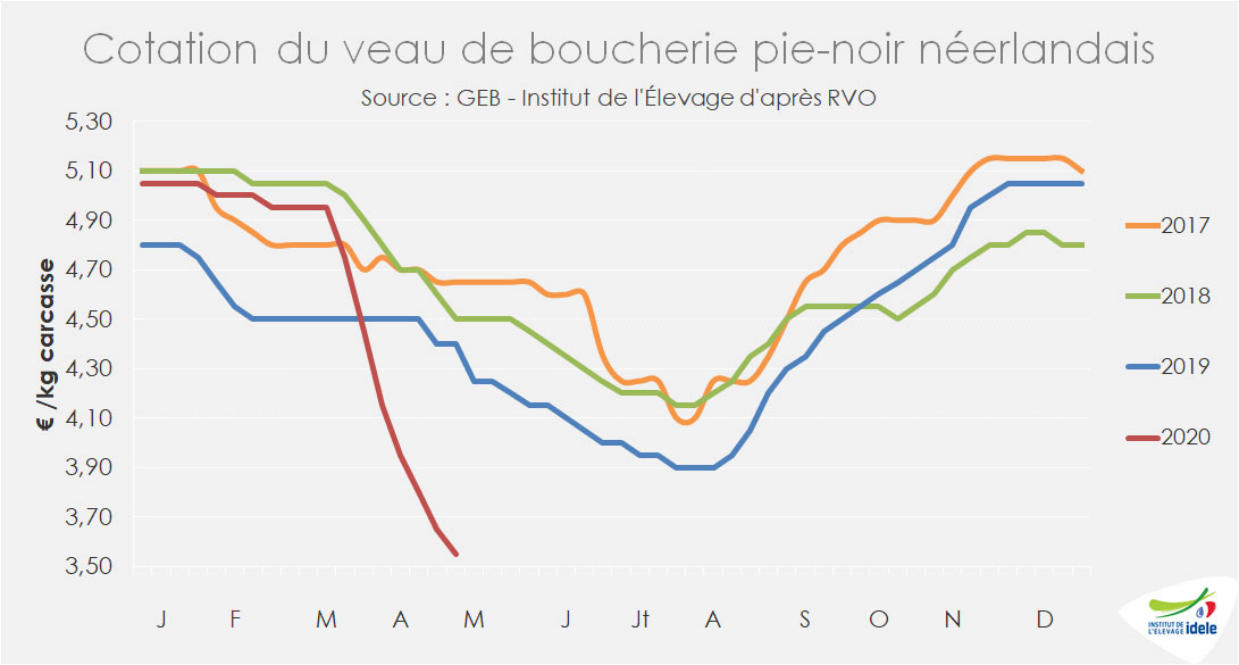
Prochaine opération de mise en avant : le « Veau de la Pentecôte »

Alors que la demande d'aides au stockage privé par les interprofessions françaises, néerlandaises, belges et italiennes du secteur n'a pas été satisfaite à ce jour, Interbev lance l'opération de mise en avant du « Veau de la Pentecôte ».

L'Interprofession française finance des opérations de communication et du matériel de mise en avant pour les magasins du 22 mai au 1er juin. Sont également prévus des dispositifs plus légers pour soutenir ensuite la consommation durant son creux estival habituel.

Pas d'amélioration en vue sur le marché néerlandais

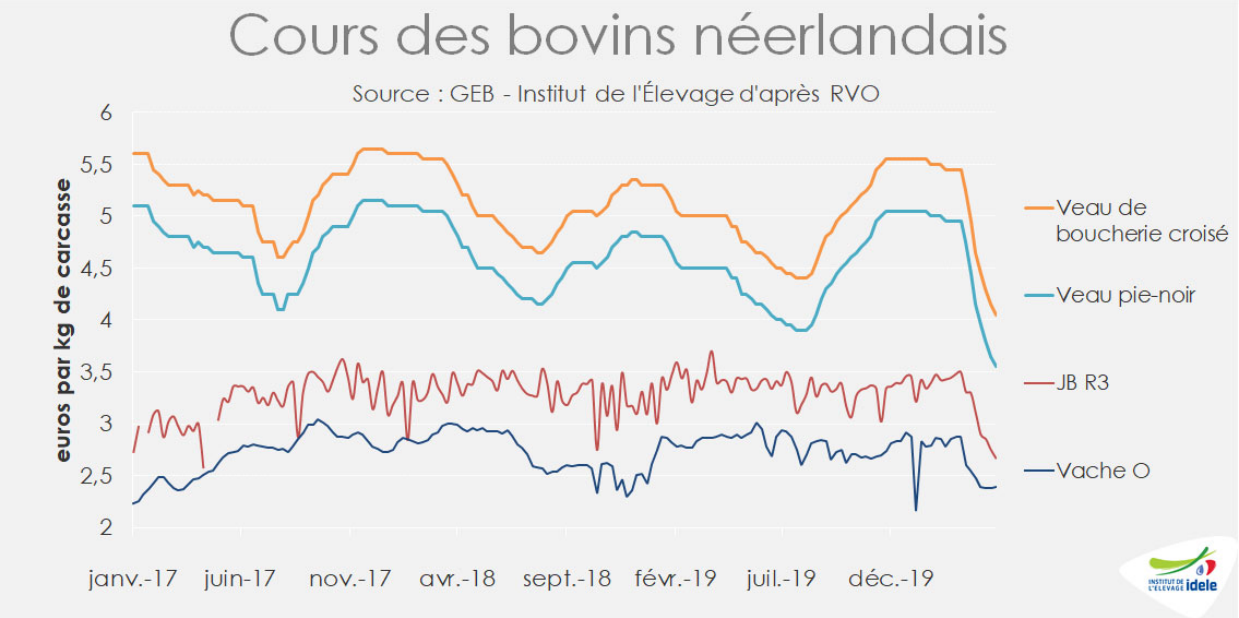
Principalement orientée à l'export (95%), la filière veau néerlandaise est très négativement impactée par la fermeture des débouchés RHD en France, en Italie et en Allemagne. Les prix poursuivent leur chute sans frein. Le veau pie-noir néerlandais a encore perdu 10 cts à 3,55 €/kg en semaine 18, soit -19% /2019. Les abattages restent par ailleurs en retrait par rapport à l'an passé d'après les experts néerlandais.



Comme en France, il y a de l'attente en ferme et les veaux sont abattus plus vieux qu'à l'accoutumée. Les mises en place sont ralenties, en partie à travers une prolongation des durées de vide sanitaire.

Les experts s'inquiètent d'une hausse de l'offre qui pourrait intervenir en mai-juin alors qu'une partie de la viande produite est déjà stockée. En effet, face aux incertitudes sur la réglementation environnementale et notamment sur les émissions d'azote et afin de se constituer des références historiques, les mises en place auraient été importantes en novembre et décembre 2019.

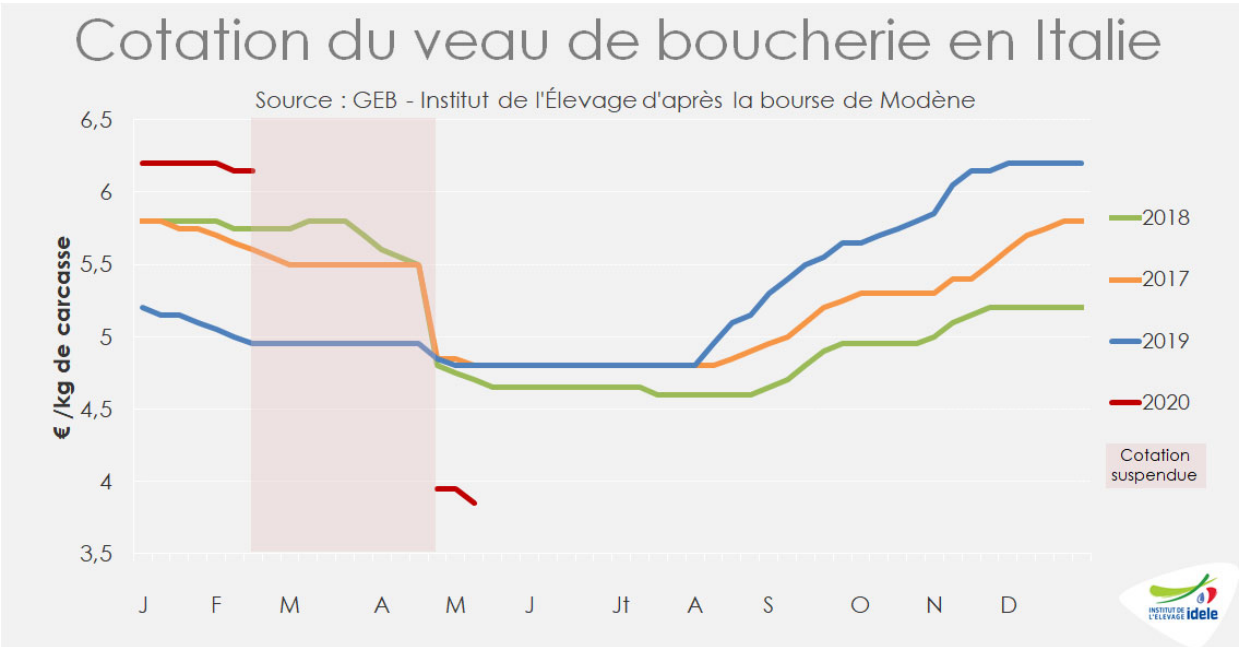
Les veaux rosés restent plus durement impactés que les veaux « blancs ». Une part importante de ces animaux est d'ores et déjà écoulée à bas prix sur le marché des bovins jeunes, du fait du dépassement de la limite d'âge pour être encore qualifiés de « veaux » (8 mois). Les prix des différents types de bovins sont en forte baisse depuis le début de la crise et convergent.



Début mai, le pays a déjà recours à l'aide au stockage ouverte par le Commission Européenne. Sur les 7 et 8 mai, 230 t ont été notifiées. Ces premiers tonnages concerneraient principalement la viande de bovins jeunes, issus de la filière des « vieux rosés ».

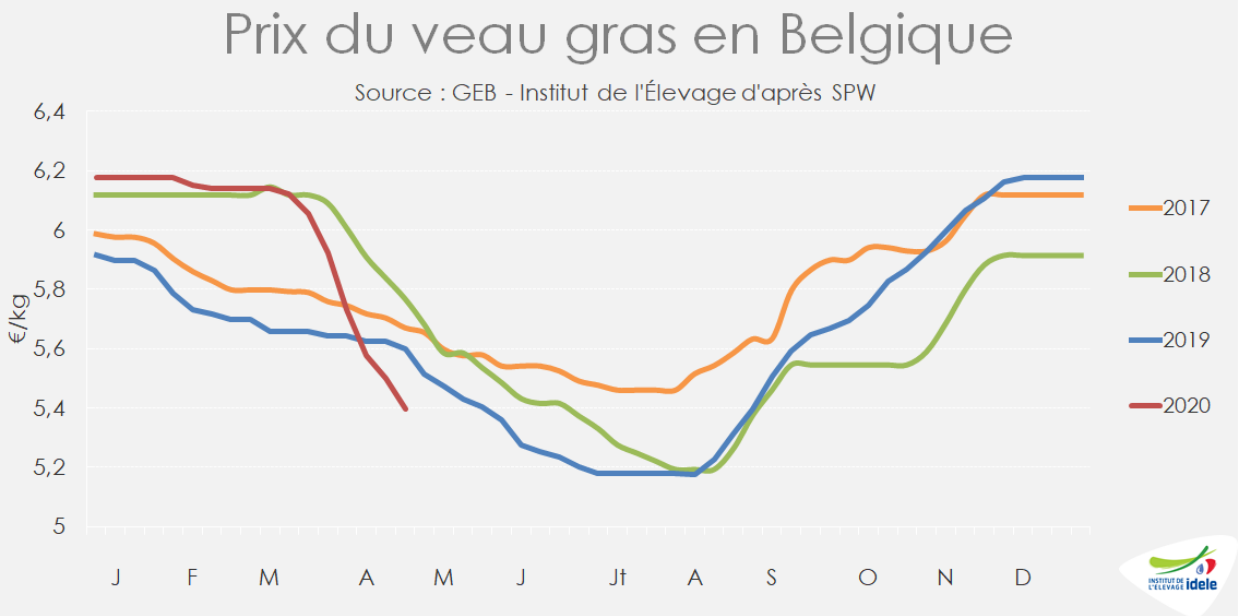
Les prix baissent en Italie et en Belgique

Côté italien, le cours du veau de boucherie publié par la bourse de Modène reprend sa chute en semaine 19 (-10 cts /S18). Il s'est établi à 3,85 €/kg, soit -20% /2019 et -18% /2018.



En Belgique, le secteur semble moins impacté. Depuis 2017, la production abattue est en recul chaque année. Ce recul est en partie lié à une réduction des importations de veaux finis vivants depuis les Pays-Bas et au développement des envois de veaux finis vers la France, qui aurait atteint son rythme de croisière à partir de la mi 2019. De janvier à mars 2020, la tendance s'est poursuivie avec une production abattue de 12 700 tonnes (-7% /2019 et -16% /2020) d'après Eurostat.

Le secteur belge du veau semble également pâtir du confinement, mais la chute des prix est modérée par rapport aux Pays-Bas. Le prix du veau gras, à un haut niveau début 2019, a chuté rapidement pour s'établir à 5,40 €/kg en semaine 17, soit -4% /2019 et -6% /2018.

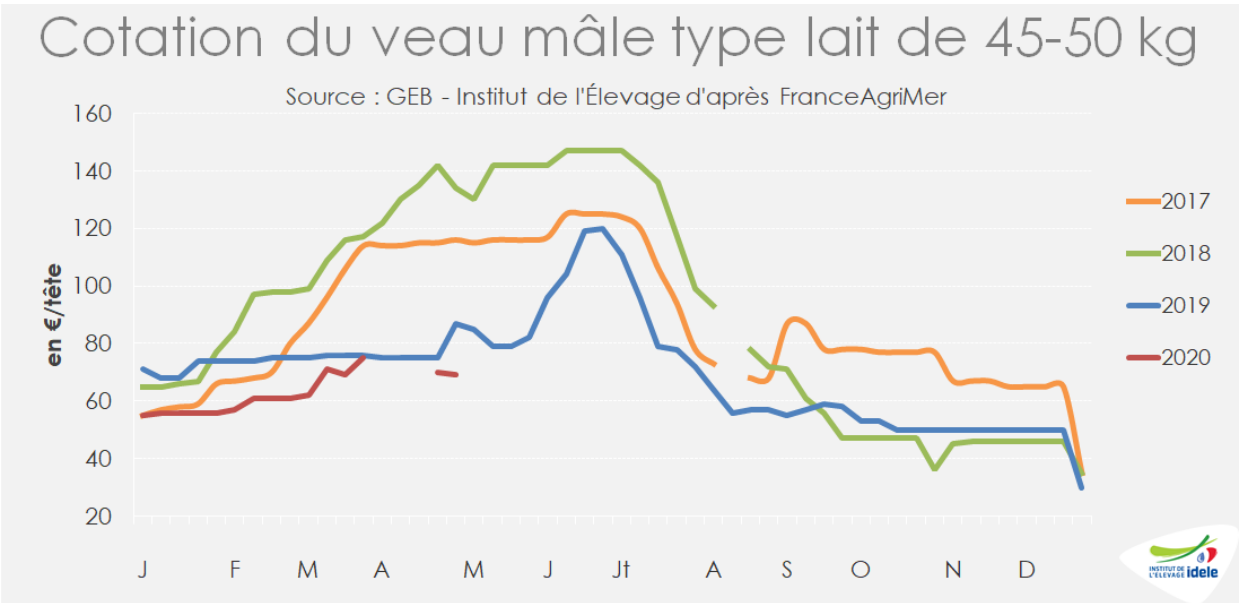


VEAUX NOURRISSONS : Un marché morose

Le prix du veau nourrisson est au plancher. La demande française est atone avec un marché du veau de boucherie encore très encombré. Les exportations se poursuivent vers l'Espagne principalement, mais à des prix très bas.

Les prix stagnent à un bas niveau

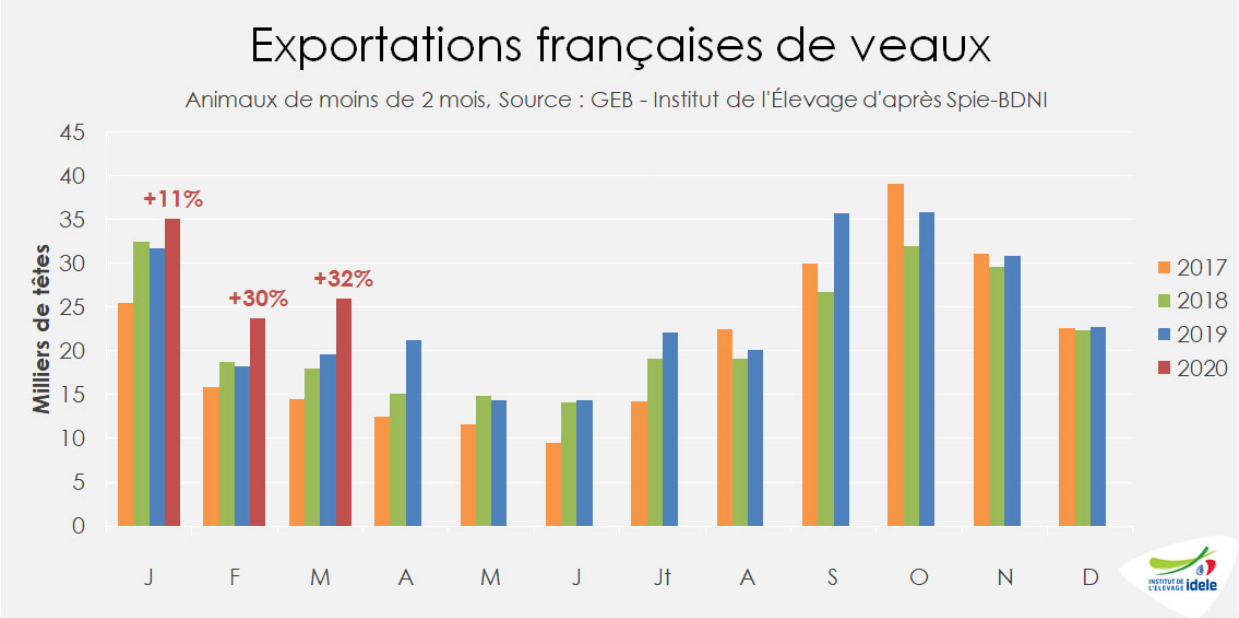
Début mai, on n'observe pas de hausse saisonnière des cours des veaux de 8 jours à 4 semaines. Le veau mâle de type lait de 45-50 kg cotait 69 € en semaine 19, soit 16 euros de moins qu'en 2019 (-18%) et la moitié du prix de 2018.



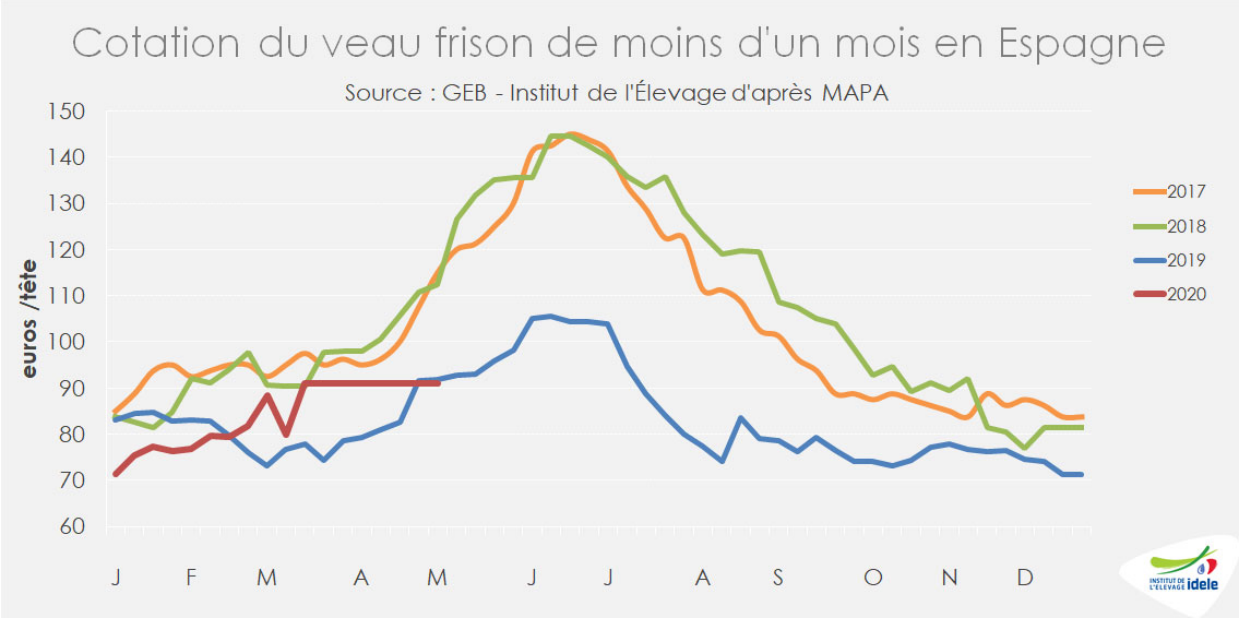
La demande en veaux est particulièrement faible du fait de mises en place très limitées dans la filière veau de boucherie, qui valorise en temps normal plus de 50% des mâles laitiers. De plus le marché du bœuf est encombré en Espagne ce qui ne favorise pas l'export.

Les exportations ont progressé au 1er trimestre, mais les prix espagnols sont dégradés

Les exportations de veaux, principalement vers l'Espagne, ont nettement progressé de janvier à mars. Ils ont totalisé 93 200 têtes soit 21% de plus qu'au 1er trimestre 2019 (+20% /2018) d'après les données SPIE-BDNI.



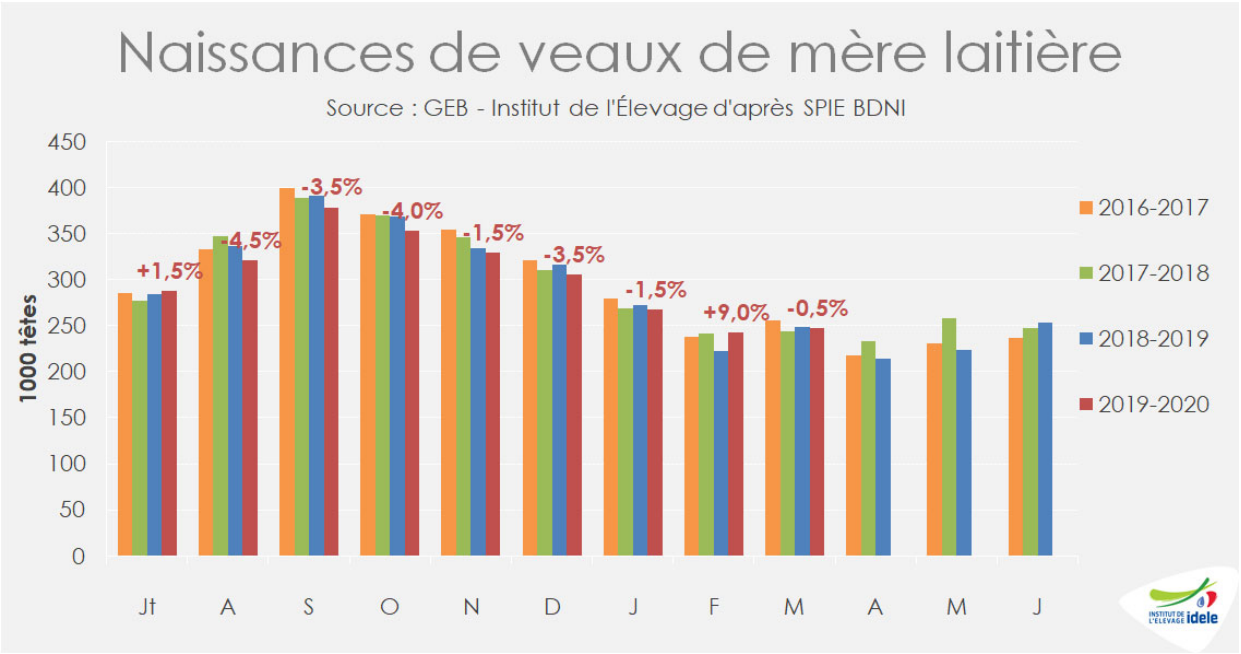
Toutefois les envois vers l'Espagne se font à des prix dégradés. Le cours du veau frison de moins d'un mois en Espagne a stagné à 91 €/tête de la semaine 13 à la semaine 18. Il est ainsi passé sous le niveau historiquement bas de 2019 (-1% /2019 et -19% /2018).



Durant le confinement, les envois ont ralenti dans un premier temps avant de revenir à un rythme habituel. Les données transmises par la DGAL indiquent que les envois de bovins vivants vers l'Espagne étaient en net recul entre les semaines 11 et 19 (-15%). Toutefois, les opérateurs indiquent que les broutards sont davantage concernés par ce repli des envois. Le repli serait plus modéré pour les veaux. En cumul sur les semaines 17 à 19, les envois de bovins vivants vers l'Espagne seraient plus proches des niveaux des deux années précédentes.

Des perspectives incertaines

L'offre en veaux de mère laitière est toujours à l'étiage, renforcé par le repli des naissances par rapport à 2019. En mars, les 248 000 veaux nés de mère laitière (-0,5% /2019) ont porté à 2 736 000 les naissances depuis juillet 2019, soit -1,5% /2019 et -2% /2018.



Les perspectives sont incertaines pour le marché du petit veau. L'opération du « Veau de la Pentecôte » et un possible désengorgement du marché espagnol du bœuf pourraient dynamiser la demande. Toutefois, les naissances progressent habituellement de nouveau à partir de la fin juin, renforçant l'offre.

Des signaux contrastés

Si une hirondelle ne fait le pas le printemps, quelques signaux repassent à l'orange sur les marchés. Les cours des ingrédients laitiers (beurre et poudre maigre) sont mieux orientés après avoir décroché de mars à la mi-avril. La consommation de produits laitiers est très dynamique notamment en produits laitiers « bio », dans la plupart des pays européens. En France, pendant le confinement, les achats supplémentaires de produits laitiers ont été globalement supérieurs, au moins en volume, aux moindres ventes en RHD. Les principales victimes demeurent les fromages AOP dont les ventes ne sont pas encore rétablies.

Faute de données suffisantes, nous ne sommes pas encore en mesure d'évaluer l'impact du Covid-19 sur les échanges extérieurs, même si les exportations françaises de produits laitiers sont demeurées dynamiques en mars.

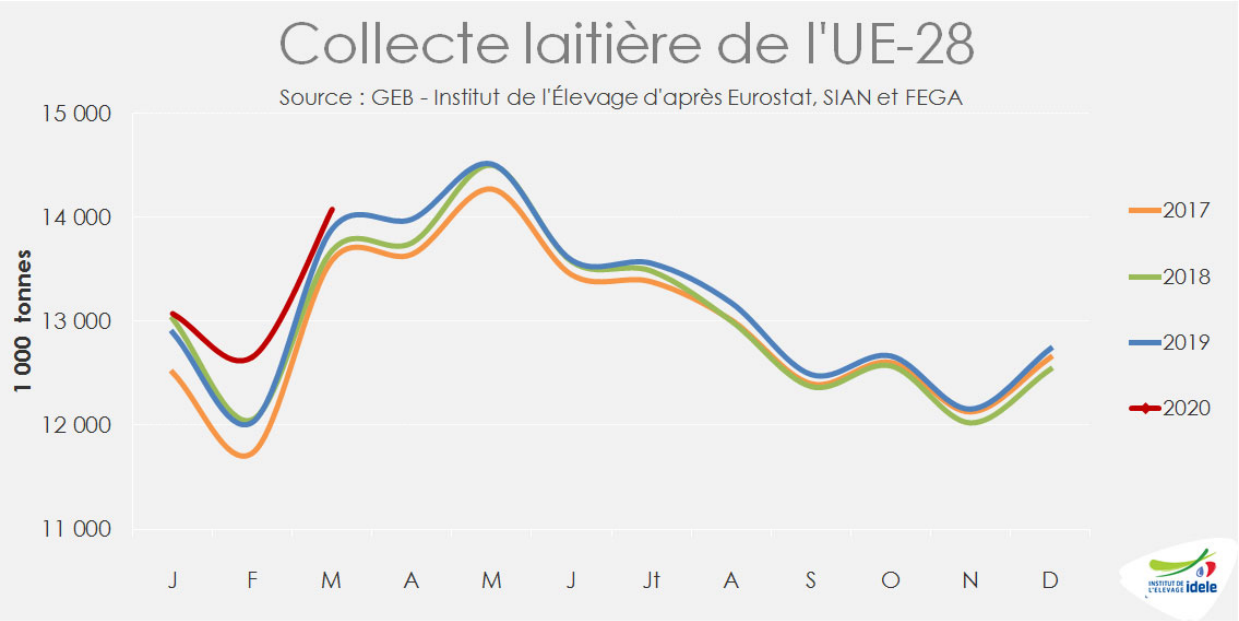
D'autre part la production laitière a été stabilisée en France au pic de lactation grâce à un cheptel réduit, un épisode climatique chaud et sec en avril et les signaux plus ou moins dissuasifs de la part des transformateurs. Dans les prochains mois, elle évoluera diversement selon les bassins laitiers. En revanche, demeure dynamique dans l'Union européenne, même si la croissance est plus modérée ce printemps. Aux États-Unis, si les cours des produits remontent, le prix du lait et le cheptel sont orientés à la baisse.

Europe et Etats-Unis: la crise s'installe

La collecte européenne a entamé le second trimestre à un rythme ralenti tandis que les baisses de prix se poursuivent. Aux États-Unis, si les cours des produits remontent, le prix du lait et le cheptel sont orientés à la baisse.

Europe : croissance ralentie

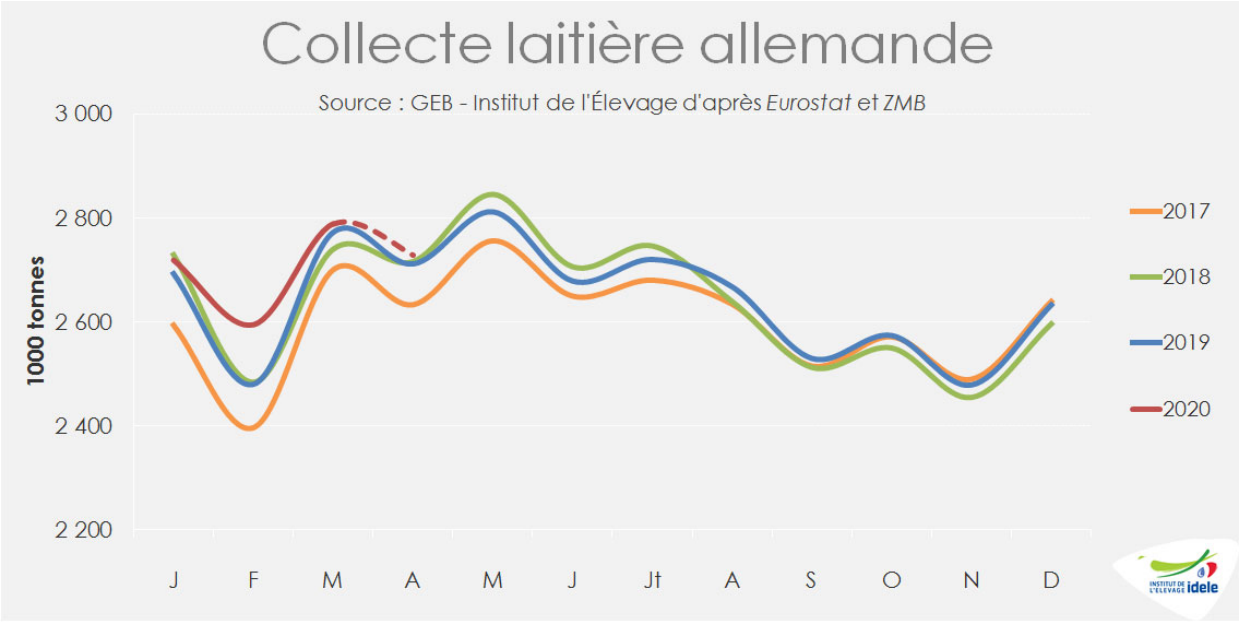
Au 1er trimestre la collecte de l'UE-27+UK a progressé vigoureusement, de +1,4% /2019 d'après nos estimations après neutralisation de l'effet année bissextile. Cette croissance repose sur une évolution positive dans les ¾ pays membres.



Au 2ème trimestre, la production européenne continuera de progresser à un rythme plus modéré, aux alentours de +1% d'une année sur l'autre, auquel cas les volumes supplémentaires accentueront le déséquilibre entre l'offre et la demande amorcé depuis le confinement.

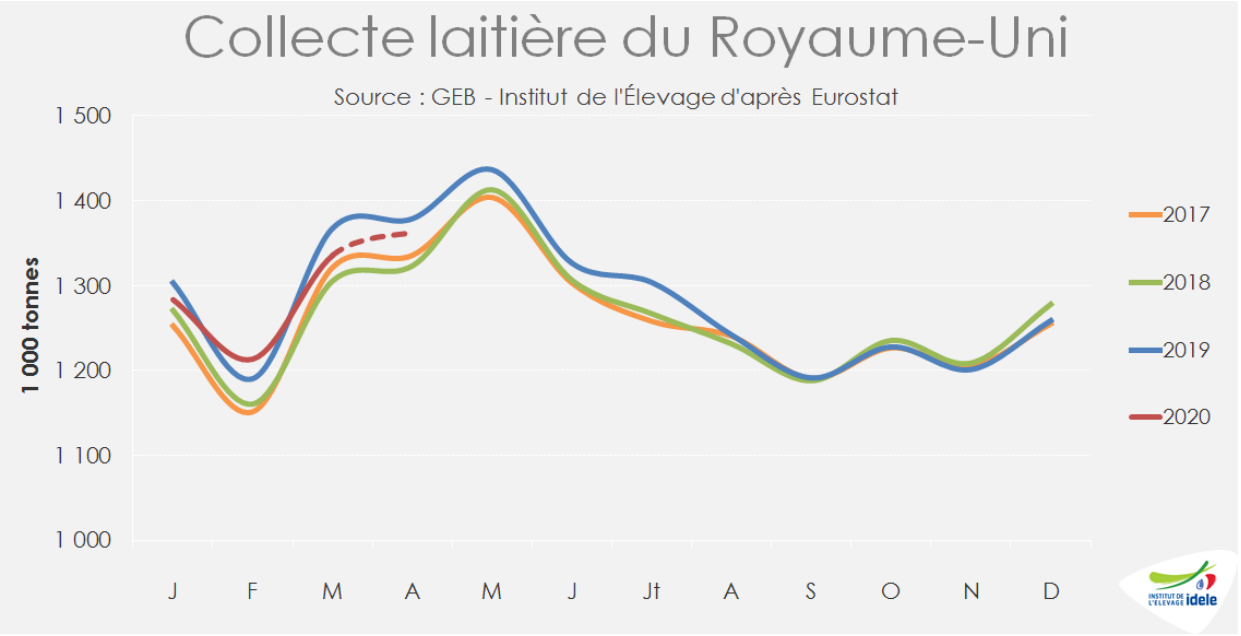
En **Allemagne**, le confinement a débuté le 22 mars (fin de semaine 12) pour être progressivement levé à partir du 20 avril. Les achats des ménages en produits laitiers ont fortement progressé dans les jours précédant l'annonce du confinement et au début de celui-ci, mais dans des proportions inférieures à celles connues dans d'autres pays, dont la France. Les hausses ont dépassé les 35% mi-mars avant de retomber en fin de mois d'après les données IRi. En moyenne, sur le mois de mars, selon les données publiées par AMI, les ventes au détail ont augmenté de +21% /2019 pour le lait liquide, avec des hausses plus importantes pour le lait bio et le lait de pâturage, de +18% pour le beurre et de +13% pour les fromages en libre-service. En avril, les achats de produits laitiers sont restés plus élevés qu'en 2019, selon IRi, entre +15 et +25%, mais se sont effondrées juste avant le déconfinement (-17% /2019 dans la semaine se terminant le 19 avril).

Selon les données d'AMI, les livraisons allemandes poursuivent leur tendance haussière en avril (+0,6 /2019). Le rythme ralentit cependant depuis mars (+0,6% /2019), comparé à la hausse en février et en janvier (+1% /2019). Il faut signaler que le mois d'avril a été le troisième plus sec et le septième le plus chaud dans le pays depuis le début des relevés météorologiques.



Si seules quelques laiteries ont demandé à leurs livreurs de limiter leur production, la pression monte en Allemagne pour freiner la production laitière afin d'alléger la pression sur le marché dans les mois à venir. Des associations environnementales comme certains syndicats agricoles (BDM) réclament une réduction obligatoire pour tous les éleveurs.

Au Royaume-Uni, dont le confinement a été prolongé au moins jusqu'au 1er juin, le secteur laitier demeure en crise. Malgré une amélioration significative des conditions météorologiques au cours des dernières semaines, la collecte du mois d'avril en Grande-Bretagne est en baisse de -2% /2019 selon les estimations de AHDB. Ce recul serait en grande partie dû à la baisse des livraisons imposées par plusieurs laiteries, mesurée à 23 000 tonnes en avril.



AHDB a estimé que les ¾ des éleveurs laitiers en Grande-Bretagne sont impactés d'une manière ou d'une autre par la crise actuelle (l'Irlande du Nord, moins impactée, n'est pas inclue dans cette étude). Si environ 50% des éleveurs sont peu impactés, 12% le sont fortement. Parmi les causes, la réduction du prix payé affecte plus de la moitié des 9 000 éleveurs. Elle se chiffrerait à plus de 20 millions de livres sterling, près de 23 millions d'euros, sur les mois d'avril et de mai. Plus de 2 000 éleveurs doivent réduire leur production et plus de 500 sont partiellement ou totalement non collectés.

Face à cette situation, le ministère de l'agriculture anglais a annoncé un plan d'aide au secteur laitier. Chaque éleveur sera en droit de réclamer jusqu'à 10 000 £ (11 300 €) pour couvrir 70% de leur perte de revenu – à condition qu'elles soient supérieures à 25% de leur revenu – en avril et en mai. Le gouvernement a également annoncé assouplir à nouveau la loi sur la concurrence pour éviter que trop de lait ne soit gaspillé. Cela pourrait inclure le partage de la main-d'œuvre et des installations, la coopération pour réduire temporairement la production, ou l'identification des capacités cachées dans la chaîne d'approvisionnement pour transformer le lait en d'autres produits laitiers tels que le fromage et le beurre.

En **Irlande**, les transformateurs opèrent à pleine capacité au milieu du pic annuel de production. Mais l'inquiétude grandit alors que des abattoirs ont été fermés après le test positif au Covid-19 de plusieurs employés. Alors que les cotations des produits laitiers se sont stabilisées fin avril, plusieurs coopératives ont annoncé des baisses de prix de base de 1 centime/litre pour le mois d'avril. Le prix de Lakeland s'affiche ainsi à 0,29 €/l et celui de Glanbia à 0,8 €/l.

États-Unis : baisse attendue du prix du lait et du cheptel

Après avoir atteint un pic en novembre 2019 à 463 $/t (419 €/t), le prix du lait aux États-Unis avait graduellement reculé jusqu'en mars à 397 $t (359 €/t), un niveau encore légèrement plus élevé qu'en 2019 (+3%). Les premières indications des prix de classe de lait montrent de fortes baisses en avril, comprises entre -23% pour la classe IV (beurre-poudre) et -20% pour la classe III (Cheddar) d'un mois sur l'autre, laissant présager un fort recul du prix toutes classes.

Les éleveurs étatsuniens sont incités à réduire leur production par de nombreux transformateurs, à travers une modification de l'alimentation, des traites moins fréquentes ou encore par la réduction du cheptel. En mars, les abattages de vaches laitières étaient encore en recul d'une année sur l'autre (-5% /2019). Mais les premières informations font état d'une hausse des abattages en avril, encouragée par la mauvaise conjoncture du secteur laitier mais également par les primes consenties par des abatteurs à la recherche de viande bovine. Ces sorties du cheptel devraient fortement ralentir la hausse entamée fin 2019 voire même réduire le nombre total de vaches laitières dans le pays.

Le Covid-19 semble avoir réduit les espoirs d'une reprise laitière aux États-Unis, qui s'annonçait en 2020 à travers une hausse des prix et du cheptel.

La seule embellie provient de la hausse des cours du Cheddar et du beurre, boostés notamment par l'annonce d'achat publics de 317 millions de dollars de produits laitiers.

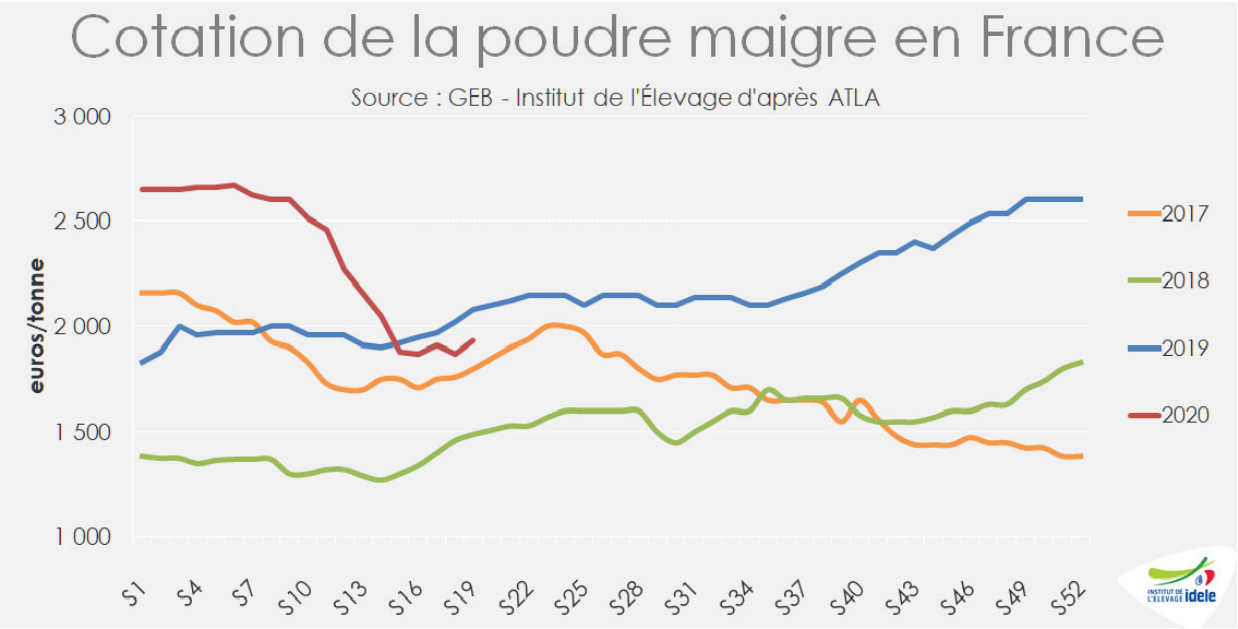
Lait de vache » Collecte laitière »

France : la collecte marque le pas

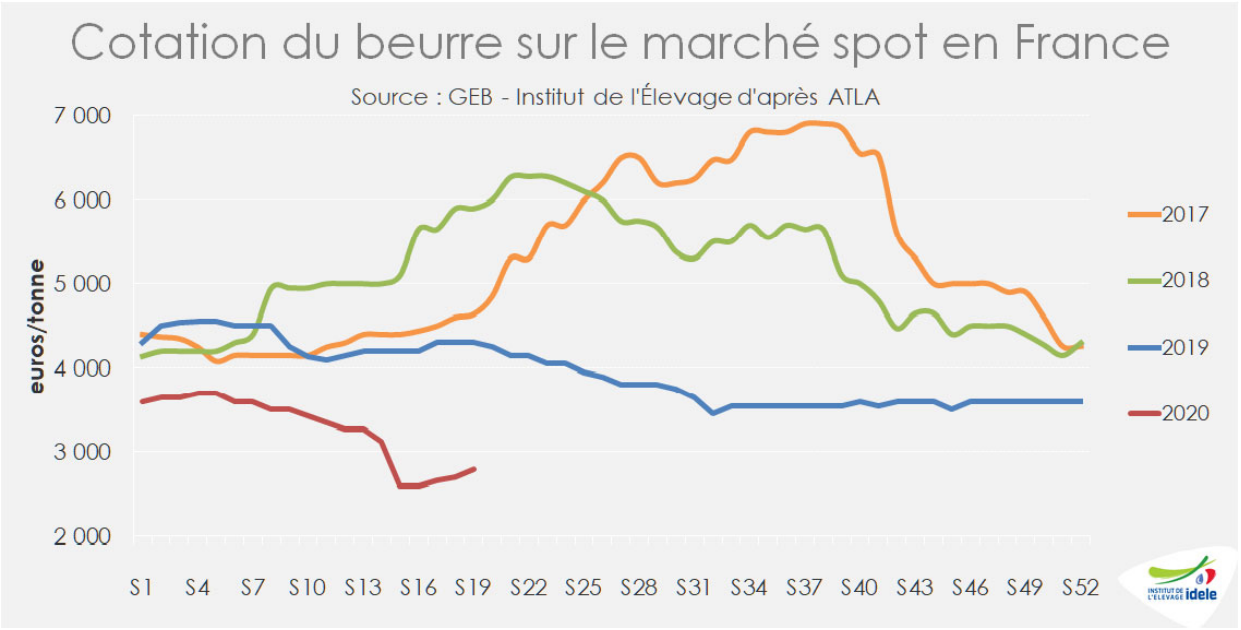
La collecte ne progresse plus depuis avril. Le pic saisonnier a été atténué grâce à un cheptel réduit, un épisode climatique chaud et sec en avril et les signaux plus ou moins dissuasifs de la part des transformateurs. Dans les prochains mois, elle évoluera diversement selon les bassins laitiers.

Légère embellie sur les cours

La cotation ATLA de la poudre maigre connaît une embellie début mai. Elle a regagné +60 €/t en une semaine à 1 930 €/t en semaine 19. Depuis la mi-avril elle parait stabilisée après avoir dévissé de 720 €/t en deux mois.



La cotation du beurre vrac vendu sur le marché spot enregistre un redressement plus marqué : +100 €/t en une semaine à 2 800 €/t après une chute de 900 € entre la mi-février et la mi-avril.



Cette stabilisation des cours est indicative d'un certain retour à l'équilibre grâce aux premiers effets de l'aide au stockage privé qui invite les transformateurs à reporter la mise en marché de fabrications de beurre et de poudre maigre surabondantes et d'une possible reprise des échanges internationaux.

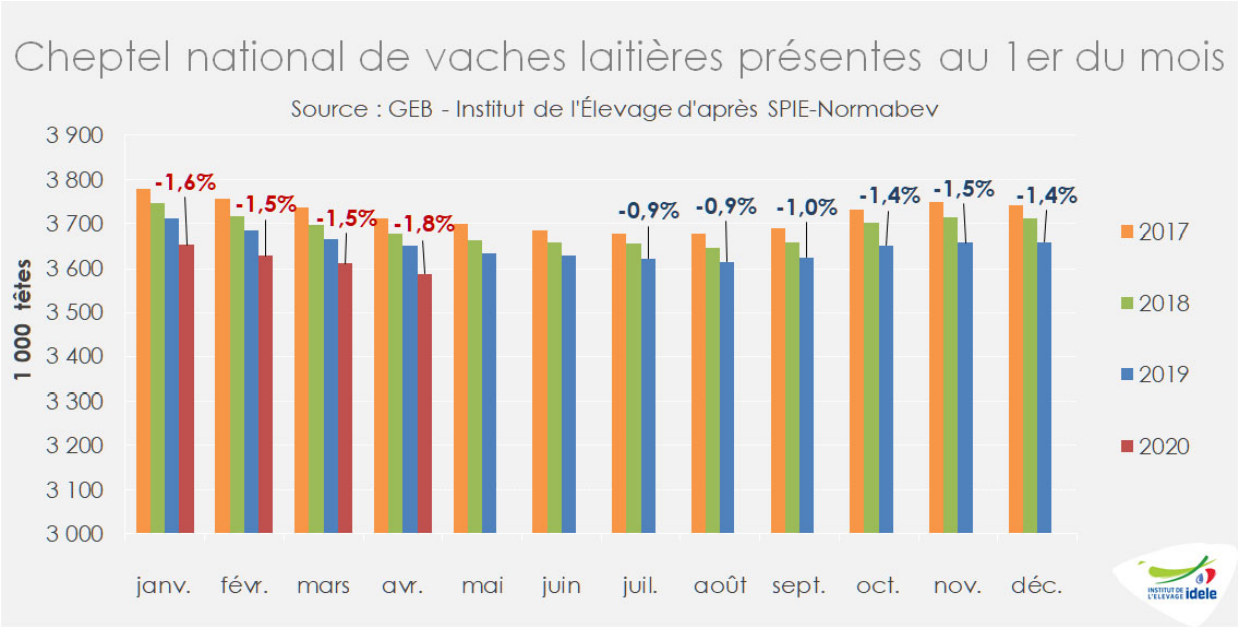
Aux États-Unis, le cours de la poudre maigre connait aussi un répit à 1 800 $/t fin avril, mais elle est devenue nettement plus compétitive que la poudre maigre européenne sous l'effet de disponibilités très abondantes. De même le cours du beurre, tombé à 2 750 $/t (2 500 €/t) connait un sursaut fin avril. Le cours du cheddar a également stoppé sa chute. Tombé à 2 200 $/t (2 000 €/t), il a rebondi à 2 815 $/t (2 560 €/t) fin avril.

Collecte : croissance stoppée depuis avril

La collecte laitière a poursuivi sa hausse saisonnière jusque début mai (pic saisonnier). Cependant, elle ne progresse plus d'une année sur l'autre depuis avril. Elle a même légèrement marqué le pas (-0,2% /2019) d'après les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Rappelons qu'au 1er trimestre, elle avait progressé de +1,2% /2019 (effet année bissextile neutralisé), retrouvant ainsi le niveau moyen des cinq années précédentes. La bonne qualité des fourrages et le bon prix du lait avaient stimulé la production malgré un cheptel laitier réduit d'un hiver à l'autre (-1,6% /2019).

L'arrêt de la croissance en avril tient surtout à des raisons météorologiques. Les précipitations réduites depuis le confinement et les nuits fraîches début avril ont visiblement ralenti la production herbagère dans de nombreuses régions. Elles ont en revanche permis aux éleveurs de réaliser les ensilages d'herbe dans de bonnes conditions, même si les rendements ont été décevants dans les régions de l'Est (Lorraine, Bourgogne) et du Sud-Est, confrontées depuis janvier à des déficits hydriques importants.

L'arrêt de la croissance semble aussi découler des signaux de modération envoyés par de nombreux collecteurs. Des éleveurs ont écourté des lactations et davantage réformé. D'après les données de SPIE-BDNI, les effectifs réformés ont bondi de +9% d'une année sur l'autre, tandis que les entrées en lactation ont reculé de 2%. En somme le bilan mensuel a été plus négatif que la normale. Ainsi l'effectif de vaches laitières a enregistré une baisse saisonnière plus prononcée d'un mois à l'autre, passant de -1,5% au 1er mars à -1,8% au 1er avril d'une année sur l'autre.



L'évolution du cheptel laitier est de plus en plus marquée selon les bassins laitiers : baisse limitée en Nord Picardie (-0,4%), dans le Grand Est (-0,6%) et en Normandie (-1,2%) ; dans la moyenne nationale dans le Grand Ouest ; supérieur à -3% dans les bassins au sud de la Loire (Charentes-Poitou, Sud-Ouest).

Difficile de dire à ce stade le nombre d'éleveurs qui bénéficieront de l'aide du CNIEL pour avoir réduit leurs livraisons mensuelles de -2 à -5% /2019 en avril.

Depuis la fin avril, la météo plus douce et pluvieuse, redevenue plus conforme aux normes printanières, a relancé la pousse de l'herbe et favorisé l'implantation des maïs. La production laitière pourrait se maintenir voire progresser dans le Grand Ouest et en Normandie, deux bassins où les signaux de modération de la production envoyés par les transformateurs semblent peu suivis. Eurial, Savencia et Sodiaal ont certes annoncé des baisses de prix du lait standard de -20 à -30 €/1 000 l au 2ème trimestre. Mais ce signal prix sera de portée limitée à une période de l'année où le coût alimentaire est relativement faible.

Collecte au plus stationnaaire dans les montagnes

Dans les montagnes de l'Est, où l'essentiel de la collecte est transformée en fromages AOP, la production printanière pourrait peu ou pas baisser, malgré l'incitation des ODG (Organisme de défense et de gestion) de ces AOP. Celles-ci ont adopté des mesures contraignantes de contingentement (permises dans le cadre du Paquet Lait européen) pour ajuster les fabrications aux débouchés. Tout d'abord les conditions climatiques sont redevenues propices à la production herbagère. Ensuite, les effectifs en vaches laitières sont étoffés dans la plupart des exploitations laitières (effectif stable dans l'ex Franche-Comté). Enfin, le CIGC (Comité interprofessionnel de gestion du Comté) a assoupli le dispositif de réduction des fabrications de Comté en imposant une baisse de 2,3% des fabrications de Comté sur toute la campagne 2020/21 et non plus de -8% sur le seul printemps.

Cet assouplissement, bien reçu pas les éleveurs, ne les incite pas à lever le pied tant que les conditions climatiques permettent de produire du lait de printemps, le moins cher de l'année. En revanche, ils devront fortement réduire leurs livraisons sur la deuxième moitié de la campagne 2020/21.

La décision du CIGC revient en fait à geler les références fromagères supplémentaires accordées chaque année (+1 320 t/an) pour accompagner la croissance des débouchés. En pratique sont accordées à des exploitations prioritaires (installation, nouveaux entrants…). Les dirigeants du CIGC espèrent que cette pause de la croissance sera suffisante pour absorber la chute des ventes en RHD, sur les marchés et dans les rayons à la coupe de la GMS lors du confinement. Les ventes de Comté à poids fixe en libre-service (50% des volumes vendus en 2019) ont dans le même temps été dynamiques, mais n'ont pas compensé la chute des ventes de meules dans les circuits traditionnels. D'un côté les Comtés vendus en GMS sont jeunes (affinés moins de 1 an), de l'autre les meules sont vendues en l'état après une durée d'affinage plus longue (1 à 4 ans). Toutefois, les mêmes dirigeants redoutent l'impact négatif de la prochaine dépression économique sur la demande et la consommation de Comté.

Baisse probable de production dans le Massif Central

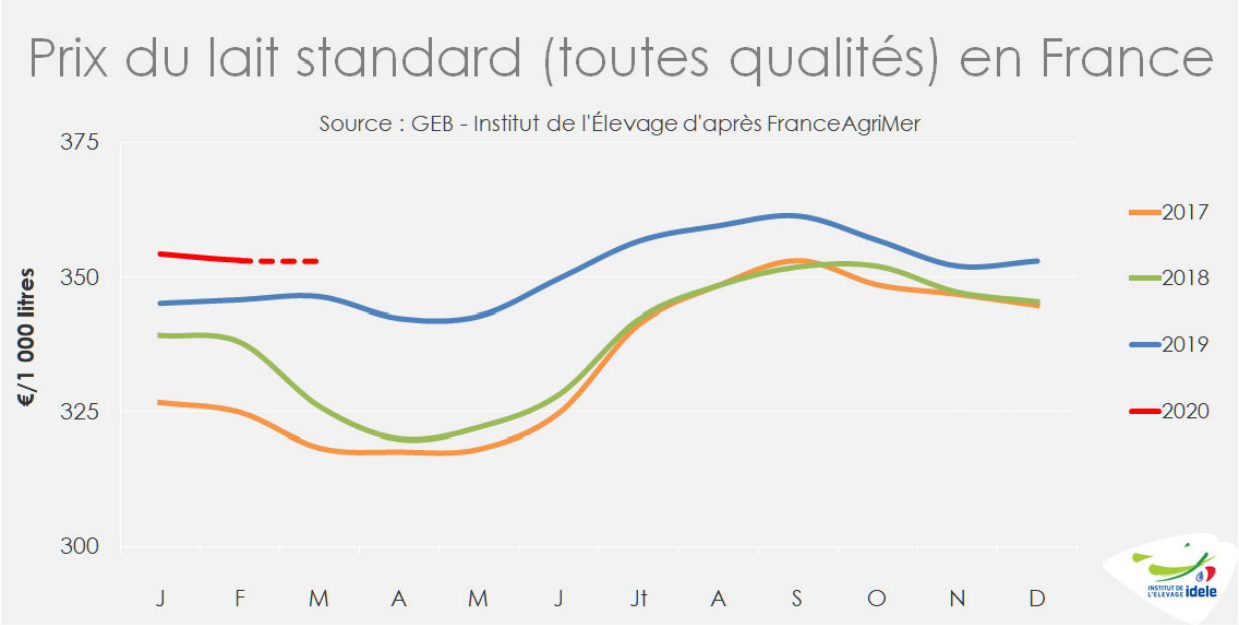
Dans le Massif Central, où la part de lait transformée en fromages AOP est secondaire (20% de la ressource), la production laitière devrait poursuivre son orientation baissière, même si les conditions climatiques sont redevenues plus favorables fin avril. Tout d'abord, une certaine dépression laitière se confirme au regard du cheptel laitier qui a chuté de -3,3% d'une année sur l'autre. Ensuite, le confinement décidé pour contenir l'épidémie de Covid-19 a provoqué une chute des ventes de fromages AOP (Cantal, St Nectaire, Bleu, Fourme d'Ambert Salers) de -40 à -60% selon les semaines. Les différentes ODG ont recommandé aux fromageries de réduire de 30% leurs fabrications ce printemps, pour éviter le sur-stockage ou la destruction de fromage à durée d'affinage très limitée. Cette recommandation et les pertes de débouchés pour les fromages ont des conséquences variées pour les producteurs selon le mix produit de leur collecteur.

De petites coopératives et PME spécialisées dans des fabrications fromagères, et contraintes à vendre leur lait sur le marché spot, ont pu vendre du lait à Sodiaal. Le groupe Dischamp, premier opérateur en Saint Nectaire AOP, a fortement incité ses producteurs à réduire leurs livraisons (-30%) et excluant fermement l'idée de collecter le lait en cas de volume supérieur à une référence mensuelle. Et pour cause, le lait écarté de la fabrication fromagère seraiyt vendu à moins de 200 €/1 000 l sur le marché spot, ce qui impactera fortement la moyenne du prix du lait ce printemps. Enfin, les grands groupes (Lactalis et Sodiaal) ont réduit les fabrications fromagères AOP et réorienté la collecte vers des fabrications plus demandées (lait liquides, emmental..) et en produits industriels (beurre/poudre maigre). Les moindres fabrications de fromages AOP vont mécaniquement entrainer là encore une baisse du prix moyen du lait versé aux livreurs.

La situation est aussi très préoccupante pour les producteurs fermiers de St Nectaire qui ont vu leurs débouchés se réduire, qu'il s'agisse de la vente en blanc ou de la vente directe notamment sur les marchés. Ils ont été contraints de réduire leur production, de multiplier les tournées de livraisons et les drive. Ils ont aussi congelé une partie des fromages (option prévue dans le cahier des charges) pour en reporter la vente à l'automne, où leur capacité à répondre au marché est généralement limitée. Une dérogation de l'INAO leur a d'ailleurs permis d'avancer de 3 semaines la période autorisant la congélation des St Nectaires en blanc.

Prix du lait de printemps : des écarts croissants entre laiteries et entre régions

Après avoir été relativement stable et plutôt élevé au 1er trimestre (353 €/1 000 l), le prix du lait standard (moyenne nationale toutes qualités confondues) s'infléchira au printemps pour retomber à mi-chemin entre le médiocre niveau de 2018 et le bon niveau de 2019. L'évolution du prix du lait d'un printemps à l'autre différera selon les collecteurs. Plusieurs groupes laitiers (Eurial, Savencia, Sodiaal et Terra Lacta) appliquent un malus ou pénalité sur le prix du lait payé au printemps pour modérer la collecte printanière, compensé dans certains cas d'un bonus sur le prix payé en été pour encourager la production lors du creux saisonnier. En revanche Lactalis maintient un prix de base inchangé d'un trimestre à l'autre trimestre. L'évolution du prix du lait diffèrera aussi selon les bassins laitiers. En Franche-Comté, il devrait se maintenir. En revanche, il risque de baisser dans le Massif Central avec des écarts croissants entre les éleveurs selon le profil laitier de leur collecter/transformateur.



Demande moins dynamique des ménages en avril qu'en mars

En France comme dans tous les pays confinés, les achats des ménages de produits alimentaires, dont les produits laitiers, ont été moins dynamiques en avril qu'en mars, juste avant (semaine 11) et après le début du confinement (semaines 12 et 13), période durant lesquels les ménages ont constitué des stocks de précaution. Selon IRi, en avril, la grande distribution (hypermarchés, supermarchés, proximité et e-commerce) a accru de +33% ses ventes de beurre et de crème, de +27% celles de laits conditionnés, de +16 à +20% celles d'ultra-frais et +26% celles de fromages vendus au rayon libre-service.

Toutefois la croissance des achats des ménages a été moindre avec la prise en compte de l'activité des rayons à la coupe (non couverts par IRi) de même que les circuits traditionnels (crèmeries, halles, marchés). Ces circuits ont subi une chute d'activité en début de confinement. Toujours selon IRi, les ventes de produits laitiers au rayon à la coupe en GMS ont reculé de -14% en valeur sur la même période.

Lait de vache » Consommation »

Lait bio : consommation boostée dans un marché malgré tout chahuté

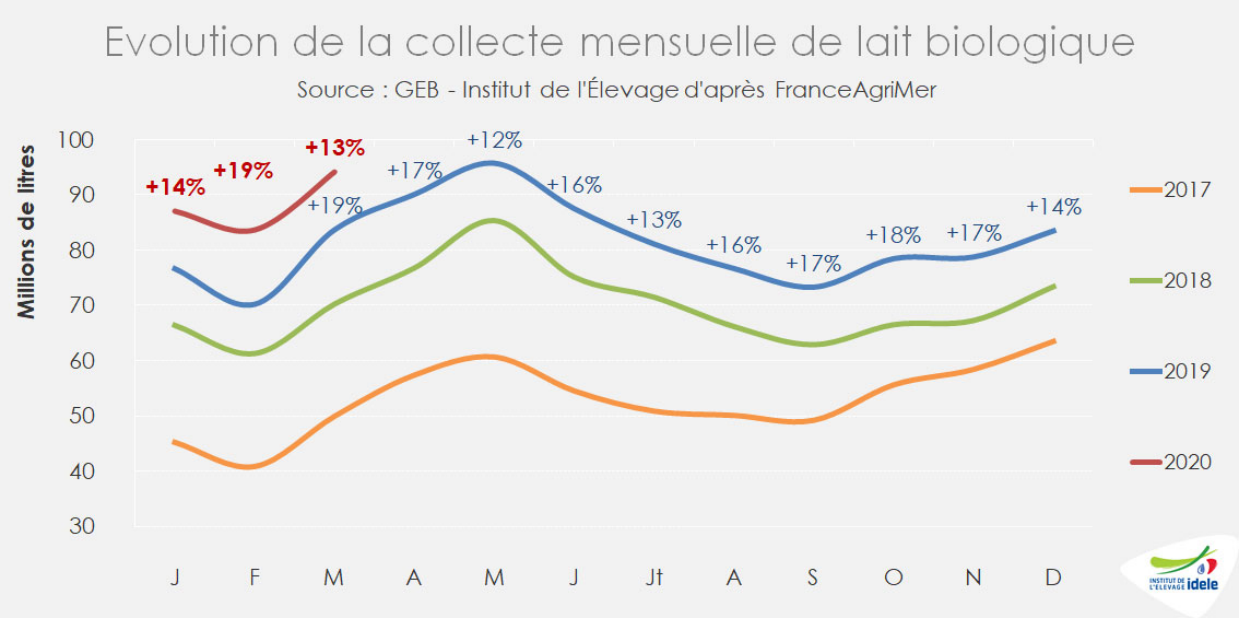
Évoluant sur un périmètre essentiellement national et reposant pour une part très importante sur les achats des ménages, la filière laitière biologique a vu sa consommation boostée avec le confinement lié à la crise sanitaire. La crise sanitaire coïncide cependant avec une période printanière où la filière se trouve souvent à gérer des excédents, ce qui la perturbe quelque peu. Moins soumise aux aléas de l'export et à la fermeture de la restauration commerciale que la filière conventionnelle ou les filières laitières AOP, la filière bio apparait cependant relativement épargnée.

Une collecte toujours dynamique

La collecte de lait de vache biologique reste très dynamique depuis le début d'année. Elle a ainsi entamé la période printanière, celle du pic de collecte saisonnier, sur des bases élevées. Sur le 1er trimestre, elle a ainsi atteint 265 Ml, en progression de près de 35 Ml par rapport à l'an passé (+15% /2019), dépassant ainsi le milliard de litres sur 12 mois glissants.

Cette croissance provient de l'arrivée d'élevages bio supplémentaires, portés à 3 650 livreurs en mars (+150 d'une année sur l'autre), mais aussi d'une dynamique forte chez les exploitations qui livraient déjà l'an passé.

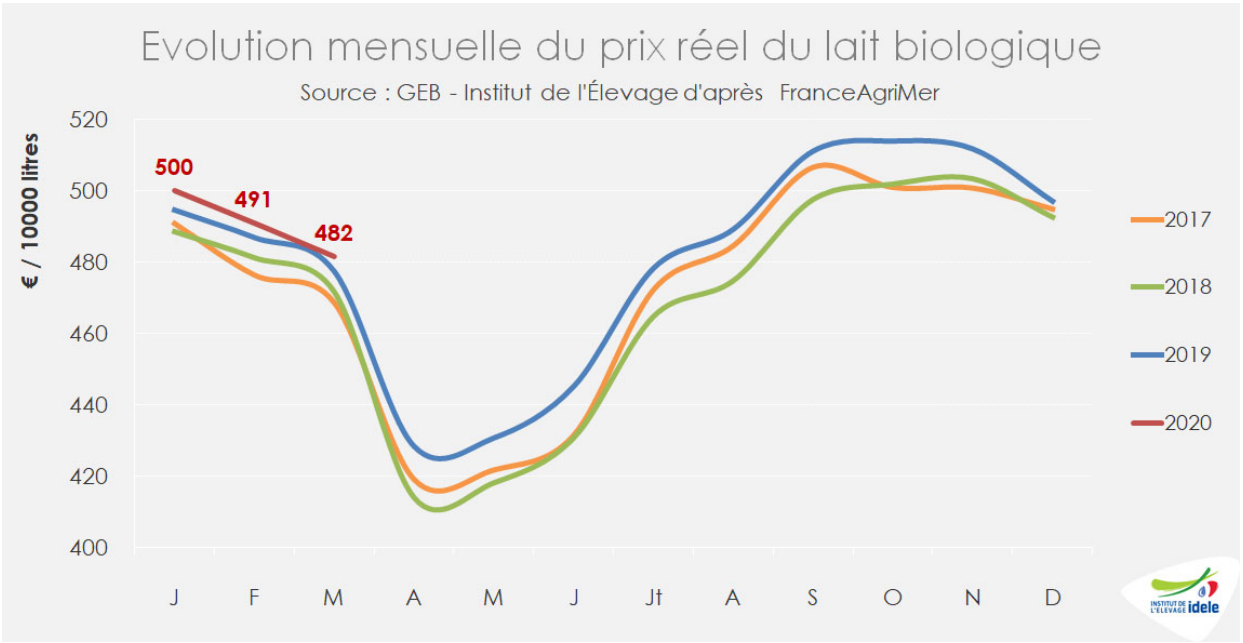
Dans ce contexte d'afflux massif de lait, Biolait, le premier collecteur de lait biologique a activé un dispositif de régulation des volumes auprès de ses fermes adhérentes pour la 2ème année consécutive, une décision qui était déjà entérinée avant même l'arrivée de la crise du Covid-19. Ce dispositif est opérationnel pour l'ensemble du 2ème trimestre, période durant laquelle le taux de déclassement est habituellement le plus élevé. D'autres laiteries ont également relayé des messages visant à modérer au mieux ce pic printanier, soit en relayant le message global du CNIEL adressé à l'ensemble de la filière laitière, soit en adoptant une communication plus spécifique à l'attention de leurs producteurs bio.



Un prix du lait d'hiver plus élevé

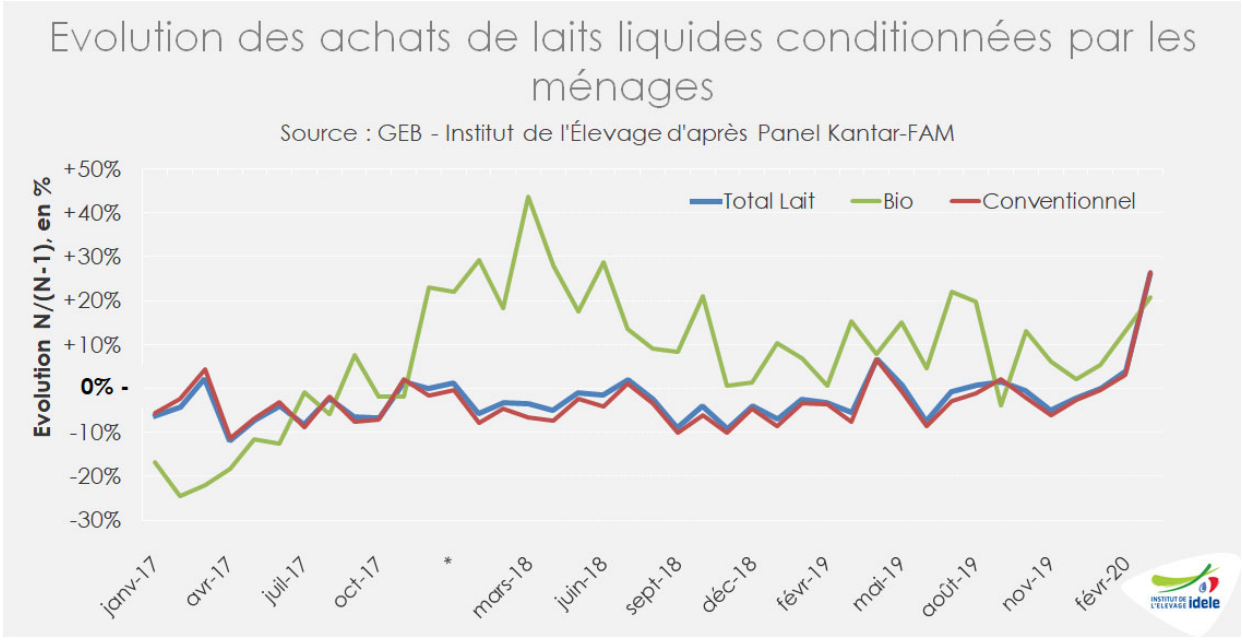
Dans la suite des prix élevés connus par la filière fin 2019, les prix de ce début d'année restent élevés. Sur le 1er trimestre, le prix réel moyen payé aux livreurs s'est établi à un peu plus de 490 €/1 000 l, soit +4 € d'une année sur l'autre. Une hausse essentiellement imputable à la hausse du prix de base de plus de 6 €, à 477 €/1 000 litres.

A l'amorce de la baisse saisonnière, les prix devraient chuter aux environs de 420 € à 430 €/1 000 litres, soit des niveaux similaires à ceux de l'an passé voire légèrement plus bas, essentiellement du fait d'un taux de déclassement assez élevé sur la période. Ce taux de déclassement serait toutefois légèrement plus élevé que les années précédentes selon les opérateurs interrogés, du fait des difficultés logistiques liées à la crise sanitaire et avec un afflux de lait supplémentaire toujours conséquent.



Une consommation boostée par la crise sanitaire

Reposant essentiellement sur les achats des ménages, les produits laitiers biologiques ont bénéficié de la période de confinement et de fermeture de la restauration commerciale. Pour autant, cet engouement est peu visible sur les données Kantar s'arrêtant au mois de mars en comparaison de celui observé sur le segment des laits liquides dans leur ensemble.

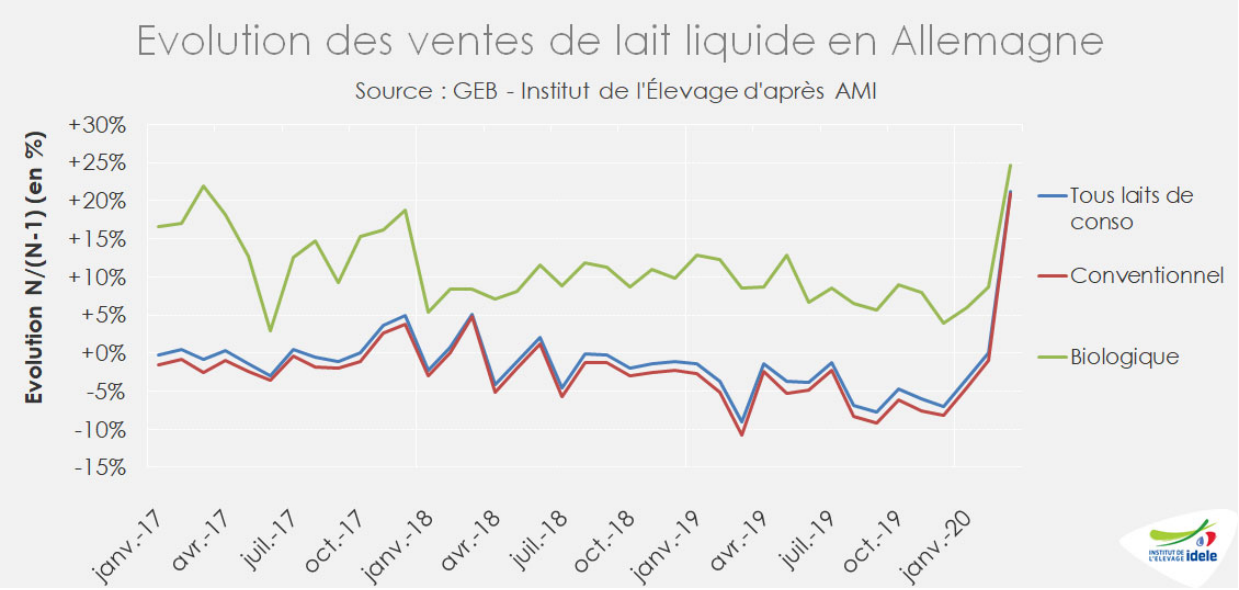


Alors que sur les derniers mois, le lait biologique connaissait une croissance de ses ventes qui contrastait avec un segment globalement en recul, la croissance de +22% connue sur mars 2020 en comparaison de mars 2019 apparait somme toute assez modérée. Sur la période avril 2019 à mars 2020, avec une croissance des tonnages vendus de plus de 10 % contre +1,3 % pour les laits conventionnels, le lait biologique poursuit sa dynamique et reste le moteur de ce segment, un constat qui est valable sur l'ensemble des produits laitiers suivis.

Ailleurs en Europe : le Covid-19, entre booster et trouble-fête

Même si les comportements des consommateurs sont relativement proches d'un pays à l'autre avec des achats des ménages massifs en lien avec des mesures de confinement plus ou moins strictes, les opérateurs des filières laitières biologiques des principaux pays européens connaissent des fortunes diverses. Pour certains d'entre eux, qui reposent de façon importante sur les débouchés exports ou la RHD, la situation se tend et occasionne parfois des baisses des prix aux producteurs conséquentes.

En **Allemagne**, la collecte est demeurée modérément dynamique au 1er trimestre (+5% /2019). Comme en France, le confinement a boosté les ventes de laits liquides conditionnés, dont celles de lait biologique. Ses ventes se sont en effet accrues de +25% sur le mois de mars par rapport à l'an passé, le plus haut niveau de croissance connu ces 3 dernières années. En Bavière, Land qui pèse à lui seul pour près d'un litre de lait bio sur deux outre-Rhin, certains opérateurs annoncent d'ores et déjà des besoins de lait biologique supérieurs dans les années à venir, et donc des besoins de conversions. Les situations d'un opérateur à l'autre restent cependant disparates selon la dépendance aux débouchés exports et à la restauration hors domicile.

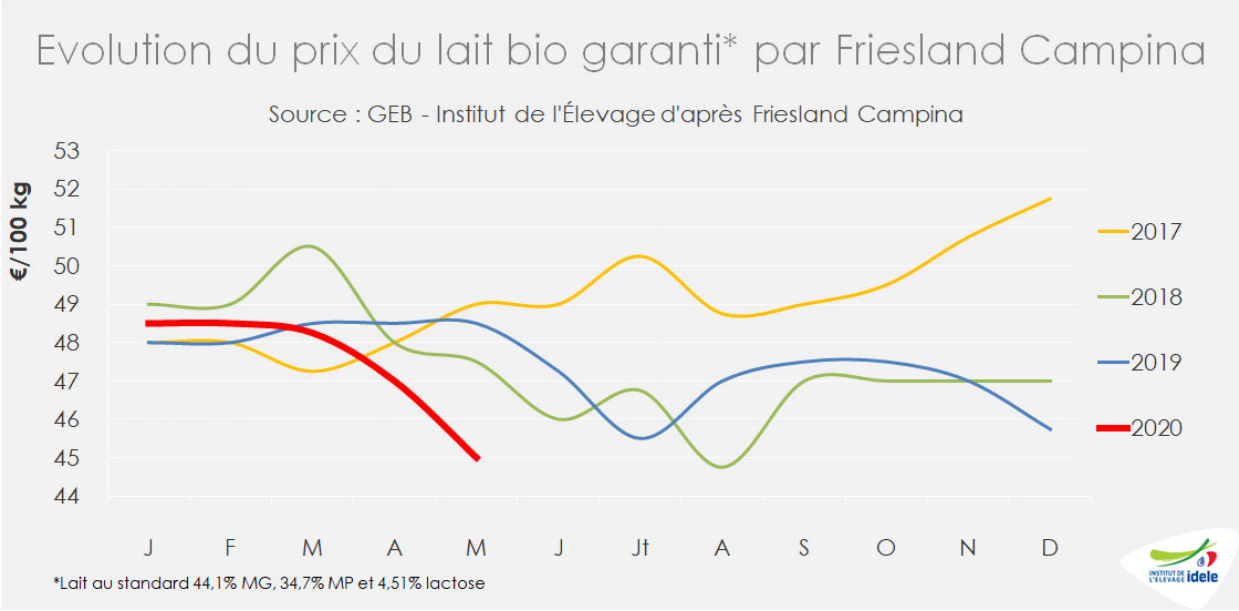


La situation est plus ou moins la même en **Autriche** et au **Danemark**, les deux autres grands pays producteurs de lait biologique. Le lait biologique y est relativement bien développé et pèse respectivement pour 18% et 12% de leur collecte laitière. Ces pays se trouvent de fait avec une offre bio relativement abondante et une partie trouve des débouchés à l'export (notamment vers l'Allemagne) et vers la RHD.

Ayant déjà connu des baisses de prix en 2018 puis 2019 alors que la collecte allemande se développait, se substituant au fur à mesure aux imports, la situation se serait légèrement tendue avec la crise sanitaire. La coopérative Arla, 1er opérateur mondial en lait biologique, aurait ainsi annoncé un léger recul du prix payé aux producteurs, et d'autres petites laiteries seraient également concernées.

Aux **Pays-Bas**, où la collecte biologique est peu développée (2% de la collecte totale), le marché des produits bio bénéficie d'une forte croissante des achats des ménages ; l'essentiel du lait bio étant destiné au marché intérieur. Pour autant, la coopérative Friesland Campina a baissé le prix directeur sur les mois d'avril et de mai, à moins de 450 €/t (standard 44,1 MG / 34,7 MP et 45,1 de lactose), soit une baisse de 35 €/t d'un printemps à l'autre (-7%).

Le groupement de collecte *Eko Holland* aurait lui appelé ses adhérents à modération leurs livraisons, soit à ne pas dépasser leur production de l'année passée sur la période printanière.



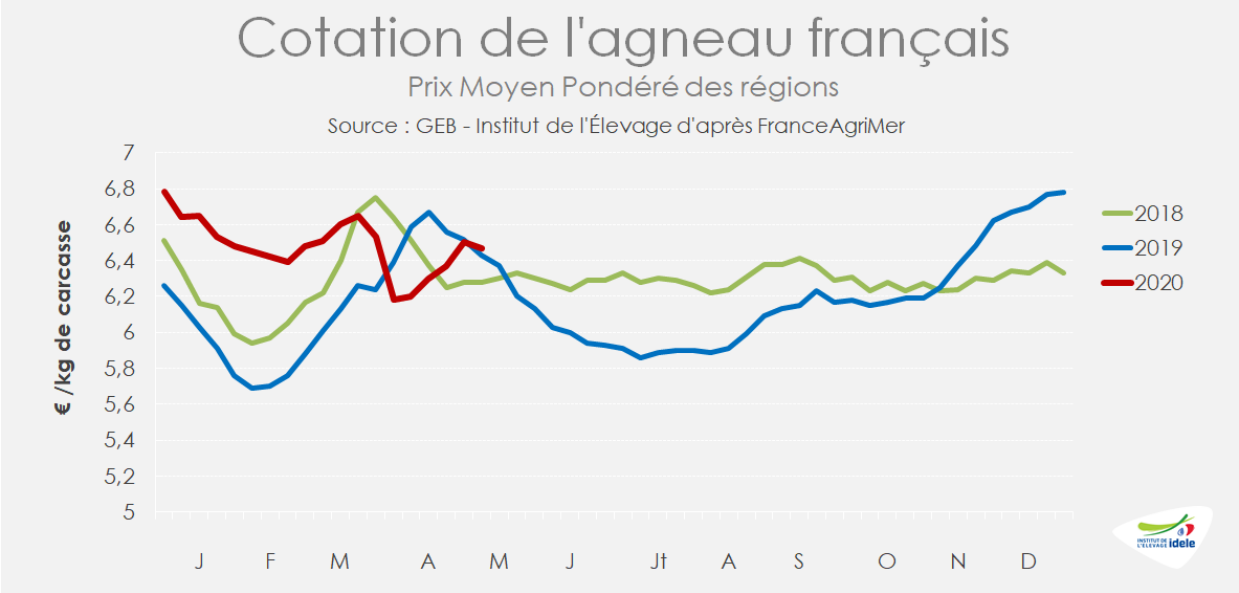
Viande ovine

Effets du covid-19 sur la filière ovine

En France et au Royaume-Uni, la situation reste inhabituelle : les cours ont rebondi après Pâques. Début mai, la cotation des agneaux irlandais a en revanche chuté, illustrant un engorgement du marché. En Espagne, d'importants envois de vifs vers les pays arabes, pour le Ramadan, soulagent ponctuellement les éleveurs. En Océanie, tandis que la cotation australienne continue de s'apprécier malgré un impact certain du Covid-19 sur les exports, le cours néozélandais poursuit sa chute. [Rédigé le 7 mai et mis à jour le 14 mai]

France : la cotation semble entamer une baisse

En semaine 17 (se terminant le 26 avril), l'offre limitée fait progresser le PMP de l'agneau français, à 6,37 €/kg soit + 7 centimes d'une semaine sur l'autre. La situation est toujours très inhabituelle : le moindre recours aux viandes importées pour mettre en avant l'agneau français a, semble-t-il, provoqué une chute des disponibilités supérieure à la baisse de la demande. En outre, la production nationale d'agneaux est estimée en baisse cette année. En semaine 18, l'offre est restée limitée et la préférence nationale est toujours en vigueur chez la plupart des détaillants : la cotation, qui a gagné 13 centimes en une semaine, a rejoint son niveau de l'an passé. En semaine 19 (se terminant le 10 mai), les cours ont dans l'ensemble été reconduits, le marché étant équilibré, selon les chargés de cotation de FranceAgriMer. A 6,47 €/kg la cotation nationale n'a cédé que deux centimes d'une semaine sur l'autre.



Selon les détaillants, les achats des semaines 16 et 17 auraient été en-deçà des attentes, particulièrement chez les bouchers en distribution, où les clients auraient privilégié le porc et la volaille. La météo pluvieuse sur la moitié sud de la France a limité les achats de grillades.

Pour les abatteurs, ces deux semaines ont été correctes bien qu'ils aient fait face à quelques difficultés pour fournir leurs clients en agneaux français. En effet, les distributeurs, qui n'avaient jusque-là pas repris les importations pour continuer de vendre de l'agneau français, auraient eu des difficultés à satisfaire la demande des consommateurs. Aussi désormais ils complèteraient leur offre française avec de l'import actuellement assez compétitif.

Contrairement aux craintes, il n'y aurait pour le moment plus de reports d'une semaine sur l'autre en bergerie. On s'attendait à ce que certains agneaux surnuméraires sortent après Pâques (retenus en fermes pour ne pas alourdir le marché), mais ça ne semble pas être le cas. Les agneaux d'herbe ne seraient pas encore sortis mais sont attendus de pied ferme.

Selon les données *d'Interbev* (Ovinfos : échantillon = plus de 80% des notifications entrée abattoir en France), les abattages de la semaine 17 furent meilleurs que ceux de la semaine 16. Ils sont en hausse, de respectivement +4% et +10%, par rapport aux semaines S+1 et S+2 après Pâques en 2019 : les deux premières semaines du Ramadan animent quelque peu le commerce malgré le confinement. Les abattages de cet échantillon en semaine 18 sont en baisse par rapport à la semaine 18 de 2019 (aussi une semaine de 4 jours), illustrant une offre française en recul. En semaine 19, la tendance reste baissière (-15% /S19 de 2019). Cette baisse des abattages serait consécutive à des achats en viande moroses début mai, pour toutes les espèces.

Les achats d'agneaux espagnols perdureraient (5 000 agneaux importés très récemment), mais pas de quoi déstabiliser le marché.

Espagne : situation compliquée pour le secteur des petits ruminants

Selon la *DG Trésor*, à ce jour, les secteurs agricole et agroalimentaire espagnols maintiennent dans leur ensemble leurs activités. Les prix de vente aux consommateurs sont globalement stables, mais les effets de la crise sont très hétérogènes selon les filières. En ovin viande, suite à la fermeture de la RHD (canal de distribution primordial pour la filière), l'Espagne fait face à d'importants stocks de viande en frigo et sur pied en élevage.

Les expéditions de bétail vivant, principalement vers les pays du pourtour méditerranéen, sont jugées essentielles, selon le journal *El País.* Seuls ces pays sont preneurs d'ovins alourdis faute d'avoir été commercialisés normalement.

L'analyse de la consommation alimentaire du ministère espagnol de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, en semaine 18 de 2020 (du 27 avril au 3 mai), fait état d'une forte augmentation des achats de viande (+29% /2019), particulièrement de viande ovine (+65%). Alors qu'ils étaient plutôt en recul avant Pâques, les achats de viande ovine ont augmenté progressivement à partir de la semaine 16.

Certaines catégories de produits, dont la viande ovine, consommés auparavant surtout au restaurant, sont depuis davantage consommés à domicile, sans toutefois que les volumes supplémentaires ne compensent la chute en RHD.

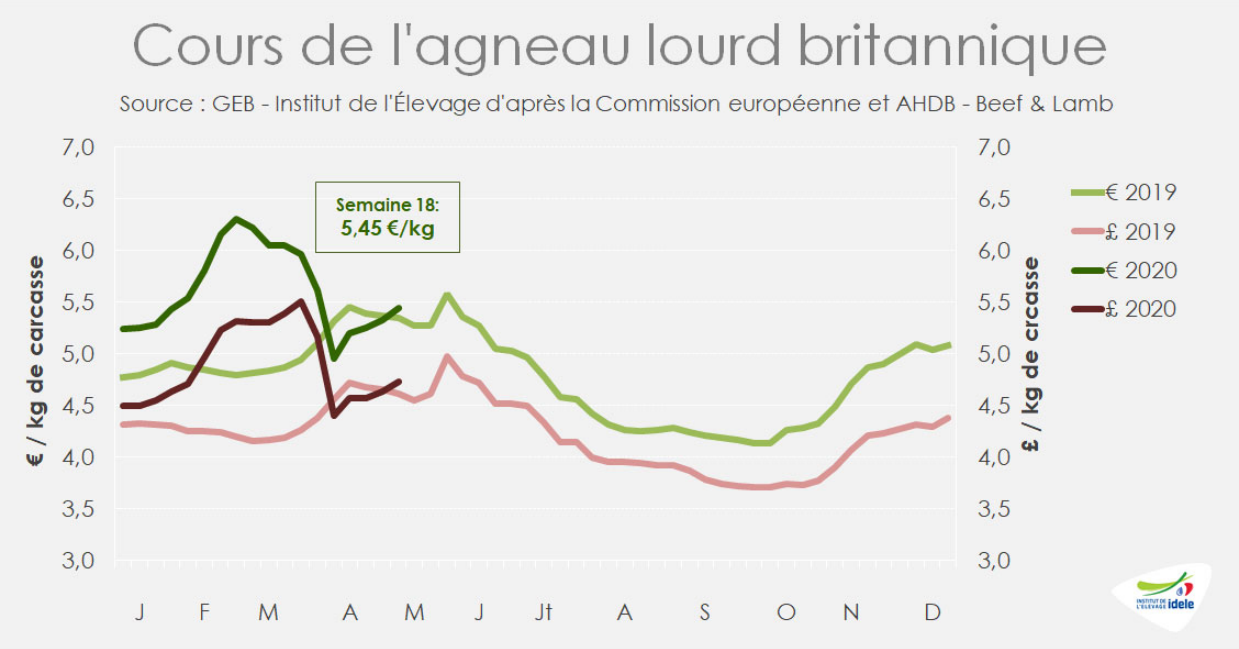
Les productions sous signes de qualité, comme l'agneau Ternasco de Aragón, souffrent davantage que la viande standard. La baisse de revenu de nombreux Espagnols depuis la crise sanitaire ne joue pas en leur faveur.

Toutefois, la réouverture progressive de bars et restaurants dans une partie du pays, le 12 mai, va permettre une reprise bien que partielle de ce débouché important pour la filière ovine espagnole, et notamment pour ces filières haut de gamme.

Royaume-Uni : la distribution n'a pas compensé la perte de la RHD

Selon *AHDB*, les ventes supplémentaires de viande rouge aux ménages sont loin de compenser la chute d'activité avec la RHD. Au Royaume-Uni, malgré des ventes au détail plus élevées, la demande globale en viande rouge, dont la viande ovine, est désormais inférieure à ce qu'elle était avant le confinement lié au coronavirus. L'assouplissement du confinement pourrait entraîner une augmentation des ventes d'agneaux, mais le Royaume-Uni continue de faire face à une augmentation des cas de Covid-19.

En semaine 17, le prix de la carcasse est toujours en hausse, après avoir chuté pour Pâques. Bien que les agneaux de la nouvelle saison aient commencé à entrer sur le marché, un nombre réduit de ventes aux enchères et des déficits de la demande n'ont pas réussi à améliorer sensiblement l'approvisionnement britannique, expliquant potentiellement ce soutien de la cotation. En semaine 18, la tendance est inchangée. La cotation britannique poursuit sa hausse, de +12 centimes d'une semaine sur l'autre. En semaine 19, selon *AHDB*, les évolutions de prix des ovins vifs et des carcasses auraient divergé : stabilité voire légère baisse en vif, tandis que la hausse du prix au kilo de carcasse a continué de croître. La baisse des abattages en S19, malgré une demande en berne début mai (RHD toujours fermée et manque de commandes à l'export avéré), explique ce soutien du prix de la carcasse d'agneau.



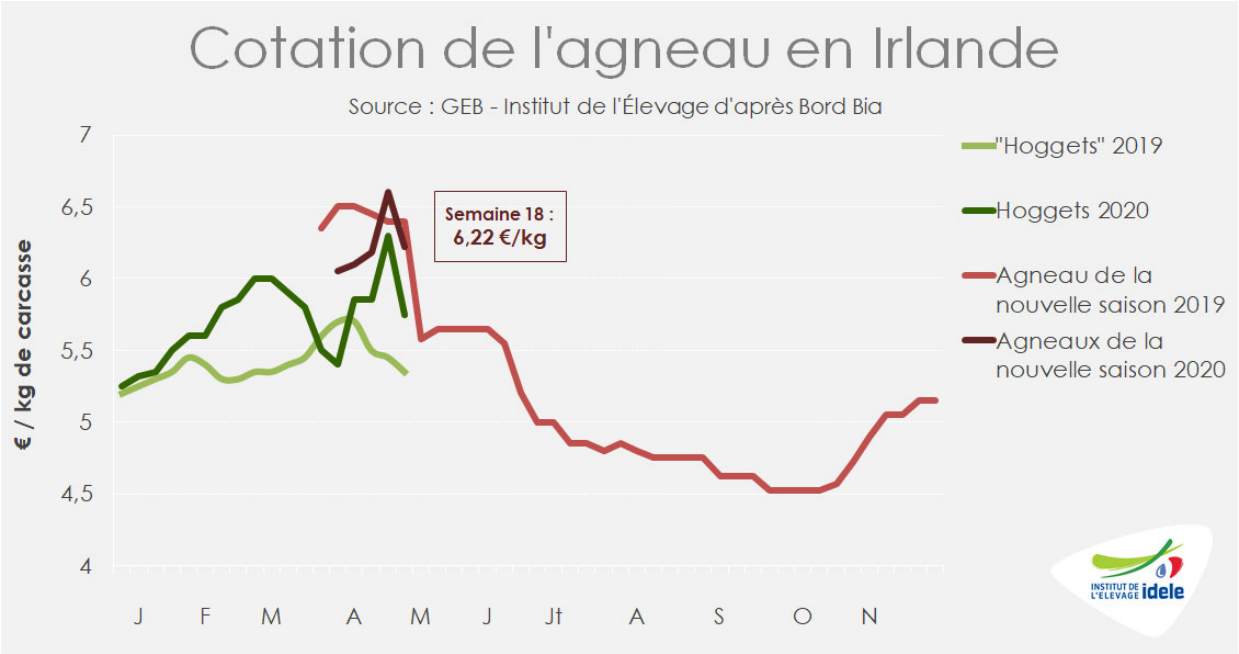
Selon *Farming UK*, l'épidémie de Covid-19 a aussi perturbé les exportations, ce qui a contribué à une baisse des prix des ovins. Les usines de transformation n'ont pas fermé, bien que beaucoup aient ralenti la cadence, selon Stuart Ashworth, directeur des services économiques chez *Quality Meat Scotland* (QMS).

Irlande : après une hausse post-Pâques, les cours s'effondrent début mai

Selon *l'Irish Farmer Journal*, le commerce se stabilise début mai, comme la demande des abattoirs.

Les acheteurs ont été relativement actifs au cours du week-end de la semaine 18 pour sécuriser les achats d'agneaux de printemps dans le but de compenser la baisse des disponibilités en *hoggets*, « agneaux » de plus d'un an. Le commerce des ovins démarre la semaine 19 de manière stable, après la forte baisse des prix enregistrée la semaine précédente. Il ne semble pas que la hausse des cours reprenne de sitôt : selon les transformateurs l'offre reste abondante, surtout en agneaux de printemps, mais c'est la demande qui pose problème. Le Covid-19 continue de rendre les conditions de marché difficiles. Le Ramadan ne semble pas avoir tiré suffisamment les achats à l'export.

Sur 18 semaines, les effectifs d'ovins abattus ont été supérieurs de 58 000 têtes d'une année sur l'autre, ce qui a davantage pesé sur le marché et fait baisser la cotation. L'Irlande pourrait éventuellement bénéficier de la mise à disposition par l'Union européenne d'aides au stockage privé (APS) pour la viande ovine prochainement.



En Irlande, des clusters associés à des usines de transformation de viande ou de désossage ont été identifiées fin avril, selon le *Ministre de l'Agriculture irlandais*. La société *Dawn Meats* a stoppé l'activité sur l'un de ses sites, après que quelques travailleurs aient été testés positifs. Toutefois, l'activité a été globalement maintenue dans les secteurs de la viande porcine, de l'agneau et de la volaille au cours des dernières semaines. Selon Joe Burke (*Bord Bia*), depuis le Covid-19, le secteur ovin irlandais a en effet réussi à éviter la chute spectaculaire de la demande qui caractérisait les autres viandes rouges. Cela est dû en grande partie à la frénésie des stocks des consommateurs au début de la crise, suivis par un commerce de Pâques dynamique et le début du Ramadan fin avril. Ces évènements ont, de plus, coïncidé avec les faibles disponibilités saisonnières en Irlande et au Royaume-Uni, ce qui a permis à l'offre de se rapprocher plus facilement de la demande.

Nouvelle-Zélande : la chute des cours se poursuit

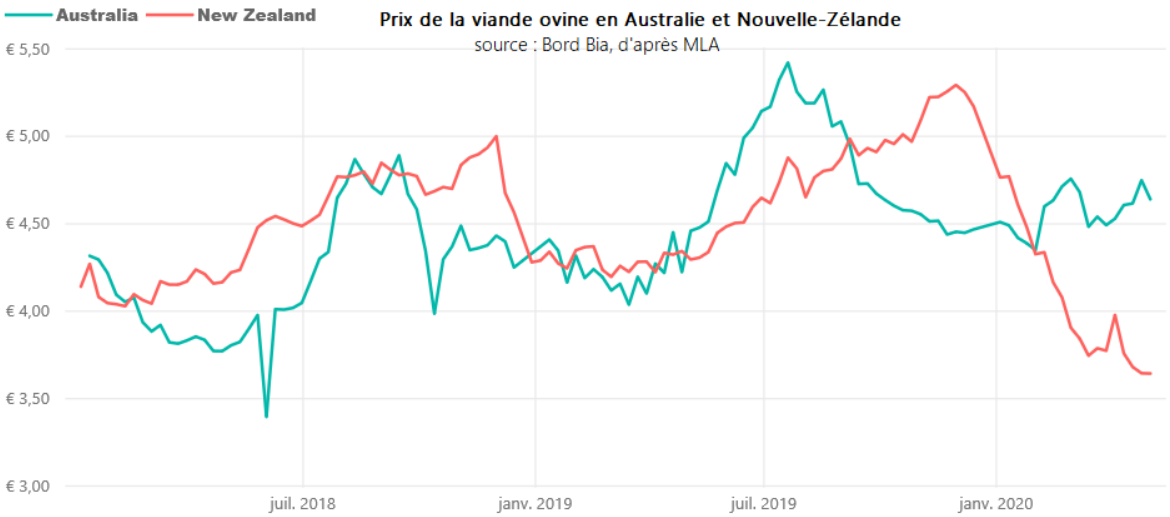
Les prix de l'agneau de Nouvelle-Zélande devraient toutefois trouver un soutien à mesure que l'offre se resserre et que la forte demande chinoise commence à se reconsolider.

Les abattages ont été ralentis par des problèmes de logistique liés au Covid-19 dès le mois de mars (-7% / 2019), d'une ampleur accentuée en avril, selon *Beef and Lamb New Zealand*.

AgriHQ signale d'ailleurs que les coûts de transformation élevés et l'incertitude de la demande sur les marchés d'exportation de grande valeur expliqueraient la baisse de la cotation néozélandaise. Les conditions météorologiques, sèches, et les niveaux saisonniers élevés de l'offre ont complété la baisse des prix. La Chine commence à montrer des signes de reprise ; cependant, comme pour les exportateurs australiens, la fermeture de la restauration hors-domicile sur ces principaux marchés (États-Unis, Royaume-Uni et UE-27) reste un défi.

En avril, les envois néozélandais ont chuté de 22% : -8% vers la Chine, -35% vers le Royaume-Uni, -22% vers les États-Unis et -47% vers l'Union européenne. Bien que la Nouvelle-Zélande réduise régulièrement ses envois vers l'Europe au profit de la Chine, la baisse des expéditions est largement accentuée par la fermeture du secteur de la RHD chez ses principaux pays clients européens, en raison du Covid-19.

Fin avril/début mai, les conditions de confinement se sont assouplies en Nouvelle-Zélande, ce qui devrait aider à relancer la consommation intérieure. En règle générale, les prix de l'agneau de Nouvelle-Zélande atteignent leur plus bas niveau à cette période de l'année.



Australie: probable chute de la production en vue d'une reconstitution du cheptel ovin

Selon *Meat and Livestock Australia* (MLA), les pluies récentes ont poussé de nombreux éleveurs australiens à débuter la reconstitution de leur cheptel ovin, tombé à un niveau historiquement bas. La réduction des abattages depuis le début de l'année reflète cette décision générale, maintenant que la saison est terminée.

Au cours du 1er trimestre 2020, les exportations de viande ovine sont restées stables, malgré l'incertitude causée par la pandémie de Covid-19, selon le *MLA*. La Chine offre un certain soutien, tandis que la fermeture de la restauration sur d'autres marchés clés comme les États-Unis a réduit la demande en viande ovine australienne. Cela affecte en premier lieu les découpes à plus haute valeur vendues à la restauration commerciale aux États-Unis. Les envois de viande d'agneau australiens ont sensiblement baissé en mars, de -5% /2019, subissant ainsi les premiers effets du Covid-19.

Selon *Rabobank*, le niveau historiquement bas du cheptel ovin australien compenserait l'impact du Covid-19 sur la filière : compte-tenu de la situation d'approvisionnement en Australie, il n'y aura probablement pas de baisse spectaculaire des prix à moins que la situation ne se dégrade fortement et que plusieurs installations de transformation ferment en raison de l'épidémie de Covid-19. De plus, la faiblesse du dollar australien, malgré une récent sursaut, soutient l'industrie locale dans un contexte économique mondial ralenti.

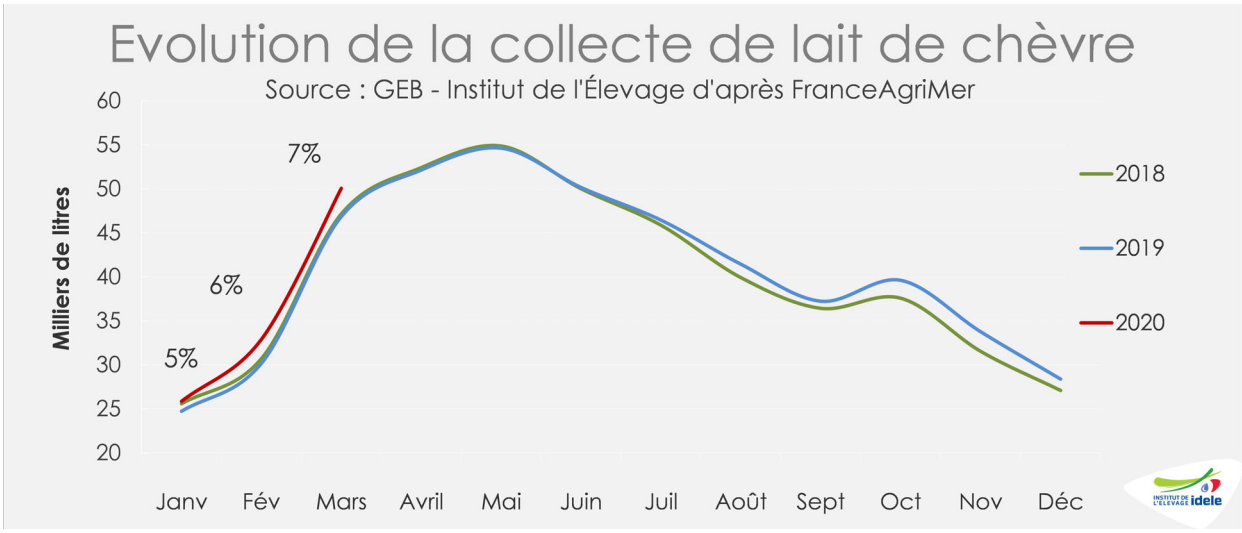
Lait de chèvre et viande

Les disponibilités s'envolent avant la crise sanitaire

Dans le contexte de crise sanitaire actuel, des pertes de marchés soudaines ont lourdement impacté l'équilibre de la filière de lait de chèvre. Or, la situation s'est stabilisée au fil des semaines, avec la mise en place de solutions d'écoulement provisoires, alors même que la collecte affiche des taux de progression inédits…

La collecte repart

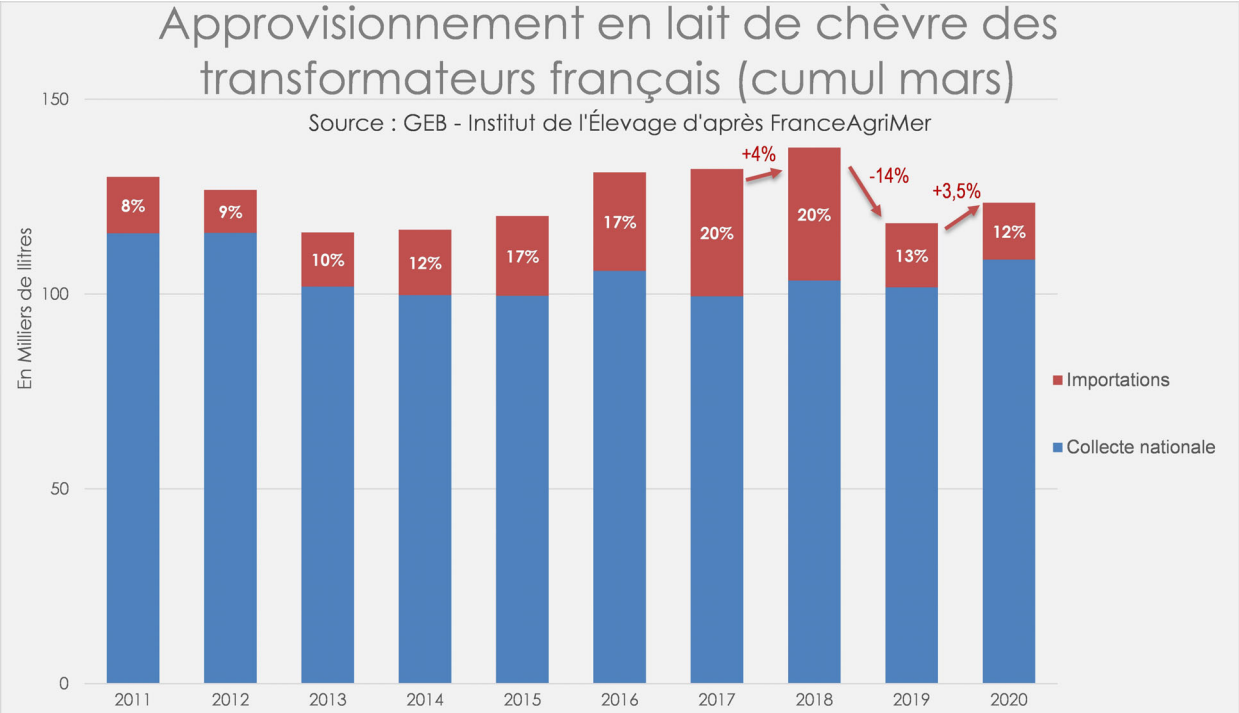
Après une année sous tension, pendant laquelle les transformateurs ont manqué de lait, la collecte nationale est fortement repartie à la hausse. Fin mars, la collecte cumulée depuis janvier a dépassé de +6% le niveau atteint au premier trimestre 2019 (après neutralisation de l'effet année bissextile), s'établissant à près de 109 millions de litres. La reprise de la collecte, entamée au deuxième semestre 2019, a été particulièrement prononcée en mars, remontée à 50 millions de litres (soit +7% /2019).



La collecte a progressé dans toutes les régions. Mais la croissance a été la plus forte en Pays-de-la-Loire (+10% d'un 1er trimestre à l'autre) et dans le Centre-Val-de-Loire (+9%), des régions dynamiques où les agrandissements et les installations sont plus nombreuses. La collecte en Nouvelle-Aquitaine, première région caprine de France, a progressé de +4% au premier trimestre. Le relatif manque de disponibilités et la hausse des prix résultante avaient fortement encouragé nombre d'éleveurs à agrandir leur cheptel. Les conditions climatiques de l'automne 2019 avaient également été favorables et avaient permis la constitution de stocks fourragers de bonne qualité.

Dans l'attente des données officielles, nous estimons que la collecte nationale a ralenti sa croissance en avril. Face à la perte de débouchés, suite à la fermeture de la RHD et des marchés de plein air, et à des ventes par à-coups, donc difficiles à gérer sur le plan logistique, certains transformateurs avaient demandé incité leurs livreurs à modérer voire réduire leur production. Ils ont aussi constitué des stocks de produits de report caprins plus conséquents. Mais certains n'ont pu éviter de jeter du lait collecté.

Importations en légère progression avant la crise sanitaire



La baisse des disponibilités chez nos voisins européens en 2019 était à l'origine d'un effondrement des importations de produits de report caprins tout au long de l'année dernière. Ce ralentissement s'est prolongé début 2020. Ramenées à 14 millions de litres au premier trimestre, les importations ont chuté de -11% /2019.

Malgré cela, l'approvisionnement cumulé au premier trimestre a progressé de +3,5% /2019 (après neutralisation de l'effet année bissextile), à 123 millions de litres, grâce à la collecte fortement relancée. Cette hausse de la part du lait français dans la fourniture globale de marché témoigne d'une dynamique de renationalisation de l'approvisionnement des transformateurs, une tendance qui n'a été que renforcée depuis le début de la crise sanitaire.

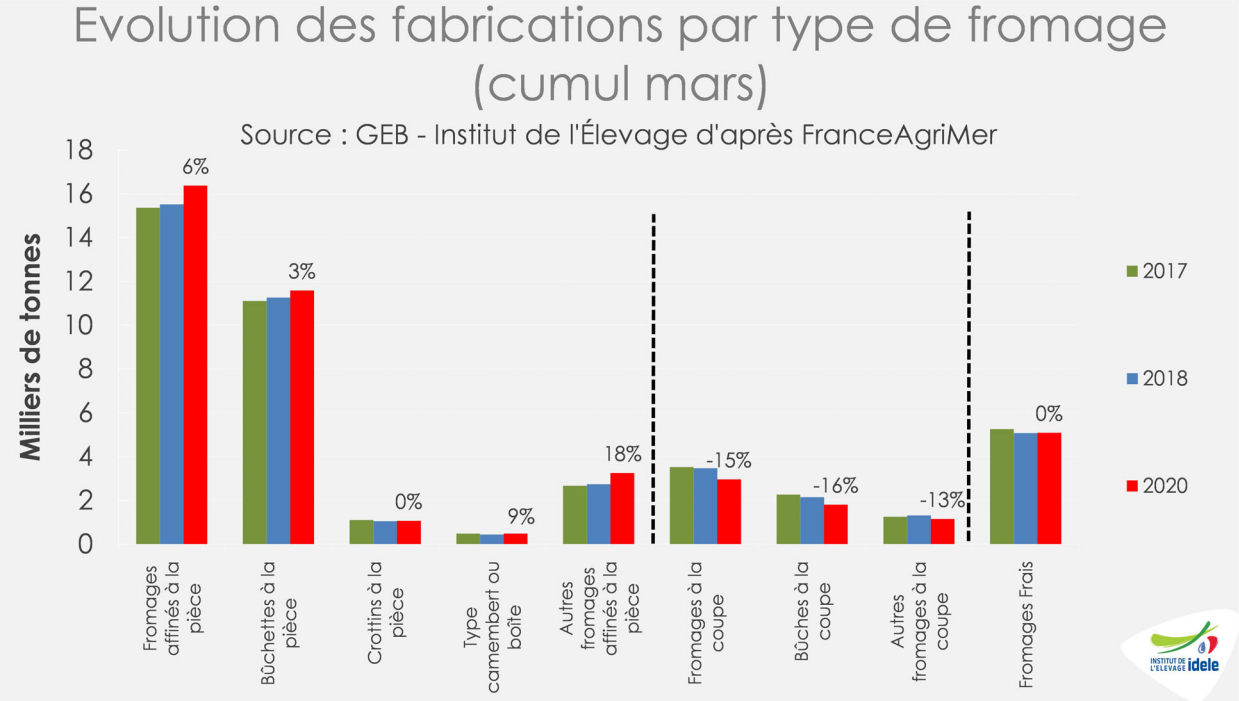
A 3 500 tonnes (soit +9% /2018), les stocks de produits caprins de report amorçaient pour sa part un rebond au mois de mars (le premier observé depuis 2018, où les stocks n'ont cessé de se contracter). Cette dynamique a dû se prolonger en avril, suite à l'absorption de volumes importants de lait français dans le contexte de crise sanitaire.

Aides européennes au stockage de lait de chèvre

La Commission européenne a activé, fin avril, l'aide au stockage privé sur le marché du lait afin de retirer des produits du marché et éviter l'effondrement des cours. Cette mesure concerne également la viande caprine, et sera dotée d'une enveloppe globale de 80 millions d'euros (toutes filières confondues), dont 30 millions pour les produits laitiers. Le fromage et le caillé congelé de chèvre sont éligibles aux aides au stockage privé, une première pour le secteur caprin. Ainsi, depuis le 7 mai et jusqu'au 30 juin, les opérateurs peuvent déposer leur demande auprès de FranceAgriMer, pour un volume minimal de 500 kg de produit.

Cette aide comprend une partie fixe, à 15,57 € par tonne, complétée d'une partie variable par jour de stockage, fixée à 0,40 € par tonne et par jour (de 60 à 180 jours). Le quota français pour les aides au stockage privé de fromages (dont le caillé) est de 18 400 t, laits de vache et de chèvre confondus.

Timide reprise des fabrications de fromages de chèvre



Après une année atone, les fabrications de fromages de chèvre ont bondi au premier trimestre de +2% /2018 (à 24 400 t), favorisées par une meilleure fourniture du marché. Cependant, cette hausse s'est opérée de façon différenciée selon les gammes et types de produits. Les fromages affinés à la pièce ont fortement progressé, à 16 300 t (+6% /2019), boostés par une demande de ménages en produits individuels et préemballés dès le début du confinement. La bûchette reste la reine absolue cette catégorie de produits, avec une progression de +3% /2018, à près de 12 000 t de fabrications.

Dans ce même contexte, les fromages à la coupe ont subi de plein fouet la fermeture de marchés de plein air et de nombreux rayons à la coupe dans les supermarchés ; les transformateurs ont été réactifs aux demandes du marché et ont réduit ces fabrications. A près de 3 000 t au 1er trimestre, les volumes transformés de fromages à la coupe ont fléchi de -15% d'une année sur l'autre 2020, et cette tendance a été probablement accentuée en avril.

Solutions pour trouver des débouchés

Face à la fermeture brutale de la RHD et des marchés de plein air, des solutions ont dû être trouvées pour permettre l'écoulement des produits au lait de chèvre fermiers. Producteurs, organisations professionnelles agricoles, collectivités territoriales et même consommateurs ont participé aux initiatives pour pallier les pertes de débouchés. Leur mise en place et leur portée varient selon les régions et les structures.

Des *drives* fermiers, des livraisons groupées, des ventes dans des commerces spécialisés ou encore l'ouverture des GMS aux produits fermiers se sont progressivement mis en place. En contrepartie, les producteurs fermiers ont dû faire face à une surcharge de travail difficile à assumer sur la longue durée (prise de commande, confection de paniers, livraisons, démarches administratives). La réouverture généralisée des marchés de plein air est grandement attendue, et certains comptent sur la saison touristique pour la reprise des ventes à la ferme.

Annuel caprins 2020 : Résister d’abord, relancer ensuite !



Ce Dossier Économie de l’Élevage fait d’abord le point sur l’année écoulée. Il paraît au cœur d’une crise dont on est encore très loin de mesurer toutes les conséquences. En 2019, les revenus des éleveurs étaient stables, à des niveaux corrects pour l’échantillon INOSYS-Réseau d’élevages. Le prix du lait augmentait de 2%. Début 2020, avant la fermeture des écoles, des restaurants puis le confinement généralisé en France, les disponibilités de lait de chèvre pour la filière étaient prévues en légère hausse… avec une difficulté à fournir une demande dynamique.

Depuis la mi-mars 2020 et le confinement généralisé, les débouchés se sont taris, tout particulièrement pour les fromages destinés à la restauration (baisse de 80-85% des repas servis en RHD), pour ceux vendus aux rayons à la coupe en GMS, mais surtout pour la vente directe ou les marchés de plein air. Les produits fermiers sont à l’heure du bouclage de ce document les plus affectés, mais ce ne sont pas les seuls. De même, l’export est-il très handicapé actuellement.

Il est hors de question de se prêter au jeu des prévisions, tant qu’on ne connait pas les conditions de sortie du confinement et de la reprise de l’activité, et encore moins l’impact sur le pouvoir d’achat des consommateurs. Tout juste peut-on dire à ce stade que la tendance à la renationalisation de l’approvisionnement des transformateurs devrait se poursuivre, et que l’image des produits caprins reste très bonne dans l’esprit de la majorité des consommateurs français. Le défi est donc double pour la filière caprine française : résister au choc de la crise, puis tenir sur la durée et proposer de nouvelles perspectives. Cela concerne en particulier les éleveurs, dont la démographie est très volatile. Certes, le métier d’éleveur reste aujourd’hui plus sûr et plus enviable que beaucoup d’autres, aujourd’hui dans l’expectative la plus totale, d’artisans, de commerçants ou de salariés dans des filières totalement encalminées… Mais investir de l’argent et du temps dans l’activité économique de l’élevage nécessite évidemment de la passion chevillée au corps, mais aussi et surtout des perspectives à moyen et long terme.

La filière caprine française a déjà subi de graves crises, en particulier une très grave il y a une décennie. Elle a su s’en relever en faisant preuve de solidarité. Elle a, semble-t-il, tous les atouts en main, avec son interprofession ANICAP, pour franchir cette crise-ci, qui est absolument globale et concerne l’ensemble des secteurs économiques en France, en Europe et dans le Monde. En contraste, les situations des filières espagnoles et néerlandaises semblent beaucoup moins résilientes, en tous les cas sur le papier. Nous espérons que les analyses décrites dans ce Dossier Économie de l’Élevage aideront les acteurs de la filière à dessiner de nouvelles perspectives pour franchir cette crise sans précédent.

Le Dossier Économie de l’Élevage n°507 de mars 2020